

L'impasse chypriote

Au moment même où M. Spyros Kyprianou, président de la République de Chypre, vient plaider sa cause à Paris auprès de MM. François Mitterrand et Jacques Chirac, le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, est à Nicosie, plus précisément dans le secteur nord de la ville rebaptisée Lefkosia, capitale de l'État turc créé dans la partie nord de l'île. Cette visite, la première d'un dirigeant d'Ankara depuis la création de la « République turque du nord de Chypre », que la Turquie est seule à reconnaître, suscite la colère unanime de la communauté grecque. Celle-ci a manifesté, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, son hostilité à la présence de M. Ozal dans les territoires occupés.

Depuis 1974, date de l'opération Attila, où les troupes turques débarquèrent à Chypre et s'emparèrent de 40 % du territoire, la situation a beaucoup évolué sur le terrain mais est restée désespérément bloquée sur le plan diplomatique.

Aujourd'hui, les membres des deux communautés se sont regroupés : les Grecs du nord ont quitté leurs villes et leurs villages pour se réinstaller dans la partie sud de l'île, les Turcs « montants » vers le nord cherchant la protection des troupes d'Ankara. Une frontière étonnante sépare les deux parties de Chypre, divisant Nicosie plus encore que Berlin.

Au fil des années, le déséquilibre s'est accru entre le nord et le sud. Alors que la partie grecque connaissait une expansion économique remarquable, due notamment au repli sur Nicosie et Larnaca des firmes occidentales installées à Beyrouth, le rattachement de fait du nord à la Turquie provoquait une désorganisation de l'économie, une quasi-disparition des recettes touristiques et une baisse du niveau de vie de la population.

Face à cette situation, la communauté internationale avait confié à M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, la tâche d'élaborer un compromis acceptable par les deux parties, sauvegardant tout à la fois l'indépendance et l'unité de l'État et les droits de chacune des deux communautés.

C'est fois sur le métier, il remit son ouvrage. En vain. Le dernier document qu'il a proposé, le 12 juin dernier, à l'approbation des deux dirigeants, M. Kyprianou pour les Chypriotes grecs et M. Denktaş pour les Chypriotes turcs, se heurte au refus grec. Il n'est pas question d'engager des négociations sur la mise en place d'un État fédéral couvrant les deux parties de l'île avant l'établissement d'un calendrier de retrait des troupes turques, a répondu en substance M. Kyprianou. Ce dernier bénéficie de l'appui sans réserve du premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, qui ne semble pas, tant sur le problème de Chypre que sur l'ensemble du contentieux gréco-turc, désireux d'entrer dans la voie du compromis.

Face à ce blocage, les grandes puissances sont fort embarrassées : les Occidentaux, et notamment la France, voudraient y mettre un terme sur la base des propositions du secrétaire général des Nations unies. L'URSS complice encore l'affaire en demandant le retrait des troupes britanniques des deux « bases souveraines » que Londres a conservées dans l'île. On conçoit que M. Perez de Cuellar se dise actuellement « fatigué » et hésite à solliciter le renouvellement d'un mandat où l'affaire chypriote aura tenu une place sans proportion avec la dimension de l'île de Vénus.

LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU GOUVERNEMENT

Le plan audiovisuel corrigé

Il y a quelques semaines encore, le ministre de la culture et de la communication, comme le chef du gouvernement, réduisait le paysage audiovisuel français à quatre grandes chaînes nationales : deux publiques (A2 et FR3), deux privées (TF1 et la 5<sup>e</sup>) - sans oublier Canal Plus.

Au moment même où le Sénat examine son projet, M. François Léotard corrige le tir et laisse la porte ouverte à une chaîne musicale (TV6) pour les jeunes et une chaîne culturelle européenne. Cette ouverture s'ajoute aux concessions que le ministre s'apprête à faire sur la composition de la Commission nationale de la communication et des libertés, ainsi que sur la direction provisoire des sociétés privatisables.

Face aux critiques de sa majorité, M. Léotard lâche du lest mais reste fidèle au cœur de sa réforme : la privatisation de TF1, la mise en concurrence de Télédiffusion de France et de la direction générale des télécommunications.

(Lire nos informations page 8.)

La carte d'identité contestée



La Commission nationale de l'information et des libertés conteste le projet gouvernemental de carte d'identité informatisée et infalsifiable. Dans l'avis qu'elle a rendu mardi 1<sup>er</sup> juillet, la Commission émet des réserves et suggère au gouvernement plusieurs modifications essentielles.

(Lire nos informations page 24.)

L'ÉTAT D'URGENCE ET LES RÉFORMES EN AFRIQUE DU SUD

Les Noirs indifférents et impatientes

La principale confédération des syndicats noirs a annoncé, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, un « programme d'action » pour lutter contre le régime de Pretoria au moment même où plusieurs lois, visant à réformer l'apartheid, entrent en vigueur dans une indifférence totale.

De notre correspondant

Johannesburg. — Selon le gouvernement, l'état d'urgence a été instauré le 12 juin afin de « rétablir la paix publique pour poursuivre la réforme ». Il est encore trop tôt pour savoir si l'ordre sera restauré - il y a déjà eu une centaine de morts en vingt jours - mais le pouvoir estime, en revanche, qu'un nouveau pas sur la voie du changement a été franchi le 1<sup>er</sup> juillet, avec la mise en application de plusieurs lois. La première et la plus importante d'entre elles abolit le port obligatoire du pass pour les Noirs et supprime les règles de l'infux control qui régissaient leurs déplacements. Le pass sera désormais remplacé par un livret d'identité commun à tous les Sud-Africains, sur lequel la mention de la race n'apparaîtra pas. Le chef de l'État, M. Pieter Botha, a donc tenu parole. Exit le fameux

« étoile noire » dont le défaut de présentation ou la non-conformité aux règles draconiennes de déplacement ont conduit à l'arrestation de plus de 18 millions de Noirs en soixante-dix ans. Le principe est acquis, reste à savoir maintenant comment, dans la pratique, cette révolution dans la vie quotidienne de la communauté noire sera appliquée. La liberté de mouvement sera-t-elle effective ?

En corollaire à cette mesure, la citoyenneté sud-africaine devait être restituée aux ressortissants des quatre homelands indépendants : Transkei, Ciskei, Bophuthatswana, Venda. Dans ce domaine, toutefois, les promesses faites ne sont pas entièrement tenues. Il y a neuf mois, le président de la République avait annoncé que la citoyenneté sud-africaine serait rendue à ceux qui avaient perdu lors des quatre États, non reconnus par la communauté internationale, avaient accédé à l'indépendance.

En fait, selon le ministre des affaires intérieures, 1 750 000 « citoyens » de ces banoussans résident de façon permanente en Afrique du Sud pourrout recouvrer leurs droits, à condition qu'ils en fassent la demande. Ce qui signifie pour eux qu'ils auront

à réclamer ce qu'ils estiment n'avoir jamais perdu. Pour les six millions d'habitants des quatre homelands, rien n'est changé. Quant aux deux millions et demi qui ont résidé en Afrique du Sud de façon intermittente ou qui sont venus s'y installer après l'indépendance de leur banoussan, ils devront satisfaire à un certain nombre de conditions et dépendront du bon vouloir des autorités.

Au total, un cinquième des quelque neuf millions de ressortissants rattachés de force à ces homelands sont concernés par les nouvelles mesures. C'est « l'illustration d'une promesse rompue et la démonstration de la détermination du gouvernement à poursuivre sur la voie de la mise en place de l'apartheid », estime M<sup>me</sup> Sheena Duncan, ancienne présidente du Black Sash (Echarpe noire), organisation féminine blanche d'aide aux Noirs. Aux termes du Livre blanc sur l'urbanisation, publié le 23 avril (le Monde du 25 avril), les citoyens des homelands indépendants seront considérés comme des étrangers et devront satisfaire aux règles de l'immigration internationale de la République sud-africaine.

MICHEL BOLE-RICHARD.  
(Lire la suite page 2.)

LE CENTENAIRE DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ

Un rêve devenu pays

par ANDRÉ FONTAINE

BARTHOLOMI n'est pas Michel-Ange : personne ne songerait à inscrire la bonne vieille Miss Liberty, aujourd'hui centenaire, au nombre des chefs-d'œuvre de la statuaire universelle. Peu de monuments dans le monde, pourtant, sont chargés d'une telle valeur affective. C'est que, pour des dizaines de millions d'humains, sa silhouette enfin aperçue dans la brume, au terme d'un voyage épuisant, aura été le signe que la vie nouvelle à laquelle ils avaient tant aspiré allait enfin commencer.

Leurs descendants ont oublié les déboires et les désillusions qui bien souvent ont suivi. Il leur suffit de comparer leur propre bien-être à la poignante misère de ces « fatigués », de ces « pauvres », de ces « masses entassées » qui ont respiré librement ? Mais a-t-on remarqué qu'il n'y a qu'à propos de l'Amérique que l'on emploie ce mot ? Personne n'a jamais songé à célébrer un rêve allemand, français, britannique, russe, chinois, japonais ou moldo-valaque. Tout simplement parce que dans tous ces cas on aurait peine à détecter une identification entre la nation et une idéologie.

pour tous les enfants de l'oncle Sam, qu'un jour viendrait où les États-Unis péseraient d'un poids décisif dans la bataille sans cesse recommencée entre les totalitarismes et la liberté.

De Napoléon à Marx, en passant par Tocqueville et Thiers, les plus grands esprits du dix-neuvième siècle avaient entrevu le rôle que l'Amérique jouerait au vingtième. Ils avaient mesuré la fantastique puissance que donnerait à son peuple le fait d'avoir une patrie non pas héritée, comme c'est le cas pour la plupart des autres habitants de la planète, mais choisie, et choisie pour ses idées. Mieux : pour le rêve dont elle était porteuse.

Le « rêve américain » : qui n'en a parlé, ces temps-ci, au milieu du déferlement verbal suscité par l'approche de l'anniversaire ? Mais a-t-on remarqué qu'il n'y a qu'à propos de l'Amérique que l'on emploie ce mot ? Personne n'a jamais songé à célébrer un rêve allemand, français, britannique, russe, chinois, japonais ou moldo-valaque. Tout simplement parce que dans tous ces cas on aurait peine à détecter une identification entre la nation et une idéologie.

(Lire la suite page 5.)

Jean-Paul II en Colombie

Le pape n'envisage pas de rencontrer des représentants de la guérilla.

PAGE 5

Cohabitation et défense : le début de la concurrence ?

M. Chirac a convoqué un « conseil ministériel » sur la loi de programmation militaire.

PAGE 17

Réduction de la dette extérieure

Après avoir atteint 10 milliards de dollars, l'endettement extérieur de l'Etat a été ramené à 2,3 milliards.

PAGE 19

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

— Il y a cinquante ans, le Front populaire.  
— Les festivals musicaux de Pété.

PAGES 9 à 11

Etranger (2 à 6) • Politique (7 à 8) • Société (17 et 18)  
• Communication (8) • Économie (19 à 23)  
Programmes des spectacles (12 à 14) • Radio-télévision (15)  
• Météorologie, Morts croisées (15 et 18) • Carnet (18)  
• Annonces classées (18)

APRÈS LA MORT DU CARDINAL-PRIMAT LEKAI

Compromis historique à la hongroise

Avec le cardinal Laszlo Lekai, archevêque d'Esztergom et primate de Hongrie depuis dix ans (le Monde du 2 juillet), disparaît celui qui, succédant au cardinal Mindszenty, symbolisait la politique de coopération avec le régime socialiste de Janos Kadar. La paix sociale contre l'extension de nos libertés : tel est le pacte passé par les Églises avec l'État en Hongrie, cas unique en Europe de l'Est.

De notre envoyé spécial

Budapest. — Le gazon a poussé sur les barricades. Trente ans après les émeutes et la répression sanglante de 1956 - des milliers de morts, deux cent mille exilés - les Hongrois ne rêvent plus d'idéologie mais de vie tranquille.

Grâce aux réformes économiques de Janos Kadar, ils sont « sur le palier » de la société de consommation. « La Hongrie de 1986, c'est la France des années 50 », dit un observateur. L'automobile et l'appartement, le week-end au lac Balaton et le voyage en Occident sont les nouvelles priorités.

Mais les herbes folles croissent avec le gazon. Le taux de suicides - 5 000 en 1984 pour une population de 10 600 000 habitants - est le plus élevé d'Europe. Un couple sur trois divorce et les décès sont plus nombreux que les naissances. La petite délinquance se répand dans les villes et la drogue rejoint l'alcoolisme - qui toucherait un demi-million de personnes - au palmarès des grandes hontes nationales.

La moralisation de la vie sociale hongroise est devenue le

prétexte à une collaboration entre l'État communiste et les Églises plus poussée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, et sans équivalent en Europe de l'Est. Ses chantres en parlent même volontiers comme d'un modèle et se félicitent du choix de Budapest, par le secrétariat romain pour les non-croyants, comme siège d'un colloque sans précédent qui aura lieu en octobre prochain avec des académiciens marxistes hongrois et soviétiques (1).

HENRI TINCQ.  
(Lire la suite page 3.)

(1) Ce colloque chrétien-marxiste se tiendra à l'Académie des sciences avec, notamment, Josef Lukacs, philosophe marxiste le plus en vue du régime hongrois, le cardinal Paul Papp, président du secrétariat romain pour les non-croyants, et le cardinal Karolyi, archevêque de Vienne. Le jeune français Jean-Yves Calvez, spécialiste du marxisme, a été également invité.

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques  
Baccalauréat (séries A, B, C, D.)  
Admission dès 10 ans. Internat et externat.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.  
Statut officiel de Lycée à l'étranger.

école lémania lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Tél. 26 600

Ne vous vexez pas !

MORT DU CARDINAL LASZLO LEKAI  
PRIMAT DE HONGRIE

TRIPOLI ANNONCE  
LA DÉCOUVERTE  
D'UN SECOND CADAVRE  
DE PROTE AMERICO

INTERNATIONAL  
GEMOLOGICAL  
INSTITUTE

NOUVEAUX TARIFS "ENSEIGNEMENT"

30%  
MACINTOSH PLUS  
16130 F.N.L. 31507 F.N.C.!!  
APPLE II C  
3535 F.N.L. 4092,517 F.N.C.!!

Profitez-en dès aujourd'hui!! chez:  
INTERNATIONAL COMPUTER



# étranger

## DIPLOMATIE

### L'URSS donne son accord à une rencontre entre MM. Shultz et Chevardnadze

L'URSS a levé l'interdit qu'elle avait imposé en avril dernier à une rencontre entre son ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, et son collègue américain M. Shultz. Parlant au cours d'une conférence de presse organisée à Moscou, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, M. Vladimir Ponomarev, nouveau vice-ministre des affaires étrangères, a annoncé, en effet, que « la portée soviétique a officiellement proposé à la partie américaine de mettre en action le mécanisme de préparation de la rencontre entre le ministre des affaires étrangères de l'URSS et le secrétaire d'Etat américain ». Une telle réunion avait été prévue pour le mai-mai, mais elle avait été annulée par Moscou après le raid américain contre la Libye.

A Washington, M. Spokes, le porte-parole de la Maison Blanche, a noté le même jour que cette déclaration « témoigne de la volonté des Soviétiques d'aller de l'avant pour la préparation d'un sommet », tout en ajoutant qu'aucune date n'a été fixée pour une rencontre Shultz-Chevardnadze. Selon le *Boston Globe*, M. Gorbatchev, dans sa dernière lettre à M. Reagan, aurait parlé de ce sujet du mois de septembre, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York. Certains observateurs n'excluent pas toutefois que les deux ministres se rencontrent dès juillet, par exemple à Londres après la visite que M. Chevardnadze doit faire en Grande-Bretagne.

Pour sa part, M. Gorbatchev a fait écho, pour la première fois, en public au discours plus conciliant prononcé par M. Reagan à Glasboro (le Monde du 21 juin).

Dans un discours prononcé mardi dans une usine de Varsovie, le secrétaire général du PC soviétique a relevé que le président américain a « reconnu, non sans réserves, l'importance des nouvelles propositions des pays socialistes », et poursuivi : « Nous nous réjouissons si la position de Washington sur les problèmes du désarmement devient plus sérieuse et plus responsable. M. Reagan a remarqué à juste titre qu'aujourd'hui les déclarations ne suffisent plus. C'est justement ce que nous répétons presque tout le temps depuis Genève. »

#### « Propositions concrètes »

M. Gorbatchev a confirmé également qu'il a adressé récemment au président américain une lettre assortie de « propositions concrètes ». « Nous espérons, a-t-il conclu, que l'administration américaine se joindra à nos initiatives, rendra possibles la rencontre (au sommet) et l'élaboration d'accords que les peuples d'Europe et du monde entier attendent avec espoir. »

Aux Etats-Unis cependant, les techniciens chargés des recherches sur l'Initiative de défense stratégique (IDS) ont franchi une nouvelle étape, en interceptant une cible à 4 000 m d'altitude à l'aide d'un engin supersonique dit Agile, lancé du sol. L'essai, qui a eu lieu le 27 juin et a été révélé, mardi, par M. Weinberger, chef du Pentagone, était le premier du genre conduit contre une cible en mouvement. — (AFP, Tass.)

● **Les relations gréco-albanaises.** — Le secrétaire général du ministère grec des Affaires étrangères, M. Costas Georgiou, est arrivé le mardi 1<sup>er</sup> juillet à Tirana où il a des entretiens avec les dirigeants albanais portant sur des problèmes bilatéraux. Ces discussions portent, en particulier, sur la décision de la Grèce, annoncée en avril, de mettre prochainement fin à l'état de guerre entre les deux pays. (AFP.)

### LE CALENDRIER DU CHEF DE L'ÉTAT M. Mitterrand à New-York à Moscou et en Indonésie

M. Mitterrand, qui s'était rendu à Florence le mardi 1<sup>er</sup> juillet pour assister à l'inauguration d'une exposition consacrée à la cité toscane comme « capitale européenne de la culture » (le Monde daté 29-30 juin), a eu, à cette occasion, un entretien avec le président du conseil italien, M. Ciriaco De Mita. La conversation a principalement porté sur les relations Est-Ouest et la réduction des armements. Le président a également informé son hôte des sujets qu'il souhaite aborder lors de ses deux prochains déplacements, à New-York puis à Moscou.

Les 3 et 4 juillet, M. Mitterrand se rend en effet aux cérémonies marquant le centenaire de l'inauguration de la statue de la Liberté. Ce déplacement à New-York lui permettra de rencontrer le président Reagan, puis longuement de prévu puisque le petit déjeuner initiallement organisé avec le chef de la Maison Blanche s'est transformé en un déjeuner de travail « de caractère plus intime et plus long ». « On peut penser que le souhait de M. Reagan est d'interroger M. Mitterrand sur l'opinion qu'il se fait de la situation dans le monde, et aussi en URSS, ainsi que dans les négociations sur le désarmement », a déclaré, à ce propos, M. Gendreau-Massoloux, porte-parole de l'Elysée. « L'intérêt de M. Reagan est très clairement fondé sur l'expérience qu'a M. Mitterrand de M. Gorbatchev. »

Du 7 au 10 juillet, le chef de l'Etat se rendra justement à Moscou, répondant ainsi à l'invitation qui lui avait été adressée par M. Gorbatchev lors de la visite de ce dernier à Paris, en octobre 1985. Il aura trois longs entretiens avec le numéro un soviétique.

#### « Mesures de confiance »

Les conversations devraient porter sur les dernières propositions de M. Gorbatchev en matière de désarmement, et M. Mitterrand pourrait lui demander à cette occasion, indique-t-on à l'Elysée, de les concrétiser par quelques « mesures de confiance », en particulier dans le cadre de la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (CDE).

Le président français devrait par ailleurs rappeler à son hôte la position traditionnelle de Paris au sujet de la force de dissuasion qui ne saurait, à ses yeux, être prise en compte

#### Au Quai d'Orsay

### M. CHIRAC FAIT L'ÉLOGE DU « PROFESSIONNALISME »

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a offert au personnel du Quai d'Orsay, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, une réception à laquelle il avait également convié M. Jacques Chirac. Le premier ministre, faisant allusion aux nominations d'ambassadeurs « politiques », qui avaient eu tendance à se multiplier, et à leur titularisation par le biais d'une loi qui vient d'être abrogée (le Monde du 2 juillet), a vanté les mérites du « professionnalisme » des diplomates de carrière. « Seul le professionnalisme, et rien que le professionnalisme », présidera désormais au choix des ambassadeurs de France affectés à l'étranger, a-t-il assuré, car « il n'y a pas de succès sans professionnalisme ».

M. Chirac a également insisté, en s'adressant aux agents du Quai d'Orsay, sur la nécessité de respecter « les voies de la diplomatie, fût-elle secrète », car celle-ci « demeure le meilleur garant de la réussite ».

M. Raimond a, par ailleurs, annoncé qu'un groupe de travail allait être chargé de lui faire des propositions pour améliorer le fonctionnement des affaires étrangères, tant à l'administration centrale que dans les postes, et qu'un médiateur, prochainement nommé, recueillera les doléances du personnel.

## PROCHE-ORIENT

### La guerre du Golfe

### NOUVELLE OFFENSIVE DE L'IRAN AUTOUR DE MEHRAN

Téhéran et Bagdad ont fait état de violents combats, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, autour de Mehran, ville iranienne conquise par l'armée irakienne il y a six semaines. Bagdad assure avoir repoussé l'offensive, tout en reconnaissant que des combats se poursuivaient. Les Iraniens affirment, en revanche, que leurs forces « ont libéré une grande partie du territoire dans le secteur de Mehran ». L'agence de presse iranienne IRNA indique que quelque sept cent cinquante soldats irakiens ont été tués, des centaines d'autres blessés et deux brigades d'infanterie ennemies « anéanties à 100 % ».

Située à 7 kilomètres de la frontière, Mehran — que tous ses habitants ont désertée il y a six ans, au début de la guerre — avait été occupée par des unités du deuxième corps d'armée irakien en mai dernier. Cette opération correspondait à une nouvelle stratégie de la part de Bagdad : passer à l'offensive en territoire iranien, pour la première fois depuis 1982, afin de riposter à l'humiliante occupation par l'Iran, depuis février dernier, de la région de Fao, péninsule du sud-est de l'Irak qui constitue le seul débouché du pays sur le Golfe. — (AFP, Reuters.)

### Israël

### La Cour suprême exige du gouvernement des explications dans l'affaire du Shin Bet

La Cour suprême israélienne a sommé le gouvernement, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, de lui soumettre, dans les quatorze jours, les raisons pour lesquelles il s'oppose à l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'affaire du Shin Bet (services de renseignements intérieurs). D'autre part, la Cour a donné un délai de sept jours à l'ancien patron du Shin Bet (Abraham Shalom) et à trois de ses agents, qui ont bénéficié, le 25 juin dernier, de la grâce présidentielle pour l'affaire dans laquelle ils sont impliqués, pour savoir selon quels critères ils avaient demandé leur grâce au chef de l'Etat d'Israël, M. Haim Herzog.

La Haute Juridiction a arrêté sa décision après deux jours d'audition des plaignants (plusieurs juristes, des avocats du barreau de Jérusalem) et le parti Rat, opposition de gauche, qui ont contesté la légalité de la « grâce » présidentielle en l'absence de toute condamnation et exigent la réouverture du dossier et la constitution d'une commission d'enquête.

De son côté, le quotidien *Jerusalem Post* accuse le premier ministre, M. Shimon Pérès, et son ministre des affaires étrangères, M. Itzhak

Shamir, d'avoir proposé, il y a plusieurs mois, un poste important à un responsable du Shin Bet, M. Malka, dans l'espoir de le dissuader de dénoncer son chef, M. Shalom. Ce dernier est soupçonné d'avoir « couvert » le meurtre de deux terroristes palestiniens capturés par les services de sécurité après avoir attaqué un autobus israélien, le 12 avril 1984. M. Malka est un des trois responsables du Shin Bet limogés pour avoir dénoncé leur chef dans cette affaire. (AFP.)

● **Des armes israéliennes pour l'Iran, via l'Allemagne de l'Ouest ?** — La police ouest-allemande a découvert à Munich un trafic d'armes entre Israël et l'Iran, affirme l'hebdomadaire *Stern*. Il s'agit d'un contrat passé entre l'ambassade d'Iran à Bonn et un représentant du gouvernement israélien portant sur la livraison par Israël à l'Iran de munitions d'artillerie et d'armes. Le montant de la commande s'élevait à 200 millions de DM (81 millions de dollars) et les livraisons devaient transiter par la Yougoslavie. Le gouvernement israélien voulait également vendre des chars à l'Iran, toujours selon *Stern*. (AFP.)

### Pour la première fois depuis la guerre civile du Sud

### LES PRÉSIDENTS DES DEUX YÉMENS SE RENCONTRENT À TRIPOLI

Les présidents des deux Yémens sont arrivés le mardi 1<sup>er</sup> juillet à Tripoli, où ils sont les hôtes du colonel Kadhafi. Cette visite devrait leur permettre de se rencontrer pour la première fois depuis la guerre civile qui ravage Aden, la capitale sud-yéménite, en janvier dernier. M. Haïdar Abou Bakr el-Attas avait accédé à la présidence de la République du Yémen du Sud après douze jours de combats qui entraînaient la défaite et la fuite de son prédécesseur, M. Ali Nasser Mohamed. Cette issue avait été accueillie avec amertume et inquiétude au Yémen du Nord, M. Ali Nasser étant l'homme qui avait rapproché le Yémen du Sud — marxiste — de son voisin du Nord — pro-occidental — et des autres pays modérés de la région.

Depuis la guerre civile de janvier, les relations entre Aden et Sanaa étaient très tendues. Les rendez-vous de Tripoli indiquent que MM. Abou Bakr el-Attas et Abdallah Saleh sont décidés à reprendre le dialogue. Il devaient se réunir ce mercredi en présence du colonel Kadhafi — dont ce sera la première rencontre avec des chefs d'Etat arabes depuis le raid américain d'avril dernier.

### Koweït

### DÉMISSIONS MINISTÉRIELLES SANS EXPLICATIONS

Le vice-premier ministre du Koweït, Cheikh Sabah El Ahmed El Sabah, et plusieurs membres du gouvernement ont remis leur démission au premier ministre, Cheikh Saïd El Abdulla El Sabah, à rapporté, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, l'agence koweïtienne KUNA. Le vice-premier ministre, qui est également ministre des affaires étrangères, n'a pas motivé ces démissions. Elles interviennent alors que les ministères du pétrole, des finances et des communications devaient s'expliquer, la semaine prochaine, à l'Assemblée nationale sur la gestion de leurs départements. Le ministre du pétrole, Cheikh Ali El Khalifa El Sabah, avait déjà dû faire face à de vives critiques du Parlement à la suite des attentats qui avaient pris pour cible, le mois dernier, la principale raffinerie de l'émirat.

D'autre part, le ministre de l'Intérieur a annoncé « un certain nombre d'arrestations » dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'assassinat de l'émir, en mai 1985. Des suspects ont également été arrêtés après les attentats perpétrés il y a deux mois contre plusieurs cafés du front de mer, à Koweït. — (Reuters.)

## AFRIQUE

### République sud-africaine

### Les syndicats noirs annoncent un programme d'action

#### De notre correspondant

Johannesburg. — Une semaine après que deux bombes ont explosé au centre de Johannesburg, faisant vingt-deux blessés, un nouvel attentat s'est produit, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, au cœur même de la ville, à l'heure du déjeuner. L'engin avait été déposé dans une poubelle, à

proximité d'un arrêt de bus, à l'angle de deux rues animées. Huit personnes ont été légèrement blessées, dont une fillette de trois ans et un bébé de deux semaines.

D'autre part, à l'issue d'une réunion secrète, la COSATU, principale confédération de syndicats noirs, qui revendique cinq cent mille adhérents, a annoncé qu'un « pro-

gramme d'action » avait été proposé et que celui-ci devait être ratifié au niveau régional, puis communiqué aux employeurs, afin « qu'ils effectuent des pressions sur l'Etat s'ils veulent mettre un terme à la répression ».

La COSATU a été particulièrement touchée par les arrestations depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin. Sur les cent quatre-vingt-trois délégués syndicaux appréhendés, cent soixante et un appartiennent à cette confédération. Au total, plus de neuf cents responsables ou affiliés à des syndicats sont actuellement sous les verrous, dont le secrétaire général de la COSATU. Mis à part quelques notables exceptions, les chefs d'entreprise sont restés silencieux, en dépit des rafles massives. Une passivité qui a suscité la colère des organisations syndicales, dont les chefs, passés dans la clandestinité, contiennent difficilement le mécontentement de la base.

M. B.-R.

### Indifférents et impatientes

#### (Suite de la première page.)

Parmi les autres mesures entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet, les Noirs se voient reconnaître le droit de devenir propriétaires de leur maison. Auparavant, ils ne pouvaient prétendre qu'à des baux de quatre-vingt-dix-neuf ans. Cette décision ne concerne cependant qu'une minorité, en raison du faible pouvoir d'achat des Noirs et parce que cette possibilité n'est offerte que dans les zones qui leur sont réservées. Le manque de logements est, en effet, dramatique. Un économiste, M. Tobie de Vos, estime à 574 000 le nombre de maisons qu'il faudrait construire pour les Noirs vivant en dehors des banlieues.

### La nouvelle structure administrative

Enfin, le début du mois de juillet marque le lancement d'un nouveau système administratif. Les conseils provinciaux composés de membres élus ont vécu. Ils seront remplacés par une structure régionale, les Regional Service Councils (RSC), dont les administrateurs et les membres du comité exécutif viennent d'être désignés directement par le chef de l'Etat. La nouveauté réside dans le fait que les comités exécutifs sont maintenant multiraciaux. Pour la province du Transvaal, le comité est composé de trois Blancs, d'un Indien, d'un métis et d'un Noir. Mais la distinction entre les affaires propres à chaque communauté raciale et les affaires générales sera bien marquée.

En fait, le nouveau système supprime des assemblées élues pour les remplacer par des personnalités nommées, le pouvoir résidant entre les mains de l'administrateur régional, qui prendra conseil auprès du comité exécutif. Selon certains experts, c'est une structure non démocratique, impossible à faire fonctionner et inutilement coûteuse, d'autant qu'en ce qui concerne la communauté noire elle repose sur les conseils municipaux des townships tombés en désuétude, car considérés comme les instruments de l'apartheid.

Toutes ces réformes, quelle qu'en soit la portée, sont soit rejetées, soit accueillies dans une in-

différence totale, comme des améliorations obtenues sous la pression des événements et laissant de côté ce qui est maintenant au cœur du débat : le partage du pouvoir. Là encore, il y a loin de la coupe aux lèvres. Le conseil statutaire national annoncé par le chef de l'Etat le 3 janvier, qui sera chargé de négocier les changements constitutionnels nécessaires pour faire participer les Noirs à l'exercice du pouvoir, n'a toujours pas vu le jour. Le texte de loi n'a pas encore été adopté. Il le sera sans doute lors de la session parlementaire extraordinaire qui débutera le 18 août. Mais la composition de ce conseil laisse les Noirs sceptiques. En dehors des chefs des homelands autonomes, les autres membres, qui ne sont pas déjà dans l'appareil étatique, seront choisis, là encore, par le chef de l'Etat, qui assurera la présidence du conseil. Aucune date limite n'a été fixée quant aux propositions qui pourront être faites pour donner aux Noirs leur mot à dire « au plus haut niveau », pour reprendre l'expression sans cesse utilisée par les autorités.

Les changements s'opèrent, certes. Mais les progrès s'effectuent à pas comptés. Les Noirs s'impatientent de plus en plus, même s'ils n'ont plus la possibilité de l'exprimer publiquement, en raison de l'état d'urgence. Combien de temps celui-ci devra-t-il être maintenu pour que les véritables aspirations de cette communauté soient satisfaites ? Il y a quelques jours, M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et du plan, a déclaré : « Je ne m'attends pas à voir les réformes achevées en Afrique du Sud de mon vivant. » M. Heunis a cinquante-neuf ans.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● **Dix morts au Bophuthatswana.** — Dix corps ont été découverts, vendredi 27 juin, dans une camionnette, après une série d'explosions qui se sont produites dans la région de Mafikeng, dans le bantoustane du Bophuthatswana, a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> juillet, la police sud-africaine. Des engins explosifs transportés dans le véhicule et déclenchés accidentellement pourraient être à l'origine des explosions. — (AFP, AP.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bour-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter de  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozni,  
Rédacteur en chef :  
Daniel Varner,  
Conseiller en chef :  
Claude Salas.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montbary, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Tél. MONDIPUB 246 136 F

#### PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,30 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,78 \$ ; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 58 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 G. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 326 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 ml.

#### ABONNEMENTS

BP 507 89  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : veuillez nous adresser vos lettres (avec ancienne et nouvelle adresse) à l'avance, nous vous adresserons le dernier numéro de l'ancien numéro et le premier du nouveau.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture tous les numéros propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037



EUROPE

# Compromis historique à la hongroise

(Suite de la première page.)

L'exil volontaire à l'ambassade américaine et à Vienne du cardinal Mindszenty, de 1956 à sa mort en 1975, symbole de la confrontation d'hier entre l'Etat et l'Eglise catholique majoritaire (60% de la population), est un épisode complètement révolu de la vie nationale hongroise. Après une phase de coexistence plus pacifique, « nous sommes entrés aujourd'hui dans une ère de coopération créatrice », nous dit M. Sarkady-Nagy, vice-président de l'Office gouvernemental des cultes.

Comme les dogmes économiques, les vieux démons athées ont du plomb dans l'aile. « Nous ne pouvons pas imaginer la Hongrie sans le Danube et la Tisza. » De même, ajoute ce ministre communiste, nous ne pouvons pas l'imaginer sans ses églises et ses croyants. Le porte-parole de la hiérarchie catholique, Mgr József Cserhazy, lui renvoie la balle dans un article remarqué, publié en avril dernier dans la revue théologique du parti, *Világosság* (Lumières) : « Le sort du pays est en bonnes mains, dit l'évêque de Pécs, grâce aux dirigeants et au service dévoué du gouvernement. Les responsables religieux sont de plus en plus prêts à la coopération avec des personnes d'idéologie marxiste pour créer et approfondir le consensus national. »

## L'alliance contre les « profiteurs »

Coopération ou compromis ? La situation actuelle remonte à la double illusion des années d'après-guerre. Illusion des communistes sûrs de leurs succès rapides et de l'éradication du besoin religieux. Les écoles sont nationalisées, la plupart des ordres religieux dissous. Une partie du clergé est mise au pas ou en prison. Illusion aussi des Eglises convaincues du caractère provisoire du nouveau régime et de la récupération prochaine de leurs droits et de leurs établissements.

Tout le monde s'est trompé. Le pouvoir communiste et les Eglises ont consolidé leur situation. Jusqu'au jour - pour reprendre une formule qui était chère au primate, le cardinal László Lékai, artisan principal de cette politique de coopération - « où ce qui nous rapproche est devenu plus important que ce qui nous divise ».

Les délices de la société de consommation ont partiellement vidé les églises - qui gardent des taux de pratique de 20 à 30 % - et entamé sérieusement les

convictions marxistes. La jeunesse échappe aux institutions et à leurs slogans. « Avant 1956, nous faisions la guerre aux blue-jeans. Aujourd'hui, c'est nous qui les exportons », dit József Palvy, rédacteur en chef d'un grand hebdomadaire. Mgr Cserhazy s'enrichit en déplorant la montée d'une troisième force entre les croyants et les marxistes, « celle des indifférents, des cyniques et des exploités ». Il ne nie pas l'intérêt des réformes de l'économie hongroise, notamment l'accession à la propriété de terres et d'élevages par une couche nouvelle de paysans, mais il dénonce les « profiteurs ».

Malgré sa tradition de résistance, l'Eglise réformée - 2 millions de personnes - avait commencé bien avant les catholiques le dialogue avec l'Etat. A l'est du pays, Debrecen est une sorte de Rome calviniste. Elle règne sur quatre cents congrégations, soit le tiers des paroisses protestantes du pays. Son grand temple est une pièce maîtresse de l'histoire hongroise : c'est là qu'en 1848 s'est réuni le Parlement révolutionnaire hongrois et que siègea en décembre 1945 le premier gouvernement provisoire.

L'évêque réformé de Debrecen, M. Tibor Bartha, est membre de l'actuel Parlement (2). Quant au directeur du collège, le théologien Elemér Kocsis, il se dit convaincu que « pour les marxistes, l'important aujourd'hui n'est plus de nier Dieu, mais de confirmer l'homme et de le servir ». Il n'hésite pas, assure-t-il, à évoquer les questions de justice et de droits de l'homme avec ses interlocuteurs marxistes.

Les Eglises hongroises et l'Etat sont donc liés par le même objectif - élaborer une nouvelle éthique sociale - qui d'une certaine manière traduit leur propre échec. Lutter contre l'alcoolisme et la délinquance. Consolider la vie de famille et la morale du travail, redonner aux jeunes un idéal : « Sur tous ces points, glisse un journaliste hongrois, la presse du parti ne dit pas autre chose que le curé ».

## Les petits pas du cardinal

On comprend aisément que les dirigeants hongrois préfèrent traiter avec des Eglises organisées et hiérarchisées plutôt qu'avec des chapelles dissidentes ou des sectes, dont la menace est parfois brandie. Mais la question à l'ordre du jour en Hongrie est de savoir si les Eglises ne sont pas en train de devenir un instrument entre les mains de l'Etat.

La paix sociale contre l'extension de nos libertés : telle est la base du compromis - certains parlent de « marchandage » - que des leaders religieux semblent avoir passé avec le régime et que le cardinal Lékai résumait volontiers par l'expression de « politique des petits pas ».

Son bilan est loin d'être négatif. Zugliget est un quartier résidentiel de Budapest. Ses petits im-

meubles carrés forment des taches blanches sur des hectares de pelouse. Le curé de l'église de la Sainte-Famille peut disposer, pour sa paroisse de neuf mille âmes, d'une armée de trente-deux catéchistes laïcs... Tous des hommes. Médecins, ingénieurs, professeurs, chercheurs, il ne sont pas membres du parti et savent qu'ils n'exerceront jamais de fonctions dirigeantes dans la société. Aussi s'investissent-ils totalement dans des responsabilités d'Eglise.

Mais cette évolution est récente. Depuis deux ans seulement les laïcs sont autorisés par l'Etat à assister ou à remplacer les prêtres, sans rémunération et à condition qu'ils soient formés, dans l'enseignement religieux des enfants. A la suite du même accord,

La difficulté est tournée : des chorales, des réunions d'enfants de chœur, des pèlerinages, des petites communautés sont de moins en moins ces tours de passe-passe : il y a, dit-il, de la part de l'Etat, une contradiction à demander aux Eglises leur assistance dans la lutte contre la dégradation morale de la jeunesse et en même temps de la priver des moyens de l'encadrer.

La limitation des ordres religieux reste le principal sujet d'irritation. Quatre seulement sont autorisés - des franciscains, des bénédictins, des piaristes, des religieuses enseignantes - pour assurer les cours dans les huit lycées catholiques restés ouverts. L'ef-

fectif global de ces ordres est en outre soumis à un numerus clausus.

Soucieuse du renouvellement de ses cadres, l'Eglise entend bien faire sauter ce verrou. Elle compte comme un signe positif la permission qui avait été donnée à un jésuite d'accompagner, il y a quelques années, le cardinal Lékai à Moscou. De même une maison de retraites spirituelles, récemment ouverte à Leányfalu, près de Budapest, vient-elle d'être confiée à trois autres jésuites.

## Un clergé divisé

Des tracasseries n'en demeurent pas moins, dans l'organisation des pèlerinages ou la liberté d'expression des médias religieux, et la majorité du clergé estime qu'elle a encore beaucoup à gagner d'un élargissement du dialogue avec les autorités. « Au séminaire, il y a dix ans, on nous formait comme si nous devions être les derniers prêtres d'une Eglise en déclin, dit le père József Török, jeune professeur de l'académie de théologie. Aujourd'hui, nous avons la responsabilité de millions de fidèles et pas d'autre choix que l'entente avec l'Etat. On peut préférer l'Eglise des catacombes, mais pour combien de croyants ? »

Des voix contestataires se font entendre où le désaccord avec la ligne suivie se mêle à la critique d'une élite cléricale, socialement avantagée par l'Etat. « J'aimerais que les relations entre l'Eglise et l'Etat soient plus nettes et plus

honnêtes, dit un prêtre de Budapest. Je voudrais être sûr que les responsables des Eglises songent d'abord à l'intérêt de leurs Eglises. »

Le développement de « communautés de base » qui toucheraient de mille à deux mille personnes, notamment autour du religieux piariste György Bulanyi (voir notre encadré) et des luthériens, crée une certaine nervosité. L'un de leurs objectifs est la reconnaissance légale de l'objection de conscience. Par refus du service militaire, cent cinquante jeunes environ purgent une peine de dix-huit à vingt-six mois de prison. Au ministère des cultes, on estime qu'il n'est pas convenable d'abuser de la couverture des Eglises pour violer les lois de l'Etat : « Il n'y a quand même pas de loi dans l'Eglise », dit M. Sarkady-Nagy, qui permet le refus du service militaire.

## Budapest entre Rome et Varsovie

L'attitude de l'Eglise hongroise est-elle réaliste ou naïve ? La question est déterminante pour la stratégie vaticane dans les pays de l'Est. On se souvient qu'au cours du dernier synode extraordinaire à Rome, pour ne pas compromettre l'équilibre actuel dans son pays, le cardinal-primat s'était contenté de parler de saint Etienne et du compositeur Franz Liszt. Poussé par des forces d'opposition au régime, l'épiscopat polonais est jugé en Hongrie « trop nationaliste ».

Qui l'emportera de la voie hongroise - la collaboration - ou de la voie polonaise - la résistance ? On murmure à Budapest que le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican et père de l'« Ostpolitik » favorable au rapprochement avec les pays socialistes, n'est pas étranger à la condamnation du père Bulanyi.

Il reste que l'actuel compromis historique à la hongroise doit encore faire la preuve de sa viabilité, au-delà de ses deux principaux promoteurs, Janos Kadar, un soixante-quatre ans et Laszlo Lékai, un soixante-deux ans, qui ne sont pas destinés à disparaître. Y a-t-il en Hongrie une solution de rechange ?

HENRI TINCO.

(2) Le président de la Fédération luthérienne mondiale, l'évêque Zoltan Kaloty, le président du Conseil des Eglises libres de Hongrie et le grand rabbin de Budapest sont également membres du Parlement. Sollicité en 1985, le cardinal Lékai avait refusé, sous la pression du Vatican.

**Le successeur du cardinal Mindszenty symbolisait depuis dix ans une politique de réconciliation avec l'Etat socialiste. Elle devrait lui survivre.**

## L'affaire Bulanyi

Il nous reçoit dans son petit appartement de la rue Artila à Budapest. Sur ses étagères garnies de livres et de quelques médailles, il y a des titres et des noms célèbres : *Esprit, Etudes, Concilium*, les théologiens Congar, Chenu, Schillebeeckx. Religieux piariste de soixante-huit ans, Georgy Bulanyi est le principal animateur des communautés de base hongroises, l'un des rares lieux de contestation théologique et politique. Il se définit lui-même comme le « mouton noir » de l'Eglise et de l'Etat.

Il a reçu une lettre de condamnation du cardinal Ratzinger en avril dernier, et celle-ci devait être bientôt rendue publique. Il a passé neuf ans en prison (1952-1961) et depuis n'a jamais retrouvé le droit de célébrer en public sa messe.

Le père Bulanyi s'estime brimé par la hiérarchie catholique hongroise plus que par le gouvernement : « Depuis les accords d'Hel-sinki, dit-il, l'Etat est limité dans ses pressions contre moi. C'est le cardinal Lékai qui s'est chargé de faire les commissions. »

Certaines de ses écrits auraient été falsifiés, et il a été condamné pour « hérésie » en 1982 devant un tribunal ecclésiastique à Budapest. Son dossier a été envoyé à Rome à la Congrégation pour la doctrine de la foi. On lui reproche notamment des thèses contraires au dogme selon lequel le prêtre tient son autorité de l'évêque et non de la communauté à laquelle il appartient.

Mais, selon lui, cette querelle théologique n'est qu'un prétexte à une sanction politique : « Le car-

dinal Lékai a menti. Il a inventé un désaccord dogmatique pour me punir de mon action en faveur de l'objection de conscience. »

Pour le père Bulanyi, l'Eglise et l'Etat en Hongrie ont conclu un pacte « constantinien ». Il est épris du modèle des communautés primitives où les animateurs sont choisis en leur sein. « La vocation du chrétien, dit-il, n'est pas de traiter avec les puissances, mais d'être comme le Christ au service des pauvres, des humbles et des persécutés. »

La liberté d'expression et de déplacement de ces communautés est limitée. « Au temps du stalinisme, concède cependant le père Bulanyi, il y a longtemps qu'on nous aurait envoyé, dans les camps de travail. »

H. T.

## RFA

## Condamnation de « skinheads » pour le meurtre d'un Turc à Hambourg

De notre correspondant

Bonn. - Les meurtriers du Turc Ramazan Avci, frappé à mort en décembre dernier à Hambourg par une bande de « skinheads », ont été condamnés, mardi 1<sup>er</sup> juillet, à des peines de un à dix ans de réclusion. Cet assassinat, qui faisait suite à une série d'agressions commises ces dernières années contre des immigrés par des groupes proches des néonazis, avait suscité une intense émotion dans la communauté turque et provoqué quelques actions de répression. Le tribunal n'a pas suivi l'accusation, qui avait réclamé des peines beaucoup plus dures, estimant ne pas avoir la preuve qu'il s'agissait d'une action à motifs politiques.

Présents dans beaucoup de grandes villes, surtout du nord de l'Allemagne fédérale, plus frappées par le chômage, les « skinheads » représentent, avec les groupes de supporters de football, des cibles privilégiées pour la propagande xénophobe des mouvements néonazis.

Hormis quelques cas de violences ouvertes comme l'assassinat de M. Avci, le problème des immigrés s'est posé ces dernières années d'une manière moins pressante qu'en France. Il n'empêche qu'après l'entêtement de M. Avci, un député social-démocrate de Hambourg, M. Freimut Duwe, avait reçu des lettres de protestation pour y avoir assisté. Que ce soit dans la commu-

nauté juive, après la polémique qui a précédé la visite du président Reagan et du chancelier Kohl au cimetière militaire de Bitburg, ou dans les milieux proches de l'Eglise protestante, on prend très au sérieux cette question, illustrée de façon spectaculaire par le best-seller de Günter Wallraf, *Ganz Unten*, relatant les problèmes quotidiens auxquels peut se heurter un Turc en RFA.

Avec la montée du chômage dans les années 70, les gouvernements ouest-allemands ont eux aussi adopté des mesures pour limiter l'immigration en RFA. L'actuel gouvernement a institué un système de primes au départ pour encourager les retours d'immigrés turcs dans leur pays. Dans les milieux conservateurs, nombreux sont les dirigeants à l'instar de l'ex-sénateur de Berlin-Ouest, Heinrich Lummer, qui exigent des mesures beaucoup plus radicales, notamment pour limiter le droit d'asile politique. L'ex-maire de Francfort et actuel ministre de l'environnement, M. Wallmann, estimait, il y a quelques mois, qu'il valait mieux prévenir que guérir et ne voulait éviter des problèmes. Cependant, les tentatives du ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, de limiter à six ans l'âge auquel les immigrés turcs peuvent faire venir leurs enfants en RFA se sont toujours heurtées au sein de la coalition au refus du Parti libéral.

HENRI DE BRESSON.

## En Italie

## Les brigades rouge baiser

De notre correspondant

Rome. - L'Italie, volontiers sentimentale, se passionne ces jours-ci pour une histoire d'amour insolite : celle d'Elisabetta Giove, terroriste repentie, et d'Olivino Ferrone, un magistrat qui recueillit en son temps la confession de la « brigadiste ».

Hormis l'état de ses deux protagonistes, l'affaire est aussi banale que toute autre rencontre : il a trente-sept ans, il est marié, il a un enfant ; elle a dix ans de moins que lui, la beauté du diable, et elle s'est séparée d'un mari qui, lui, avait, naguère, fait partager son engouement pour une forme de militantisme politique prompt à déboucher sur des délits de droit commun.

Olivino Ferrone menait à Naples une carrière sans histoire, mais plutôt brillante, de juge d'instruction. A la fin de 1982, Elisabetta était arrivée en compagnie de plusieurs dizaines de membres de la « colonne » locale des Brigades rouges. Dans son appartement on trouve des documents prouvant qu'elle servait de courrier entre des brigadistes détenus et les clandestins du mouvement.

Les BR étaient déjà, à cette époque, sur la pente descendante. Des chefs avaient parlé, donné des noms... Elisabetta, interrogée par Olivino, ne jugea pas indécemment d'en faire autant.

J.-P. CLERC.

## Voulez-vous vraiment réussir ? L'ECADE vous y aidera.

Regardez autour de vous. Derrière la quasi-totalité des grandes carrières de management, il y a au moins une grande école de gestion. Voici pourquoi.

Parce qu'il n'y a pas de miracle ! Réussir demande de la volonté, du travail, des efforts, de la chance et aussi, une solide formation de base.

Cette formation, vous pouvez l'acquérir à l'ECADE, en participant à la prochaine session du programme Administration de l'Entreprise.

En 9 mois d'études et de travaux intensifs, à plein temps, animés exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils, Administration de l'Entreprise vous apportera cette base essentielle de votre réussite professionnelle : une formation concrète, pratique, moderne.

couvrant tous les aspects actuels de la vie réelle des entreprises.

Pour en savoir plus, remplissez et retournez le coupon ci-dessous.

Vous recevrez gratuitement et sans engagement une brochure d'information sur l'ECADE et sur le programme Administration de l'Entreprise.

**ECADE**  
Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. 021/221 511

Veuillez me faire parvenir sans engagement une documentation sur le programme Administration de l'Entreprise, à l'adresse suivante :

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle  
Nom/Prénom  
Adresse (Rue, no)  
No postal/Localité  
Pays  
Age Niveau d'études



# AMÉRIQUES

## LA SITUATION EN COLOMBIE

### Une cohabitation remise en question...

#### De notre envoyé spécial

Bogotá. — S'il y a une formule politique qu'on connaît en Colombie, c'est bien la cohabitation. Depuis vingt-huit ans, les deux principaux partis — le libéral et le conservateur — occupent ensemble le pouvoir. Mais après le triomphe libéral à l'élection présidentielle du 25 mai, l'expérience semble proche de son terme. On parle de plus en plus, à Bogotá, de revenir à des méthodes plus classiques de gouvernement.

La sagesse avait inspiré le pacte de front national signé en 1958 entre les libéraux et les conservateurs. Il s'agissait, en empêchant l'hégémonie d'un seul parti, de mettre fin à la violence qui avait ensanglanté le pays pendant de longues années, en raison de la guerre sans merci que se livraient les deux formations rivales. Partage du gouvernement et de tous les postes dans la fonction publique, monopole bipartite de la presse et de la télévision : la cohabitation a si bien soudé les deux anciens adversaires que le système colombien a fini par ressembler à celui du Mexique, où un seul parti domine la vie politique depuis des décennies.

Aujourd'hui, le chef des « Godos » (les Goths), comme on appelle ici les conservateurs, M. Misael Pastrana Borrero, tire la leçon de l'échec du 25 mai en parlant pour son parti d'une « opposition réfléchie ». Bien avant son succès électoral, le président élu, M. Virgilio Barco, avait annoncé qu'il proposerait une réforme de la Constitution pour changer un système coupable, selon lui, de condamner l'Etat à l'inertie. « Le manque d'une vraie opposition démocratique conduit à l'opposition armée », dit-il. C'est précisément ce que disent les hommes qui ont choisi la lutte armée.

M. Barco prendra ses fonctions le 7 août. En vertu de la Constitution, il devra offrir aux conservateurs « une participation adéquate et équitable » dans son gouvernement. Ce qui veut dire : conforme aux résultats électoraux. Or M. Barco a été élu avec 58 % des voix — le meilleur score jamais réalisé. Il peut donc réduire à la portion congrue les conservateurs, qui n'en ont eu que 36 %. Ceux-ci n'auraient pas plus de trois ministères, dit-on à la direction du Parti libéral. Il n'y aurait donc pas, à proprement parler, de co-gouvernement au cours des quatre prochaines années. Ainsi seraient évitées certaines aberrations du passé.

L'hebdomadaire *La Semana* en donnait récemment un exemple. En 1974, les Colombiens ont voté massivement pour le candidat libéral, M. Alfonso Lopez Michelsen, afin d'éviter l'arrivée à la présidence d'un conservateur identifié à la droite la plus dure, M. Alvaro Gomez Hurtado. Le même réflexe a joué le 25 mai

dernier, puisque le concurrent des libéraux était de nouveau M. Gomez Hurtado. Mais en 1974, M. Michelsen avait dû partager le pouvoir avec le conservateur et ses amis pour obéir à la règle de la parité alors en vigueur.

Il avait ainsi ruiné dans les faits le sens de sa campagne électorale. Cette cohabitation à la colombienne explique en partie le scepticisme électoral qui règne dans le pays, où l'abstention atteint des records : le taux de 48 %, il y a un mois, a été considéré plutôt bon, comparé à celui de précédents scrutins.

#### Les relations avec le FMI

Les conservateurs choisiraient-ils la réflexion ? Beaucoup en doutent à Bogotá. Les appareils des deux partis s'alimentent de la répartition des ministères et des directions d'organismes publics et parapublics. Renoncer à son quota — même réduit — ce serait pour le parti « godo » remettre en cause un système où l'influence électorale dépend du nombre des emplois publics distribués. Et la manne administrative est importante en Colombie comme partout ailleurs en Amérique latine : 1,8 million d'emplois, selon

M. Emilio Urrea, sénateur du nouveau libéralisme (une dissidence du Parti libéral). C'est beaucoup, en effet, pour un pays de 28 millions d'habitants.

Quelle que soit la décision des conservateurs — participation ou non — le problème de la cohabitation est posé. Les Colombiens savent qu'ils reviendront tôt ou tard à la formule démocratique traditionnelle d'un gouvernement gouvernant contre une opposition.

Une majorité solide, à la fois au Parlement et dans le pays, au Parti libéral unifié (« pour la première fois depuis quarante ans », dit son directeur adjoint, M. Rafael Rivas Posada), une économie de nouveau en expansion grâce au boom du café et aux efforts d'austérité des deux dernières années : les atouts ne manquent pas au futur président. Mais M. Barco n'est pas de ceux qui chantent victoire prématurément. Plus douloureux pour la gestion que pour le verbe, il ne s'est pas forcé beaucoup pour adopter un profil bas, au contraire de l'actuel chef de l'Etat, M. Belisario Betancur, au style flamboyant.

Selon M. Rivas Posada, les Colombiens sont fatigués de la « rhétorique » — et il y en a eu beaucoup avec le président sortant. Ce qu'ils veulent désormais, c'est du concret. M. Barco le leur

a promis : c'est même l'une des rares promesses qu'il ait faites. Son principal engagement est de lutter contre le chômage, qui atteint dans les villes le taux de 14 %, sans compter le chômage déguisé.

C'est par pragmatisme, et en raison de ses affinités personnelles avec les Etats-Unis, que le président élu, dit-on, se montrera moins tiers-mondiste, plus fidèle aux alliances traditionnelles, que l'actuel président. Mais là encore, M. Rivas Posada demande de regarder au-delà des mots : « Betancur, finalement, s'est livré au FMI. »

#### Le processus de paix

L'économie colombienne est soumise en effet depuis un an et demi au contrôle de l'organisation de Washington. Et M. Rivas Posada d'ajouter : « Barco peut très bien avoir de bonnes relations diplomatiques avec les Etats-Unis et leur mener la vie dure dans les négociations économiques. C'est une attitude que les Américains admettent parfaitement. » M. Rivas Posada parle sans doute en orfèvre, puisqu'il passe pour le futur ministre des relations extérieures.

L'héritage, pour M. Barco, c'est aussi, et peut-être avant tout, le processus de paix. Le président élu affirme que l'une des erreurs de son prédécesseur a été de confier les négociations avec la guérilla à une commission de paix, au lieu d'y engager son gouvernement.

Il promet, lui, de s'en occuper personnellement, d'y atteler plusieurs de ses ministres, et de ne rien faire sans s'assurer d'abord l'appui de l'armée. Pour les amis de M. Betancur, il s'agit là d'une duperie. « Betancur a conduit lui-même de bout en bout le processus de paix, et il s'est toujours efforcé d'y impliquer l'armée », dit M. Urrea.

Dès le début de son mandat, en effet, le président sortant a cherché à pacifier le pays. Après avoir fait voter par le Parlement une amnistie générale, il a négocié des trêves armées avec chacune des guérillas en activité. Son effort s'est soldé par un demi-succès ou un semi-échec, selon les points de vue.

Les FARC communistes — la guérilla la plus ancienne, la plus puissante et la mieux organisée — ont mis l'arme au pied et choisi de se battre dans les urnes. Leur organisation électorale, l'Union patriotique, a gagné 4 % des suffrages à l'élection présidentielle et

huit sièges au Parlement. C'est peu, mais tout de même davantage que les deux parlementaires et les quelques 1 % de voix que le Parti communiste avait gagné précédemment sous une autre étiquette.

En revanche, le M-19 n'a pas désarmé. Les sept cents guérilleros du bataillon Amérique qu'il a formé avec le front indigéniste Quintin-Lame et la guérilla équatorienne donnent du fil à retordre aux quinze mille soldats de l'armée régulière déployés dans les montagnes du Cauca, au sud-ouest du pays. Un deuxième bataillon Amérique est en formation dans le département d'Antioquia, le cœur industriel de la Colombie. Le M-19 a subi de nombreux revers, avec la perte de ses principaux dirigeants : son chef politique, Alvaro Fayad, a été le dernier en date. Il est tombé dans un traquenard à Bogotá, en mars dernier. Mais le M-19 a aussi renforcé son potentiel militaire, et comme il n'a plus qu'un seul leader, Carlos Pizarro, il peut se donner une cohérence qui lui manquait. « Pour le meilleur ou pour le pire », disent les connaisseurs.

« Pour le pire », affirment les milieux politiques. Avec Carlos Pizarro.

C'est la ligne « militariste » qui prévaut désormais dans l'organisation. Voire « terroriste », à en juger d'après les attentats — manqués — du 17 juin contre le ministre de l'Intérieur et de l'Autonomie, contre le chef d'état-major de l'armée. La répétition de tels attentats — en réplique à ceux qui sont commis contre la guérilla — est un sérieux obstacle à la politique de dialogue promise par le prochain président, et rend aléatoires les offres de trêve du mouvement.

Le M-19 propose en effet un cessez-le-feu pendant la visite du pape, en juillet, et demande la médiation de Jean-Paul II pour relancer le processus de paix. Il serait prêt aussi à observer une trêve unilatérale de cent jours quand M. Barco aura pris ses fonctions — un geste de bonne volonté dont M. Barco a dit plusieurs fois la nécessité avant une reprise du dialogue.

Les guérilleros avaient demandé pour prix des accords de cessez-le-feu signé il y a deux ans une démocratisation du système politique. Ils ont obtenu en partie satisfaction puisque pour la première fois, lors des dernières élections, des candidats autres que les libéraux et les conservateurs ont pu s'exprimer à la télévision. Autre innovation d'importance : l'élection des maires au suffrage universel. Les deux principaux partis ont accepté de voter le projet de loi envoyé dans ce sens par le président Betancur en sachant que, avec le nouveau système, ils perdront de nombreuses municipalités au profit des FARC et de leurs représentants.

CHARLES VANHECKE.

### Polémique officielle sur les « disparus »

#### De notre envoyé spécial

Bogotá. — Parmi les nombreux problèmes que le pape va trouver en Colombie, il y a celui des « disparus ». C'est un mot qui n'est pas vraiment tabou ici comme il l'a été en Argentine du temps des généraux. Le procureur général de la nation, M. Carlos Jimenez Gomez, en a assumé la réalisation en dénonçant, le 10 mai dernier, « les persécution iniques, les arrestations injustes, les poursuites illégales, les condamnations gratuites, les tortures physiques et morales, les disparitions mystérieuses et défiant toute enquête », dont sont victimes, selon lui, les gens poursuivis pour leurs seules opinions.

Le procureur est même allé plus loin en affirmant qu'il fallait « dénoncer et arrêter par tous les moyens ces disparitions », afin d'éviter que, par peur, apathie ou simple omission, nous ne finissions par les accepter « comme une technique officielle ». Parant des « tortures perpétrées de sang-froid, parfois jusqu'à la mort », il a accusé des « membres subalternes » de l'armée et de la police de mener une « guerre sale », susceptible de répéter en Colombie la situation qu'a connue l'Argentine à la fin des années 70.

Le verbe « disparaître » est si bien entré dans le vocabulaire politique qu'il est utilisé au mode actif.

Désormais, on « disparaît » lorsqu'en Colombie, au lieu de le faire disparaître, ce qui montre bien la volonté de rapt et de meurtre.

Le Comité permanent pour la défense des droits de l'homme, que préside l'ancien ministre des relations extérieures, M. Vasquez Carrizosa, utilise pour sa part une autre notion : celle des détenus-disparus. Il a recensé cinq cent quarante cas de 1970 jusqu'à la fin de l'année dernière et quarante-six de janvier à mai de cette année. Jusqu'en 1978, ne « disparaissent » en Colombie que quelques individus chaque année. Le rythme s'est accéléré à la fin du gouvernement de M. Cesar Turbay et sous l'actuel gouvernement de M. Belisario Betancur, le record étant atteint en 1984 avec cent vingt-huit « disparitions ».

Les victimes, pour la plupart, sont des paysans, leaders de syndicats agricoles ou de communautés indigènes. Et les coupables, pour la plupart aussi, sont des militaires ou des groupes paramilitaires, nom donné à des organisations clandestines formées de membres de la police ou de l'armée et agissant pour leur compte ou pour celui d'organisations patronales et de grands propriétaires terriens.

Que la « disparition » soit devenue une technique comme une autre, comme le redoute le procureur général, voilà qui ne fait aucun doute pour les organisations humanitaires colombiennes, qui savent que l'armée, dans sa lutte contre la guérilla, ne fait plus de prisonniers. « C'est le ministre de la défense lui-même, le général Vega Uribe, qui a dit, en décembre dernier, qu'il fallait appliquer avec le M-19 les mêmes méthodes qu'avec les chiens enragés », indique M. Leopoldo Munera, du Centre de recherche et d'éducation populaire.

Les déclarations de M. Jimenez Gomez ont soulevé une grande polémique à Bogotá. Pour la première fois, une autorité officielle abordait crûment le sujet. Il y a eu, bien sûr, force dénégations dans les états-majors militaires, mais c'est dans l'immeuble-tour qui occupent les services du procureur général que la controverse a été la plus vive.

Près d'un mois après la prise de position de M. Jimenez Gomez, le procureur délégué auprès des forces armées, le général Nelson Mejia, lui a apporté la réplique en affirmant que, sur les trois cent trente personnes reconnues comme « disparues » par les services du procureur, quatre-vingt-dix-neuf étaient « réapparues ». Le général Mejia publiait la liste de cinquante-neuf d'entre elles avec diverses précisions.

Le Comité permanent pour la défense des droits de l'homme a épluché cette liste : il n'y a trouvé que vingt-huit personnes de sa propre liste, dont huit sont reconnues par le général Mejia comme ayant été assassinées. Dans une vingtaine de cas, aucune précision n'est donnée sur l'endroit où vivent les personnes « réapparues ». Même si le procureur délégué auprès des forces armées a raison, dit-on à Bogotá, il reconnaît donc indirectement qu'il y a deux cent quatorze « disparus ».

Dans ses déclarations du 10 mai, M. Jimenez Gomez n'a pas seulement parlé des violences commises contre « les délinquances d'opinion », mais aussi contre les délinquants de droit commun. Tortures, assassinats et « disparitions » affectent autant les uns que les autres. En une seule nuit de juin, à Cali, dix-neuf personnes ont été assassinées dans la rue par des tueurs qui circulaient en voiture et à moto. Officiellement, aucun lien n'a été établi entre les victimes, ni aucune précision donnée sur les assassins.

On suppose que ces derniers appartiennent à un ou plusieurs des escadrons de la mort qui gravitent dans la ville (la troisième de Colombie) et qui s'acharnent depuis plusieurs mois à tuer des travestis, des marginaux de toutes sortes et, sans doute, dans le nombre, des individus considérés comme des sympathisants proches ou lointains de la guérilla.

C. V.

# MUNICH

## 995 F.

ALLER  
RETOUR

# CHIC!

DPE
AIR FRANCE INNOVE EN EUROPE

Air France innove en Europe. Air France, c'est du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre un tarif aller-retour week-end exceptionnel au départ de Paris vers Milan (1 295 F), Berlin (1 200 F), ainsi que Lyon-Milan (795 F) et Nice-Rome (995 F). D'autres innovations vous attendent : en Classe Economique, de nouveaux fauteuils plus spacieux et des boissons gratuites, même le champagne ! Autant de preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse pour mieux satisfaire ses passagers. Prix susceptibles de modifications sans préavis.

هنا من الأصل

LE PAPE

Paul II n'envoie pas des délégués de la...

1986

12 août

distances publiques

Pour la 1<sup>re</sup> un Trophée des...

Idees/Dialogues

reçoit le

Grand Prix EMP de la Média

de Relations Pub







## AMÉRIQUES

### Nicaragua

#### Washington dénonce le caractère « militaire » de coopératives agricoles financées par des fonds suisses

Berne (AFP). — L'ambassade des Etats-Unis à Berne a publié le mardi 1<sup>er</sup> juillet une mise au point sur les « coopératives agricoles militaires » au Nicaragua — dont certaines sont financées par des fonds suisses — notamment à propos de l'attaque de la coopérative de Yala le 31 mai par des « contras » au cours de laquelle seize personnes ont été tuées.

Pour le diplomate américain Robert Reilly, « des gens qui tirent au fusil, portent des uniformes et sont dirigés par des officiers de l'armée ne sont pas des civils ». « Le régime sandiniste, poursuit-il, construit un réseau de coopératives servant un but à la fois militaire et économique ».

Cette mise au point fait suite aux vives réactions des organisations suisses d'entraide qui financent des coopératives agricoles au Nicaragua, comme Swissaid, l'OSEO (Œuvre suisse d'entraide ouvrière), Terre des hommes ou la Fédération genevoise de coopération. Un coopérant suisse a été tué en février dans une embuscade tendue par les « contras ».

La plupart des organisations suisses interrogées ont admis la présence d'hommes armés en uniforme dans ces coopératives, mais en précisant qu'il s'agit en fait de paysans, qui sont obligés de se défendre contre les attaques des « contras » soutenus par les Etats-Unis. L'OSEO et Swissaid ont reconnu que des uniformes sont parfois fournis aux paysans par l'armée san-

diniste mais que « ce n'est pas la règle ».

Le diplomate américain, pour sa part, cite Segovia, l'organe de l'armée sandiniste, dans lequel la coopérative de Yala est décrite comme étant une CAD (Coopérative de auto-défense), c'est-à-dire « un élément dans le système de défense du pays ».

Washington dément une aide secrète de 400 millions de dollars aux « contras ». — Le département d'Etat a démenti mardi 1<sup>er</sup> juillet que les Etats-Unis se préparent à fournir aux « contras » nicaraguayens une assistance secrète de 400 millions de dollars, comme l'affirme l'hebdomadaire Newsweek (le Monde du 2 juillet). « Cette information est fautive », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. — (AFP.)

### LIVRES

#### POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4<sup>e</sup>

Tél : 43-26-51-09

### Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicités :

45-55-91-82, poste 4196

Un supplément de 8 pages  
sur les événements du Festival

# SPÉCIAL AVIGNON

Le théâtre baroque : comment mettre en scène aujourd'hui l'illusion ● Les auteurs contemporains : Nathalie Sarraute, Valère Novarina ● Le théâtre ouvert : sur le thème « Oser aimer en France en 1986 », écrivains et comédiens imaginent ● La naissance du cinéma : 1915-1920, le muet en exclusivité ● Décors et costumes : les créations de Kandinsky, Delaunay, Picasso et les autres ● Les peintres soviétiques et le théâtre : les avant-gardes de 1917 à 1930

Le Monde

TOUT LE FESTIVAL AVANT LE FESTIVAL

Supplément jeudi 3 daté 4 juillet

## ASIE

### Afghanistan

#### Un avion militaire a été abattu par les maquisards

Cent morts

Islamabad (AFP, AP, Reuters). — Les maquisards afghans ont abattu un avion militaire transportant une centaine d'hommes dans le sud de l'Afghanistan, a-t-on indiqué, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, de source diplomatique occidentale. On ajoute de même source, en se fon-

dant sur des témoignages afghans, que l'avion a été abattu mercredi dernier, au cours d'un vol entre Kaboul et la ville de Kandahar. Aucun survivant n'est signalé, pas plus que l'arme utilisée pour abattre l'appareil. Selon un diplomate, il s'agirait d'un quadrimoteur servant au transport de troupes, mais des rapports contradictoires ne permettent pas de savoir si l'avion transportait des Soviétiques ou des Afghans, bien que cette dernière hypothèse soit la plus probable.

Un hélicoptère soviétique de combat a en outre été abattu près de Ghazni (sud du pays), ont déclaré les diplomates, sans donner d'autres détails. Une intense activité aérienne a été notée la semaine dernière à l'aéroport de Kaboul, ont ajouté les mêmes sources, faisant état d'informations en provenance de la capitale afghane. Des avions de combat soviétiques IL-76 et d'autres types ont effectué un grand nombre de sorties vers le nord et vers le sud.

Selon des informations en provenance de Kaboul, les Soviétiques auraient lancé une nouvelle offensive contre le bastion de la résistance afghane dans la vallée du Panchir. Si cette information était confirmée, il s'agirait de la neuvième tentative pour reprendre cette vallée contrôlée par la résistance.

Enfin, Radio-Kaboul a affirmé, mardi, que cent quarante résistants s'étaient rendus récemment dans la province de Fariab, près de la frontière soviétique, et avaient promis de s'embraser dans les forces gouvernementales en vertu d'un récent programme gouvernemental d'amnistie. La radio d'Etat a également affirmé qu'un certain nombre de maquisards avaient été tués et huit autres capturés au cours d'un récent affrontement avec les troupes gouvernementales, dans la province septentrionale de Balkh.

### Chine

#### « LA RÉVOLUTION CULTURELLE, CETTE CATASTROPHE »

Pékin (AFP). — Dans un discours prononcé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation du PC chinois, M. Hu Yaobang, son secrétaire général, a fait, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, un pas supplémentaire dans la critique du Grand Timonier. La confusion entre diverses sortes de contradictions a conduit Mao Zedong, a-t-il dit, « à lancer la révolution culturelle, une catastrophe pour le parti et l'Etat ». M. Hu a rattaché le déclenchement de cette révolution, dans les années 60, à des erreurs idéologiques datant des années 50.

La publication de ce discours fait partie des efforts pour fournir des justifications idéologiques aux réformes du numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, en même temps qu'il donne à M. Hu l'image d'un théoricien capable d'hériter de la charge de « Timonier » du PC. M. Hu a également dénoncé le manque actuel de discipline à l'intérieur du parti ainsi que le trafic d'influences dans ses cercles dirigeants. « Pour le dire tout net, le vie politique n'est pas sain dans quelques-unes des organisations du parti, y compris dans certains comités dirigeants », a-t-il dit.

### Japon

#### ACCORD AVEC MOSCOU SUR LES VISITES AUX KOURILES

Tokyo. — Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Abe, a annoncé, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, que l'URSS avait mis fin à un différend de onze ans avec Tokyo, en autorisant les Japonais à visiter sans visa les tombes de leurs ancêtres sur les quatre îles Kouriles occupées depuis 1945 par l'armée rouge. Cet accord prévoit également que, de leur côté, des Soviétiques pourront se rendre sans visa sur les tombes de leurs ancêtres morts pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et enterrés au Japon. Les Japonais refusent la pratique de la délivrance de visas par les Soviétiques pour visiter les Kouriles, car ils considèrent ces îles comme leur propriété. Depuis 1975, date du refroidissement des relations nippo-soviétiques, la pratique de ce visas avait été rétablie. Qu'elle soit abandonnée aujourd'hui ne signifie pas la moindre concession de Moscou sur l'occupation des îles. — (AFP.)

### Macao

● Les négociations. — La Chine et le Portugal ont achevé, le mardi 1<sup>er</sup> juillet à Pékin, leurs premières négociations officielles sur l'avenir de Macao (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Les deux pays se sont déclarés satisfaits de l'évolution des négociations et prévoient une nouvelle série de discussions en septembre, toujours à Pékin. — (Reuters.)

### Timor-Oriental

● Combats. — Les rebelles nationalistes insurgés ont déclaré, le mardi 1<sup>er</sup> juillet à Lisbonne, avoir tué 24 soldats indonésiens dans l'est et le centre du territoire en avril. Le FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Oriental) a également affirmé avoir récemment capturé trois soldats indonésiens. Le FRETILIN mène une guérilla contre les forces indonésiennes depuis que ces dernières ont envahi ce territoire portugais en 1975, avant de l'annexer. — (Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

### AFRIQUE DE L'OUEST

#### Sombre bilan pour la Communauté économique

Abuja. — Les chefs d'Etat et de gouvernement de quinze pays d'Afrique de l'Ouest ont clos, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, à Abuja, la future capitale du Nigeria, les travaux du neuvième sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en dressant un bilan peu encourageant de l'organisation. Le président nigérian, le général Babangida, élu pour la deuxième année consécutive président de la CEDEAO, a vivement déploré le « manque de soutien financier » des Etats membres, les cotisations impayées s'élevant à plus de 9 millions de dollars, alors que le budget annuel de la Communauté est de 5,5 millions de dollars. « Il y a même un pays qui n'a pas versé un centime depuis 1978 », a indiqué le secrétaire exécutif de l'organisation, M. Momodu Muna. Le président Babangida a souligné que les deux tiers des échanges entre les seize membres de la CEDEAO sont dus à la contrebande et a déploré que la plupart des mesures adoptées par l'organisation durant ses onze années d'existence n'aient pas été mises à exécution. Ce sommet a rassemblé les chefs d'Etat du Bénin, du Burkina-Faso, de Gambie, de Mauritanie, du Cap-Vert, de Guinée-Bissau, du Libéria, ainsi que les chefs de gouvernement de Côte-d'Ivoire, du Ghana, du Niger, du Mali et de la Guinée. — (AFP, Reuters.)

### ETATS-UNIS

#### Les Américains favorables à une réduction de l'immigration

New-York. — Un nombre croissant d'Américains souhaitent voir diminuer le nombre d'immigrants admis aux Etats-Unis, au moment même où ils s'apprêtent à célébrer le centenaire de la statue de la Liberté, symbole du Nouveau Monde pour des millions d'immigrants. Selon un sondage du New York Times et de la chaîne de télévision CBS, publié mardi 1<sup>er</sup> juillet, 49 % des Américains estiment que l'immigration devrait être davantage restreinte. En 1985, ils étaient seulement 33 % à partager ce point de vue. L'hebdomadaire US News and World Report a publié un autre sondage montrant des chiffres encore plus hostiles à l'immigration : 51 % des personnes interrogées trouvaient que le niveau légal d'immigrants, fixé actuellement à environ cinq cent mille par an, devrait être réduit. Peuple d'immigrants, les Américains continuent à avoir des sentiments mêlés à l'égard des étrangers et US News soulignait que rien dans les résultats de son sondage ne suggère une virulence de sentiments semblable à l'agitation anti-étrangers qui avait suivi la première guerre mondiale. L'augmentation du nombre de personnes souhaitant voir réduire le nombre d'étrangers admis légalement aux Etats-Unis s'explique, selon les spécialistes, par le débat croissant sur l'immigration illégale, en provenance surtout des pays d'Amérique centrale, ainsi que par le changement dans l'origine des nouveaux immigrants, maintenant originaires pour la plupart du tiers-monde. — (AFP, AP.)

### PHILIPPINES

#### Embuscade meurtrière

Manille. — Huit soldats philippins au moins ont été tués, le lundi 30 juin, par des guérilleros communistes lors d'une embuscade au sud de Manille, ont indiqué mardi des photographes présents sur place. Quarante-deux hommes de la NPA (Nouvelle armée du peuple, branche armée du PC philippin interdit) ont attaqué un convoi militaire sur une autoroute près de Gumaca, à 150 kilomètres au sud-est de Manille, ont-ils précisé. Cette embuscade survient alors que des discussions pour un cessez-le-feu sont en préparation entre le gouvernement et les chefs des rebelles. « Nous n'avons pas reçu d'ordre de cessez-le-feu », a indiqué aux photographes le commandant du groupe de la NPA peu avant l'attaque. Toujours selon les photographes, les guérilleros n'ont pas subi de pertes lors de cette embuscade, au cours de laquelle ils ont incendié deux jeeps de l'armée sur trois et pris une douzaine d'armes automatiques. Selon des sources hospitalières, quatre soldats ont été tués et quatre autres blessés, dont deux grièvement. — (AFP.)

### RDA

#### L'affaire du métro de Berlin

Berlin-Est. — L'information publiée par la presse ouest-allemande sur une tentative de passage à l'Ouest par le métro de Berlin-Est a été qualifiée, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, par l'agence officielle est-allemande ADN de « grand guignol ». « Tout démenti est superflu. Les auteurs de tels mélodrames horribles devraient être enfermés dans une maison de fous », commente ADN en accusant le secrétaire général du Parti chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, M. Klaus Landowski, d'être à l'origine de cette affaire. Selon la presse ouest-allemande, douze à quinze Allemands de l'Est auraient tenté en mai dernier de passer à l'Ouest en utilisant une rampe de métro du réseau est-berlinois. Interceptés par les forces de sécurité de la RDA, les uns auraient été tués au cours d'une fusillade et les autres exécutés après jugement, affirmant certains journaux publiés mardi en RFA et à Berlin-Ouest (le Monde du 2 juillet).

### TUNISIE

#### L'ancien président de Tunis Air condamné à cinq ans de prison

La cour d'appel de Tunis a confirmé, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, la condamnation de l'ancien président-directeur général de la compagnie Tunis Air, M. Mohamed Belhadj, à cinq ans de prison et à 25 200 dinars d'amende, pour mauvaise gestion et infraction à la réglementation douanière. Les avocats de M. Belhadj avaient demandé l'acquiescement de leur client, considérant que les accusations portées contre lui n'étaient fondées sur aucun article du code pénal et du code de commerce et ne reposaient sur aucune preuve. Le cas de l'ancien responsable de Tunis Air avait été cité récemment en exemple par le président Bourguiba, alors qu'il exprimait sa détermination à châtier ceux qui « abusent des deniers publics et des acquis de la nation ». Il s'agit de la deuxième grande affaire à être appelée devant la justice après le procès, le mois dernier, du gendre de M<sup>me</sup> Wessala Bourguiba, M. Tawfik Tordjman, ancien président-directeur général de l'Union internationale de banque (le Monde du 23 mai). M. Mohamed Belhadj et sa femme, de nationalité française, sont aussi depuis de longues années des proches de M<sup>me</sup> Bourguiba, qui vit actuellement aux Etats-Unis. — (Corresp.)

هذه امينة الأصل

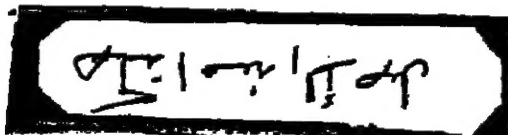


NEW-YORK. — Un sondage récent d'Américains a révélé que la majorité des citoyens américains sont favorables à une réduction de l'immigration. Selon un sondage de l'American Enterprise Institute, publié mardi 27 juillet, 61 % des Américains sont favorables à une réduction de l'immigration. Le sondage a été réalisé auprès de 1 000 personnes, âgées de 18 ans et plus, par téléphone. Les résultats du sondage sont les suivants : 61 % des Américains sont favorables à une réduction de l'immigration, 33 % sont opposés et 6 % ne savent pas. Le sondage a également révélé que 71 % des Américains sont favorables à une réduction de l'immigration d'immigrants non blancs, 41 % sont opposés et 8 % ne savent pas. Le sondage a également révélé que 61 % des Américains sont favorables à une réduction de l'immigration d'immigrants non natifs, 33 % sont opposés et 6 % ne savent pas.

MANILLE. — Une embouteillage meurtrière a eu lieu mardi 27 juillet, au carrefour de l'avenue de l'Indépendance à Manille. Un camion a heurté une voiture, provoquant la mort de deux personnes et blessant plusieurs autres. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

BERLIN. — L'affaire du bébé de Berlin a fait l'objet d'une enquête approfondie. Les autorités ont découvert que le bébé avait été abandonné par sa mère, qui a été condamnée à l'incarcération. Le bébé a été placé en famille d'accueil et sa santé est actuellement bonne.

TUNIS. — L'ancien président de Tunisie Air, M. Habib, a été condamné à cinq ans de prison pour des faits de corruption. Le tribunal a jugé que M. Habib avait détourné des fonds de l'entreprise pour son usage personnel. M. Habib a été condamné à cinq ans de prison et à une amende de 10 millions de dinars.



# politique

## Les partis du centre gauche accueillent avec circonspection les propositions du PS

Le comité directeur « élargi » du MRG, qui s'est tenu samedi 28 juin, s'est prononcé en faveur de l'autonomie du parti. La motion adoptée à 81 %, qui donne mandat à M. François Douthé, président du MRG pour toute initiative en vue de rassembler autour de sa formation, les partis, clubs, groupements et personnalités qui se reconnaissent dans les objectifs de justice sociale, de défense des libertés et droits de l'homme et de modernisation des institutions, précise que le MRG doit rester « un parti spécifique au sein de la gauche pluraliste, attaché au soutien de l'action du président de la République face à l'opposition rétrograde du gouvernement ». La direction du MRG étudie la suite à donner à l'initiative amorcée par M. Lionel Jospin de créer un conseil national de la gauche.

De son côté, M. Eric Hinton, président de l'Alliance social-démocrate, qui, avec le Rassemblement radical et républicain (R.R.R.), regroupe plusieurs radicaux de gauche ex-cis ou en congé de parti depuis les élections de mars dernier et dont la réinté-

gration au MRG est en cours) et l'Union centriste et républicaine indépendante (UCRI, dans laquelle se retrouvent ceux qui n'ont pas suivi M. Olivier Stirn, président fondateur du FUCR au PS), viennent de fonder un collectif pour le rassemblement des démocrates, se montre prudent. Il estime : « La capacité du PS à faire amende honorable à l'égard de tous ceux, sociaux-démocrates et réformistes, qu'il a exclus de ses rangs en raison de leur opposition au programme commun et à la stratégie du front de classe, sera le test de sa volonté de rénovation et d'ouverture. Le contenu précis des propositions socialistes dira si le conseil national de la gauche est un gadget pour fin de courtoisie nationale sans relief ou le point de départ d'un grand rassemblement des socialistes aux démocrates de progrès. »

M. Roger Gérard Schwartzberg, président d'honneur du MRG, explique, ci-dessous, que son parti doit agir comme une « force d'ouverture » vers « l'électorat central ».

## Le « carré de la confiance »

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZBERG (\*)

L'alternance s'inscrit à l'horizon 1988. L'une de ses conditions réside dans l'existence d'un radicalisme actif et attractif, qui contribue à gagner de nouveaux électeurs à la gauche moderne. Il importe donc d'affirmer plus fortement l'identité radicale. En l'articulant sur quatre données, qui peuvent former le « carré de la confiance » : une image claire, une plate-forme spécifique, une expression active, une stratégie précise.

D'abord, une image claire. Pierre Mendès France l'a montré : le radicalisme est attractif quand il s'identifie à la clarté des choix, à la rigueur des attitudes, à la fermeté des convictions. Agir avec constance. Tenir le cap. Rester sur la même ligne, dans la fidélité à ses options. C'est ce qui a fait l'audience du ménémaisme.

La ligne droite est le plus court chemin vers les électeurs. Rien ne vaut une stratégie rectiligne. Et rien ne serait plus dommageable qu'une stratégie en zigzag qui semblerait changer de direction de semestre en semestre. Avec pour risque l'image brouillée d'un courant qui paraîtrait incertain, irrésolu.

Deuxième nécessité : un projet spécifique. Au début des années 80, le MRG a incarné quelques grandes idées, largement reprises depuis : le choix de la rigueur économique, l'accent sur les libertés nouvelles, l'attention aux thèmes écologiques. Aujourd'hui, il faut redéfinir une plate-forme radicale. Car l'autonomie ne peut être seulement une procédure. Elle doit être aussi un contenu qui permette de dire ce en quoi nous sommes différents.

Cinq « paris radicaux » pourraient être avancés. Égalité des chances, pour que, sur la ligne de départ de la vie, chacun puisse donner le meilleur de lui-même, quelle que soit son origine. Meilleur accès au savoir, de l'école à l'université, car la place d'une nation dépend désormais de la compétence de ceux qui la composent. Dimension européenne, pour faire jeu égal avec les pays-concitués. Nouvelle séparation des

pouvoirs, pour garantir l'indépendance du « 4<sup>e</sup> pouvoir » envers le gouvernement et les puissances d'argent. Nouvelle fraternité, enfin, pour répondre à l'extrême droite au nom des valeurs républicaines : respect d'autrui, tolérance, solidarité.

La troisième condition, c'est une expression active. Pour conserver et accroître son audience, un parti doit faire entendre ses idées et sa voix. Il doit être « communicateur » et s'exprimer sur tous les grands problèmes de la politique nationale. Il doit le faire à la tribune du Parlement et aussi sur le forum audiovisuel, où se forme l'opinion publique de la démocratie médiatique.

Une stratégie constante

Le quatrième côté de ce « carré de la confiance », c'est une stratégie précise et ferme.

D'abord, l'engagement à gauche. Le MRG a été créé pour cela en 1972. Pour refuser une dérive droite, qui s'est effectivement produite et qui a amené les valoisistes là où ils sont aujourd'hui : dans les rangs d'une majorité profondément conservatrice. Envers ceux-ci, notre position doit donc être parfaitement claire. Notre vocation est de les convaincre de se rapprocher de la gauche. Et non l'inverse.

Le MRG doit agir, au sein de la gauche, comme une force d'ouverture. Vers l'opinion. Vers l'électorat central, attaché lui aussi aux valeurs de liberté et de justice et pro-

fondement déjà aujourd'hui par le conservatisme flamboyant du gouvernement Chirac. Par ce florilège des thèmes les plus conservateurs (privatisation à tout-va, dérégulation sociale, suppression de l'autorisation de licenciement, etc.).

Il y a à la fois un nouvel espace pour la gauche moderne qui doit élargir sa zone d'influence jusqu'au centre. Dans cette ouverture, le MRG doit jouer un rôle actif, étroit à proximité de cet « électorat central » qui peut contribuer à renforcer la majorité de demain.

Cette majorité devra rassembler, dans le pluralisme, les diverses forces d'alternance. En se dotant d'une structure souple de dialogue qui favorise la concertation entre elles, chacune gardant son identité particulière. Dans ses modalités, une telle structure devrait valoir deux notions également nécessaires : solidarité et spécificité. Solidarité des forces de progrès face à la politique de la droite. Spécificité de chacune d'elles, dans sa culture et sa tradition. La diversité de la gauche, c'est sa force. Plus s'exprimeront ses diverses composantes, plus nombreux seront les Français à se reconnaître en elle.

La reconquête de la majorité en dépend. Et le retour de l'alternance. Il y faut, pour chacun, clarté et conviction. Comme toujours dans la vie publique, qui doit se résumer en un mot : choisir.

(\*) Président d'honneur du MRG, député du Val-de-Marne.

## AU GROUPE DU FRONT NATIONAL

### Le procès de M. Briant

Le retour de M. Jean-Marie Le Pen des États-Unis n'a pas mis fin au conflit qui oppose ouvertement, depuis la semaine dernière, à l'intérieur de son groupe parlementaire, le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, député des Hauts-de-Seine, et le secrétaire général adjoint du Centre national des indépendants et paysans, M. Yvon Briant, député du Val-d'Oise (le Monde daté 29-30 juin).

M. Le Pen s'est entretenu en tête-à-tête avec M. Briant, mardi en début d'après-midi, mais cette conversation, assez tendue semble-t-il, n'a pas abouti à un règlement de la crise. Bien au contraire, un moment plus tard, devant le groupe réuni presque au grand complet — mais en l'absence de son président — le secrétaire général adjoint du CNIP a eu droit à un procès en règle dressé contre lui par M. Stirbois, qui s'était concerté, entre-temps, avec M. Le Pen. C'est d'ailleurs M. Stirbois qui a présenté au groupe le feu contre le député du Val-d'Oise.

La plupart des députés d'extrême droite sont tout à fait intervenus pour critiquer en termes très vifs l'attitude de leur collègue et surtout les propos tenus la semaine dernière par M. Briant, après qu'il se fut démis de ses fonctions de vice-président et de membre du bureau du groupe en rendant public ses « désaccords successifs » avec l'état-major du Front national.

Ce contentieux s'était aggravé le jour-même. M. Stirbois et les autres fidèles de M. Le Pen ont, en effet, reproché à M. Briant les déclarations qu'il a faites mardi matin, 1<sup>er</sup> juillet, au micro d'Europe 1. Interrogé sur la politique suivie par le CNIP après avoir déclaré que celle-ci allait « dans le bon sens » mais « sans doute pas assez vite, sans doute pas avec une volonté assez grande ». Invité à préciser ses divergences avec les dirigeants du Front national, il avait souligné qu'il ne souhaitait « absolument pas l'éclatement du groupe » de M. Le Pen, qu'il n'avait pas, au demeurant, l'intention de quitter celui-ci, mais qu'il espérait que « le courant conservateur et libéral du groupe, incarné par le CNIP », puisse « s'exprimer davantage ».

Questionné, enfin, sur l'attitude qui serait la sienne, au premier tour de la prochaine élection présidentielle, M. Briant avait répondu qu'il

voterait pour « le candidat soutenu par le CNIP », une fois que sa formation se serait prononcée, et il s'était refusé à se déterminer dans l'immédiat.

Ces propos ont, de toute évidence, été accueillis comme un crime de lèse-majesté par les députés du groupe appartenant au Front national. Outre M. Stirbois, les plus virulents, dans leurs interventions contre M. Briant ont été MM. Christian Baeckeroot, député du Nord et Jean-Pierre Schenard, député du Val-de-Marne. Au nombre des griefs formulés contre le contestataire il a même été retenu la réaction de tristesse exprimée par le secrétaire général adjoint du CNIP à l'annonce de la mort de Coluche, en violation d'une consigne de silence donnée par les « lepenistes ».

M. Le Pen optimiste

Pendant que M. Briant subissait cet assaut en règle dans les couloirs du Palais-Bourbon, le président du Front national affichait la plus grande sérénité : « Je suis d'un grand optimisme pour ce qui touche à mon groupe parlementaire : il n'y a aucune menace d'éclatement, dit M. Le Pen. Je ne désavoue personne. Le groupe s'y va à traverser, aura à connaître de ces problèmes qui sont de discipline intérieure, et qui sont sans importance (...). Je ne sonde pas les reins et les cœurs ; je ne peux vous dire s'il y a des états d'âme. Ce que je vois, c'est que la discipline des groupes est respectée ; quand elle ne l'est pas, l'indiscipline est sanctionnée (...). Dans ce genre d'affaire l'homéopathie et la médecine douce sont supérieures à l'opération chirurgicale ».

Le chef de file de l'extrême droite ajoutait : « Ceux qui critiquent [les méthodes de fonctionnement du CNIP] auraient dû se poser la question avant de signer les engagements qu'il ont pris pour être candidats ».

A l'inverse de ce qui s'était passé lors de la précédente réunion du groupe, jeudi 26 juin, aucune voix ne s'est élevée, cette fois, pour prendre la défense du député du Val-d'Oise. Ceux qui paraissent partager ses préoccupations et sa sensibilité — une demi-douzaine environ — ont préféré demeurer silencieux. M. Stirbois en a profité pour essayer d'isoler au maximum M. Briant. Le secrétaire général du Front national a d'abord prié chacun des députés

présents de dire s'ils jugeaient le comportement et les propos de M. Briant compatibles avec le maintien de celui-ci au groupe. A sa demande, les élus présents se sont prononcés à main levée, et, dans leur très grande majorité, ont répondu à cette question par la négative. Puis M. Stirbois, de la même façon, a demandé à chacun de s'engager à soutenir la candidature de M. Le Pen à la prochaine élection présidentielle et il a obtenu, sur ce point, un vote positif unanime (à l'exception de celui de M. Briant).

Le député du Val-d'Oise, répondant *in fine*, a notamment reproché à M. Stirbois et à ses amis de lui faire un procès « stalinien ». Et il a maintenu son point de vue sur la nécessité d'une expression pluraliste au sein du courant droitiste. Au terme de ces échanges, M. Briant s'est refusé, toutefois, à toute déclaration pour ne pas envenimer davantage les choses.

Toutes les conditions paraissent réunies, pourtant, pour que M. Stirbois réclame, au nom du groupe, l'exclusion du secrétaire général adjoint du CNIP. La décision était, ce mercredi matin, entre les mains de M. Le Pen.

Le président du Front national, qui s'était ostensiblement donné une marge de manœuvre en ne participant pas directement à ce réquisitoire collectif, semblait néanmoins hésiter. Outre la menace d'hémorragie qu'elle comporterait pour son groupe, l'exclusion de M. Briant risquerait, en effet, d'entraîner une rupture entre le Front national et le CNIP au moment même où le vieux parti de M. Antoine Pinay vient de prendre ses distances avec le RPR et connaît, sous l'impulsion de M. Philippe Malaud, un regain de jeunesse qui le pousse à rivaliser avec M. Le Pen, justement, dans la chasse aux voix des « déçus du chiraquisme »...

ALAIN ROLLAT.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

### Yvelines : trop-plein à l'UDF

Après l'« affaire Boutin », du nom de cette député bariste qui avait secoué le « microcosme » politique aux dernières élections législatives dans les Yvelines, l'UDF se présente de nouveau en ordre dispersé devant les grands électeurs sénatoriaux. Pas moins de quatre candidats s'en réclament prétendant s'attribuer l'un des cinq sièges à pourvoir, dont deux sont actuellement occupés par M. Edouard Bonnefous (CDS), soixante-dix-neuf ans, ancien ministre, chancelier de l'Institut, président de la commission des finances du Sénat, président de l'Agence des espaces verts, qui briguait un quatrième mandat, et par M. Louis de Catuelan, soixante-deux ans (CDS), maire d'Adainville, qui manifeste le désir de goûter un peu plus à ses fonctions car il n'est sénateur que depuis le décès, le 1<sup>er</sup> septembre 1985, de Jacques Tourniquet, qui avait lui-même succédé à Brigitte Gros, disparue le 11 mars 1985.

Ces présences ne font qu'aviver l'impatience de ceux qui rongent leur frein depuis neuf ans, comme M. Alain Jonemann (PR), soixante-

sept ans, maire du Vésinet, vice-président du conseil général, numéro trois sur la liste Bonnefous en 1977, ou le non-inscrit M. Patrice Vieljeux, soixante et un ans, maire de Bougival depuis près de trente ans, président du comité de soutien à M. Boutin en mars dernier, qui avait retiré au dernier moment la liste qu'il avait constituée en 1977 avec l'ancien maire de Versailles, André Mignot, décédé depuis. M. Jonemann refuse d'être un « porte-flambeau », et M. Vieljeux est bien décidé à partir seul à la bataille.

Les deux candidats UDF sortants gênent aussi l'ambition déclarée d'un Pierre-Alexandre Boursois (PR), cinquante-neuf ans, maire de Carrière-sur-Seine, ancien député, que Paul-Louis Tenaillon (CDS), président du conseil général et de la fédération départementale de l'UDF, a désigné comme mandataire pour mettre un peu d'ordre dans sa formation politique et constituer, le cas échéant, une liste unique avec le RPR. Ils contrarient aussi l'aspiration du maire de Versailles, M. André Damien (CDS),

cinquante-six ans, conseiller d'Etat, ancien bâtonnier, à siéger au Palais du Luxembourg.

Devant cette avalanche de candidats à la candidature, sont envisagées des primaires auxquelles personne ne croit vraiment, chacun espérant en son for intérieur que le tout puissant propriétaire de l'hebdomadaire local *Toutes les nouvelles de Versailles*, aura « la sagesse ». Mais ce dernier, M. Bonnefous reste muet si ce n'est pour faire savoir qu'il était contre l'organisation de primaires. En conséquence, si MM. Boursois, Damien ou Jonemann parviennent à les organiser sous une forme ou sous une autre — conseil de famille restreint rassemblement des grands électeurs ou vote par correspondance — ils auront gagné la première manche.

Restera ensuite à résoudre la question de la liste unique avec le RPR qui s'impatiente et en revendique la tête pour M. Marc Lauriol, soixante-dix ans, ancien député, et la troisième place pour M. Gérard Larher, quarante-neuf ans, maire de Rambouillet, conseiller régional d'Ile-de-France.

## Propos et débats

### M. Gaudin : l'UDF doit occuper le centre-gauche

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré le mardi 27 juillet, au cours de son point de presse hebdomadaire, qu'une candidature UDF « est une seule », à l'élection présidentielle, sera la seule parade efficace pour empêcher le Parti socialiste de récupérer des voix au centre et au centre-gauche.

« Il nous faut occuper le centre-gauche pour empêcher M. Jospin de le faire, a dit M. Gaudin. Si nous ne présentons pas un candidat UDF à l'élection présidentielle en 1988, ou avant, en cas de démission de M. Mitterrand, notre électorat va partir vers les socialistes ».

Le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur s'est félicité, d'autre part, des résultats de l'élection cantonale partielle de La Ciotat, qui place M. Gilbert Rastoin (RPR) devant M. Gabriel Domenach (FN). Si M. Domenach était arrivé en tête, j'aurais dû faire campagne pour lui », a dit M. Gaudin.

### M. Lajoinie : gadget électoral

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, le mardi 27 juillet, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que la proposition du Parti socialiste de créer un conseil national de la gauche est un « gadget électoral ». Les communistes, a-t-il ajouté, préconisent « un véritable rassemblement populaire ».

M. Lajoinie a indiqué, d'autre part, que les députés communistes lutteront « d'arrache-pied » contre les projets de loi du gouvernement sur la sécurité et sur les étrangers.

# TWA Flâneries Américaines: l'affaire de l'été.

**2 nuits d'hôtel gratuites**  
Réservez 5 nuits d'hôtel dans certains Holiday Inns\*, TWA Flâneries Américaines vous offre 2 nuits supplémentaires pour une semaine entière aux États-Unis.

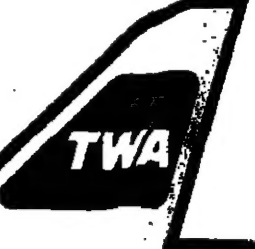
\* Sous certaines conditions.

Contactez TWA Flâneries Américaines au 42.60.39.85 ou votre agent de voyages, pour plus d'informations.

**3 semaines de voiture gratuites**  
Une offre fabuleuse de TWA Flâneries Américaines et de Hertz: une location de voiture sans chauffeur\* gratuite.  
— 3 semaines gratuites en Floride.  
— 1 semaine gratuite en Californie et des conditions spéciales pour la 2<sup>e</sup> semaine.  
— 1 semaine gratuite pour la plupart des autres États.

**Les bas tarifs transatlantiques TWA**  
Toutes ces offres, combinées à nos bas tarifs transatlantiques vous permettent de profiter au mieux de l'affaire de l'été: TWA Flâneries Américaines.

TWA ouvre la voie vers les USA.





# POLITIQUE COMMUNICATION

Adoption  
du nouveau régime  
d'application des peines

## EN BONNE LOGIQUE POLITIQUE...

Droite contre gauche : la logique politique a été respectée, le mardi 1<sup>er</sup> juillet à l'Assemblée nationale, pour l'adoption du projet sur l'application des peines approuvé par les députés du RPR, de l'UDF et du FN alors que ceux du PS et du PC votaient en revanche, à été plus bousculée : les élus de l'extrême droite ont en effet, émis contre ce texte, des critiques aussi fortes que celles des élus de la gauche. La démarche pénale du garde des sceaux est apparue plus proche de celle des socialistes que de celle des amis de M. Le Pen.

Les orateurs socialistes et communistes sont d'ailleurs convenus qu'il s'en était fallu de peu que le projet de M. Albain Chalandon ne trouvât grâce à leurs yeux ! Il eût suffi qu'il aille jusqu'au bout de sa « logique » de « judiciarisation » des prises de décisions en matière d'application des peines. Le ministre de la justice s'y est refusé. Bien qu'il institue une procédure d'appel devant le tribunal correctionnel des décisions du juge d'application des peines, il continue à analyser cette procédure comme « un acte administratif » et non comme « un acte judiciaire ». C'est pourquoi M. Chalandon a refusé - et la majorité avec lui - que le condamné puisse lui aussi faire appel, cette possibilité étant réservée au parquet.

La position du gouvernement a toutefois évolué. Il a admis que l'avocat du condamné pourrait être entendu - s'il en exprime le désir - par le tribunal correctionnel. Les socialistes avaient émis un tel souhait, mais ils n'avaient pas été suivis en commission des lois par la majorité qui est donc revenue sur sa position en séance publique. Le condamné lui-même ne sera entendu que si le tribunal le juge bon, car, a soutenu M. Chalandon, « il n'est pas nécessaire d'instituer une procédure contradictoire ».

En revanche, le ministre a fait décider que l'avocat de la partie civile bénéficierait de la même possibilité que celui du condamné, position jugée « hérétique » par M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) qui estime que celle-ci n'a pas à intervenir dans le suivi de l'application de la peine, et que le gouvernement a simplement voulu satisfaire les positions « sécuritaires » de son électeur.

Le ministre de la justice a retenu, malgré cette divergence, une remarque des socialistes, en fixant un délai précis - huit jours après la requête du parquet - à la prise de décision du tribunal correctionnel, un retard dans l'octroi d'une permission de sortie pouvant rendre celle-ci sans objet.

Th. B.

● **Saint-Quentin veut changer de nom.** - Le conseil municipal de Saint-Quentin (Aisne) souhaite que la ville soit rebaptisée, par décret, « Saint-Quentin-en-Picardie », pour faire face à la « concurrence » qu'elle subit de la part de son homonyme Saint-Quentin-en-Yvelines. Dans un texte adopté à l'unanimité le lundi 30 juin, à l'initiative du maire, M. Jacques Bracqonier (RPR), sénateur, les élus municipaux ont explicité cette demande : « Notre ville souffre de cette concurrence, et sa situation géographique n'est pas claire dans la conscience collective française. » En outre, le conseil municipal estime que « Saint-Quentin-en-Yvelines » s'approprie la valeur symbolique du martyr saint Quentin par son importance démographique et économique ainsi que par sa proximité de la capitale ».

● **Contentieux électoral.** - La majorité UDF-RPR a renoncé, le lundi 30 juin, au recours qu'elle avait déposé devant le Conseil constitutionnel pour obtenir « rectification ou à défaut annulation » des élections législatives et régionales du 16 mars dernier dans le Calvados. Ce recours avait été intenté, le 27 mars dernier, au nom de la liste d'union conduite par M. Michel d'Ornano (UDF-FR), en raison de « nombre inhabituel de bulletins blancs provenant d'insertion de bulletins des listes régionales et législatives ». L'UDF et le RPR estimaient que le nombre de voix ainsi perdues avait permis à la liste socialiste conduite par M. Louis Méxandré de remporter le sixième siège attribué à M. André Lodran, maire de Ouistreham, face à M. François d'Harcourt (CNIP), député sortant, quatrième sur la liste d'union.

## LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI

### Le Sénat au ralenti... en attendant les heures supplémentaires

La majorité reproche à la gauche d'appuyer sur le frein dans la discussion des articles du projet de loi sur la communication. La gauche dénonce la « marche forcée » que le gouvernement et ceux qui le soutiennent lui imposent. Mais c'est la majorité qui a carrément coupé le moteur, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, en attendant que la commission spéciale chargée d'étudier le texte entende une nouvelle fois M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication.

La raison en est que l'article 4 (qui fixe la composition de la Commission nationale de la communication et des libertés) suscite quelques difficultés. L'affaire semblait réglée : la majorité sénatoriale acceptait le principe d'une commission de neuf membres. Elle ne remettait pas en question la nomination de trois d'entre eux par le président de la République, celui de l'Assemblée et celui du Sénat, ni l'élection par les assemblées des trois grandes juridictions françaises (Conseil d'Etat, Cour des comptes et Cour de cassation). Toutefois, elle remplaçait l'une des trois personnalités qualifiées, dont le texte initial prévoit la désignation par cooptation, par un membre de l'Académie française.

En ne maintenant que deux personnalités qualifiées (l'une dans le secteur des télécommunications, l'autre dans celui de l'audiovisuel), la majorité sénatoriale écartait la presse écrite. D'où l'idée de porter le nombre des membres de la commission à douze en donnant aux trois présidents le droit de nommer deux membres chacun, avec l'espoir

qu'au moins un des trois choisirait une personnalité de la presse. Ceux qui plaident pour une commission de douze membres y voient l'avantage d'un rééquilibrage au profit des institutions politiques : dans le dispositif proposé par M. Léotard, un tiers de la commission émane du choix des présidents de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat ; dans celui envisagé, ce serait la moitié.

Reste que sur ce sujet - évoqué lors du déjeuner de la majorité à l'Hôtel Matignon - comme sur ceux qui sont encore en discussion deux logiques s'opposent. Pour la commission spéciale du Sénat, mieux vaut que le texte sorte « ficelé » du palais du Luxembourg et que tout soit réglé avant que l'Assemblée nationale s'en saisisse et qu'y soit fait usage du 49-3. En ce cas, M. Léotard ne pourrait qu'être encouragé au recours à cette procédure expéditive dès lors qu'il n'aurait plus guère à « négocier » avec les députés.

Le rythme de la discussion laisse le temps aux ajustements de tactique. Les deux séances de mardi se sont soldées par la seule adoption de l'article 3 qui prévoit l'institution de la CNCL pour veiller au respect des principes de liberté. Socialistes et communistes plaident pour que les missions soient, dès cet article, plus précises. Un amendement de M. Pierre-Christian Taittinger (Paris), coigné par ses collègues RPR, ainsi que par des sénateurs RPR, de l'Union centriste et de la Gauche démocratique, complète en effet la définition du rôle de la CNCL mais pas dans le sens souhaité par la gauche : il donne à la

CNCL mission d'assurer l'égalité de traitement et de favoriser la libre concurrence et l'expression pluraliste des courants d'opinion.

A ce premier complément s'en ajoute un autre, à l'initiative des socialistes : la commission est également censée garantir « aux citoyens l'accès à une communication libre ».

#### Levée de boucliers

Sont ensuite écartés une série d'amendements socialistes inspirés de la loi de 1982 destinés à fixer les missions du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision.

A la discussion de fond sur le texte est venue s'ajouter celle de l'ordre du jour. La décision de la conférence des présidents de séance, après-midi et soir jusqu'au dimanche 6 juillet compris a provoqué une levée de boucliers des sénateurs communistes et socialistes. En répondant que le gouvernement a « beaucoup de travail » au regard des difficultés de la France qui bat des records de chômage et de déficit budgétaire, M. Léotard donne à l'opposition un argument supplémentaire contre un projet qui n'est pas, à ses yeux, urgent puisqu'il ne concerne pas des priorités... En outre, les uns et les autres ne manquent pas de rappeler que la majorité sénatoriale, quand elle était dans l'opposition, refusait de siéger au-delà de ce que le règlement prévoit (mardi et jeudi) et arguait que le gouvernement, s'il est maître de l'ordre du jour, ne peut imposer son calendrier des travaux.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## LE SORT DE TV 6 ET DE LA CHAÎNE CULTURELLE

### M. Léotard joue l'ouverture

M. François Léotard joue l'ouverture. A mesure que le Sénat examine son projet de loi, le ministre de la culture et de la communication se dit prêt à lâcher du lest sur de nombreux points de la réforme de l'audiovisuel. Hier, c'était la composition de la commission nationale de la communication et des libertés ou la collégialité de l'administration provisoire de TF 1 (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Aujourd'hui, c'est le sort de TV 6 et de la chaîne culturelle européenne.

Intervenant le 1<sup>er</sup> juillet au micro de France Inter, M. Léotard a indiqué qu'il hésitait encore entre le maintien d'une chaîne musicale « qui a un succès incontestable auprès des jeunes », et sa suppression pour accorder ses fréquences à des télévisions locales. De la même façon, le ministre s'est interrogé sur la nécessité d'une chaîne culturelle européenne, posant à la fois le problème de son financement sur fonds publics et celui de la viabilité technico-commerciale du satellite de télévision directe, TDF 1, chargé de la diffuser. Le texte du projet de loi examiné par le Sénat ne prévoit pas de maintenir le réseau national de TV 6 et ne dit rien de la chaîne culturelle. Mais M. Léotard précise que sur ces points, « un amendement pourrait enrichir le projet ».

Cette loi dans le travail parlementaire a des explications plus prosaïques. Les derniers articles du projet de loi, annulant les concessions de la « 5 » et de TV 6, donnent quelques soucis au ministre. La commission spéciale du Sénat les a réservés pour un examen ultérieur et de nombreux juristes émettent des doutes sur leur constitutionnalité. Sur la « 5 », M. Léotard n'a pas changé d'avis : considérant l'expérience de MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi comme un échec, il tient à

une réattribution du réseau et cherche les moyens juridiques les plus appropriés pour y parvenir.

La chaîne musicale, elle, n'a pas démerité aux yeux du ministre, et son PDG, M. Maurice Lévy, récemment reçu par M. Léotard, a su plaider sa cause avec efficacité en mettant en avant les retombées positives de TV 6 sur l'industrie du disque et de la production française de clips. Enfin, M. Léotard ne tient pas à affronter l'éventuel mécontentement des jeunes téléspectateurs.

Il est difficile, également, de condamner une chaîne culturelle dont la naissance a été unanimement applaudie. M. Léotard, qui, dans un premier temps, a gelé les crédits de la Société d'édition de programmes de télévision (SEPT), semble aujourd'hui sensible aux plaintes des producteurs privés qui travaillaient avec la future chaîne. Certes, le projet de M. Bernard Faivre d'Arcey nécessite un fort investissement public, peu compatible avec ces temps de rigueur budgétaire. Mais M. Léotard qui affronte durement ces derniers jours le ministre des finances sur la préparation de son budget 1987, ne doit pas être fâché de faire monter un peu les enchères.

Reste que les ouvertures sur le sort de TV 6 et de la chaîne culturelle tranchent avec le refus de discussion sur la « 5 ». Une partie de bras de fer s'engage entre le gouvernement et M. Jérôme Seydoux. Ce dernier multiplie les interventions sur l'antenne de sa chaîne et se livre à un intense travail de relations publiques auprès des sénateurs. Son associé italien, M. Silvio Berlusconi, reste beaucoup plus discret et semble chercher d'autres alliances, en particulier auprès de M. Robert Hersant, pour le rachat de TF 1.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## DU 25 AU 29 AOUT A CARCANS-MAUBUISSON

### La rentrée de l'audiovisuel

Carcans-Maubuisson, septième édition : l'Université d'été de la communication s'ouvrira, cette année, le 24 août, sous les pins girondins. Au programme de six jours, organisés par la Ligue de l'enseignement, des débats, animations, ateliers, stages, expositions... placés sous le signe de « la nouvelle donne audiovisuelle ». L'évolution des programmes et des réseaux nationaux, les réponses des régions et la communication en Aquitaine constitueront l'ossature de cette semaine de réflexion qui devrait permettre d'éclaircir la rentrée 1986 des médias.

Comment la communication des Aquitains a-t-elle évolué depuis deux ans ? Un sondage, réalisé par la société SAGA, a pris le pouls de la région en mettant en évidence les pratiques des usagers de la télévision, de la radio, du téléphone et de la télévision. Un sondage identique avait guidé les débats de l'Université d'été 1984, et la comparaison des deux études soulignera les transformations de la région dans ce secteur. Pour les analyser, un forum « Cartes sur table » réunira plusieurs personnalités de l'Aquitaine, notamment M. Jacques Valade, vice-président du conseil régional, M. Raymond Mansir, député régional de la Mission TV câble, et M. Marcel Desvergne, secrétaire général du CREPAC (Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle d'Aquitaine, l'un des initiateurs de l'Université d'été).

Durant cinq jours, sept sessions de formation seront, par ailleurs, mises en place en liaison avec les débats. Les thèmes des stages abordent des domaines très variés : pédagogie et informatique, les images d'Amérique, la production radiophonique, le vidéodisque, les banques d'images, la gestion de la production audiovisuelle et la pratique des services Télécel. Parallèlement, deux tables rondes feront chaque matin un point précis sur divers sujets de l'actualité des médias. Le premier, intitulé « Bordeaux » : le port franc de la FM, mettra en scène M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio-France, et des responsables de radios privées, dont NRI, Kiss FM ou Fua, ainsi que des représentants de RMC, RTL et RFI. D'autres rendez-vous concernent le câble avec M. Bernard Schreiner, prési-

dent de la Mission TV câble, la programmation des nouveaux médias, les rapports entre la région, l'Europe et l'Afrique, la communication et les jeunes, l'informatique ou encore le cinéma.

Deux moments-clés de cette université d'été : le 27 août, une table ronde réunira les principaux acteurs du paysage audiovisuel, les responsables des chaînes publiques, de la « 5 », de TV 6, du groupe Hersant, d'Hachette, de Canal Plus, de RTL, d'Havas, de Bouygues et de la Lyonnaise des eaux. Le lendemain, un débat sur la « guerre des images » réunira M. José Frèches, conseiller de M. Jacques Chirac, M. Jean-François Kahn et M. Louis-Guy Gayan, directeur adjoint de Sud-Ouest. Le Monde, qui animera les débats, consacrera un dossier spécial à cette manifestation.

★ Université d'été : CREPAC d'Aquitaine, 15, rue Roda, BP 33026 Bordeaux Cedex. Téléphone : 56-81-78-40.

## PDG DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION

### M. Bertrand Labrusse démissionne

M. Bertrand Labrusse, président de la Société française de production, a remis sa démission, ce mercredi 2 juillet, à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Son successeur pourrait être désigné le 8 juillet.

Nommé à la présidence de la SFP en juin 1981, M. Labrusse avait été reconduit dans ses fonctions en octobre dernier, battant ainsi le record de longévité à la tête d'une société publique de l'audiovisuel. Lors de son renouvellement, M. Labrusse avait laissé entendre qu'il ne resterait à la tête de la SFP que le temps d'achever le redressement de celle-ci et de présenter des résultats bénéficiaires. Pour justifier la date de sa démission, il invoque aujourd'hui la fin de son détachement de cinq ans de la Cour des comptes, détachement qu'il « ne souhaite pas renouveler ».

Au-delà du motif officiel, cette démission a sans doute des raisons plus profondes. M. Labrusse peut

quitter la SFP avec l'image d'un gestionnaire avisé : 7,8 millions de bénéfices en 1985 contre 100 millions de pertes en 1980. Une réduction d'effectifs de cent personnes en cinq ans, ce qui n'est pas fréquent dans l'audiovisuel public, et surtout une augmentation de productivité de 14,8 % par an.

Il n'est pas sûr que le nouveau paysage audiovisuel permette à la SFP de poursuivre son redressement. M. Labrusse a toujours plaidé pour une mise en concurrence prudente et très progressive de son entreprise. La suppression par le projet de loi des commandes obligatoires des chaînes publiques au contraire de déstabiliser brutalement la SFP. Déjà, les incertitudes législatives paralysent la plupart des commandes des chaînes et mettent dans une situation difficile les studios des Buttes-Chaumont alors que bon nombre de producteurs privés

sont déjà au bord du dépôt de bilan. Dans ce contexte, le départ de M. Labrusse peut être considéré comme un signal d'alarme à l'intention des pouvoirs publics.

J.-F. L.

[Né le 7 juin 1931 à Virelly (Yvelines), M. Bertrand Labrusse est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'ENA, il est nommé en 1959 auditeur à la Cour des comptes. Conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1965 et maintenu en disponibilité, il est, jusqu'en 1969, conseiller technique au cabinet de M. Maurice Couve de Murville, successivement ministre des affaires étrangères, ministre de l'économie et premier ministre. Revenu à la Cour des comptes, il est nommé en 1976 président de la commission interministérielle chargée d'aménager le temps de travail et de l'ordre par M. Jacques Chirac, alors premier ministre.

Le 13 octobre 1978, M. Labrusse est nommé président-directeur général par intérim de la SFP, en remplacement de M. Jean-Charles Edeline, et chargé de redresser l'entreprise, qui accuse alors 200 millions de francs de pertes. Son plan est jugé « trop doux » en haut lieu, et M. Labrusse émet, le 5 janvier 1979, le souhait de ne pas voir renouveler son mandat intérimaire. Resté membre du conseil d'administration de la SFP, il est nommé président le 29 juin 1981, en remplacement de M. Antoine de Clermont-Tonnerre. Il est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes en 1984.]

#### MICHEL LELEU QUITTE L'AFP

En désaccord avec la direction de l'Agence France-Presse sur les conditions de son rôle dans l'entreprise, Michel Leleu, rédacteur en chef, chargé de mission auprès de la direction de l'information et conseiller auprès de la direction, a quitté l'AFP le 30 juin. Un protocole interne de licenciement a été signé.

[Entré à l'AFP en 1948, Michel Leleu a notamment été correspondant à Washington, grand reporter, chargé des affaires du Maghreb puis directeur du bureau de Genève avant de diriger le service diplomatique de l'AFP pendant douze ans, de 1963 à 1981.]

Chargé de mission auprès du directeur de l'information depuis 1981, il était en outre, depuis 1982, chargé de suivre les problèmes d'information et de coopération dans le tiers-monde. Né en 1923, Michel Leleu est officier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE).]

#### Temps de parole à la télévision

##### M. JOSPIN SAISIT LA HAUTE AUTORITÉ

M. Lionel Jospin, secrétaire général du Parti socialiste, a annoncé, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, son intention de saisir la Haute Autorité pour protester contre la répartition des temps d'antenne accordés à l'opposition. M. Jospin estime que la règle « des trois tiers » (un tiers au gouvernement, un tiers à la majorité et un tiers à l'opposition) n'est plus respectée et souhaite que les « neuf sages » veillent à faire rétablir cet équilibre.

Déjà en mai dernier, M. Pierre Joxe avait saisi la Haute Autorité en se plaignant du temps d'antenne accordé à la majorité. Après vérification du service d'observation des programmes, un déséquilibre avait effectivement été constaté au profit du gouvernement, et la Haute Autorité avait demandé aux PDG des chaînes d'y remédier.

# LES COURS DE RATTRAPAGE SCOLAIRE. L'ÉDUCATION

La liste complète. Les tarifs. Les dates des sessions d'été. Les matières enseignées.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT EN VENTE PARTOUT

هنا من الأصل



100



## Les festivals

musicaux

**R**ien ne renseigne davantage sur les goûts du public et sur les tendances de la vie musicale que ces festivals d'été. Sur le millier de concerts prévus en juillet et en août à Paris et dans les provinces les plus reculées, l'écrasante majorité revient aux récitals - le piano gagne partout en popularité - et à la musique de chambre, grâce à l'arrivée en force sur le « marché » de jeunes quatuors et de nouvelles formations françaises de qualité.

Qu'est-ce que cela prouve ? Que l'opéra, trop onéreux en cette période de crise, ne se concentre plus que dans quelques centres homologués, capitales lyriques largement subventionnées, au budget le plus souvent en difficulté.

Que le théâtre musical, après avoir fait les beaux jours d'Avignon, n'y survit qu'avec timidité, bien que les stages et les spectacles du Centre Acanthes d'Als-en-Provence lui soient cette année entièrement consacrés.

Qu'il est enfin dans l'air du temps de tenter d'effacer, dans la convivialité, la frontière entre le professionnalisme lourd et l'amateurisme léger. Comme les concerts de musique de chambre, les stages, les académies, les master classes ont, cette année, le vent en poupe. C'est la bonne nouvelle de l'été.

A. R.

## Paris - Ile-de-France

## FESTIVAL ESTIVAL

15 juillet - 21 septembre

Deux mois de programmes quotidiens dans la capitale, condensés pour l'essentiel à l'auditorium des Halles, l'église Saint-Germain-des-Prés et sur les bords de la Seine, pour fêter l'année Liszt (douze concerts en son honneur, dont *La Messe du Grand* par le chœur et la Philharmonie de Cracovie le 3 septembre), et pour saluer Maurice Ohana, décédé le compositeur français le plus joué cette année.

(Bureau du festival, 5, place des

Ternes, 75017 Paris. Tél. : 42-27-12-68.)

## ORANGERIE DE SCEAUX

12 juillet - 5 octobre

Petit frère hors les murs du FEP, le festival de Sceaux ajoute chaque week-end en septembre à ses habituels rendez-vous de 17 h 30 des concerts matinaux (11 heures) et attend quelques invités de marque : J. Demus le 6 ; R. Oleg et T. Parakevitch le 20.

(Culture Conseil, 252, rue du

Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42-89-11-39.)

## Auvergne-Centre

## MUSIQUE EN BOURBONNAIS

27 juillet-31 août

Orchestres de chambre La Follia et de la Communauté européenne, P. Amoyal, A. Noras, B. Rigutto, A. Lagoya, le Trio Tchakovski... au château de Thoury ou à Hérisson-Château.

(Office du tourisme, 03000 Moulins. Tél. : 70-44-14-14.)

## VOLLORE

12-27 juillet

Une fameuse brochette de jeunes interprètes français se produisent dans des églises et des châteaux : Pennetier, Kantorow, Rouvier, Fédou, R. Pasquier, sans compter A. Bijaoui en trio le 16.

(Concerts de Vollore, BP 1,

63120 Courpière. Tél. : 73-53-70-49.)

## LA CHAISE-DIEU

19 août-2 septembre

Sur le thème de la musique sacrée, sans doute le plus original des festivals français avec, cette année : le *Messie* de Haendel, dirigé par T. Koopman (19 août), le *Te Deum* de Carpentier, sous la gouverne de W. Christie (20), le *Requiem* de Mozart, sous la baguette de Malgoire (21), les *Verses* de Monteverdi, selon Corboz (22, 23) la *Passion selon saint Matthieu* de Bach, supervisée par Malgoire (24, 25), une *Nativité* de Beethoven, par des artistes polonais (27, 30), le *Requiem* de Penderecki (29) la *Messe du Grand* de Liszt (31), avant la venue de l'Orchestre de la résidence de La Haye, dirigé les 1<sup>er</sup> et 2 septembre par A. Lombard, à cheval sur le récital d'un autre revenant : G. Cziffra.

(Bureau du festival, 43160 La Chaise-Dieu. Tél. : 71-00-01-16.)

## GALERIE JACOB

28, rue Jacob, 75006 Paris

Tél. 46-33-80-86

**Corine Ferté**  
**Christiane Loyay**  
**Eleni Nicodemou**  
**peintures**

jusqu'au 15 juillet

## GALERIE CAILLEUX

136, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

## ARTISTES EN VOYAGE

au XVIII<sup>e</sup> siècle

du 20 mai au 5 juillet

## EXPOSITION

## L'INSTITUT DE FRANCE

## DANS LE MONDE ACTUEL

Les Clés Académiques au service de la culture et de la recherche, un mécénat de tradition aux dimensions du monde moderne, un patrimoine artistique unique en France.

au Musée Jacquemart-André  
158, BOULEVARD HAUSMANN, PARIS (8<sup>e</sup>)  
tous les jours de 11 h à 18 h, du 6 mai au 20 juillet.

## GARGILLESSE

28-31 août

Concerts par les dièves de l'Académie de harpe et son animatrice Marie-Claire Jamet, avec la participation de l'ensemble de chambre du

Nouvel Orchestre Philharmonique (le 29).

(Mairie de Gargilèsse, 36190 Orsennes. Tél. : 54-47-83-11.)

## Bretagne/Poitou-Charentes

## LANNION

11 juillet - 22 août

Autour de l'orgue de Saint-Jean-du-Baly (A. Isoir, le 25) et celui de l'église de Brelevenez, quelques beaux concerts de musique ancienne et un *Requiem* de Mozart le 8 août.

(Office du tourisme, 22300 Lannion. Tél. : 96-37-07-35.)

## QUIMPER

3-21 août

A l'occasion de l'académie d'été se déroulent dans le Finistère-Sud le chœur et l'Orchestre de chambre de l'université du Yorkshire ; E. Indjic et A. Queffelec, le Quatuor Enesco, etc.

(OSCAR, 7, cité Kerguelen, 29000 Quimper. Tél. : 98-95-61-45.)

## SAINTES

Jusqu'au 16 juillet

Des sessions de formation à la musique ancienne et l'absence presque systématique du répertoire romantique, au profit du baroque et du contemporain, composent un menu sans équivalent à cette période. A noter : une dominante Monteverdi et, côté avant-garde, beaucoup d'œuvres de Celis.

(CIRMAR, Abbaye aux Dames, BP 214, 17104 Saintes Cedex. Tél. : 46-92-51-35.)

## Languedoc-Roussillon

## MONTPELLIER

12 juillet-4 août

Relais sur les chaînes locales et nationales de Radio-France de ce mastodonte qui, pour sa seconde édition, bat tous les records de bourgeoisie d'oreilles.

(Festival Radio-France Montpel-

lier, BP 9156, 34042 Montpellier. Tél. : 67-52-84-84.)

## LASCOURS

22-27 août

Collard, Dumay, Lodéon, Krivine et quelques autres : on dirait un film français mais la Sinfonia Varsovia est de la fête. B. Hendricks aussi.

(Château de Lascours, route de

l'Ardoise, 30290 Laudun. Tél. : 66-50-39-61 et 42-27-82-57.)

de chambre dans une abbaye qui

semble revivre.

(Bureau du festival, rue Victor-Hugo, 66500 Prades. Tél. : 68-96-33-07.)

## VILLEVIEILLE

28 juillet-5 août

De Bach à Brahms par Luisada, Dalberto, Duchable, l'Orchestre de chambre de Pologne, le quatuor Vioti, les Virtuoses de Moscou... un programme à cheval sur deux siècles.

(Soirées musicales de Villeville, BP 35, 30250 Sommières. Tél. : 66-80-99-96.)

## FESTIVAL MÉDITERRANÉEN

3 juillet-29 août

Dominiants jazzistiques (trios Escoudé-Ferré-Reinhardt le 24, Solal-Humair-Jenny-Clark le 25 juillet) et, surtout, lyrique pour cette série de manifestations itinérantes à laquelle participent les orchestres de Strasbourg et de Lyon, les chanteurs Raimondi, Hendricks, Los Angeles, etc.

(Bureau du festival, BP 4, 13129 Salin-de-Giraud. Tél. : 42-86-86-86.)

## NIMES

9-10 juillet

Deux exécutions successives, dans les arènes, d'un opéra oublié de Verdi, *le Corsaire*, dans une mise en scène de Thamin, des décors de Boffil, sous la direction de Krivine. Pour dire : « J'y étais ».

(Bureau du festival, mairie, 30033 Nîmes. Tél. : 66-76-70-01.)

## SAINT-GUILHEM-LE-DÉSERT

6 juillet-30 août

S. Ross et G. Leonhardt pour le clavier, M. Chapuis pour l'orgue, M.-A. Estrella pour le piano et des Tobèques, le 2 août, pour un beau programme Monteverdi. Ici, la tendance est à la musique ancienne.

(Les Amis de Saint-Guilhem-

le-Désert, 165, rue Michel-Ange, 34000 Montpellier. Tél. : 67-63-14-99.)

## PRADES

22 juillet-13 août

Là où jadis régnait Casals, jense un pianiste légendaire de quatre-vingt-quatre ans : M. Horowitz, le 26 juillet, et un violoncelliste qu'il ne faudrait pas oublier : J. Straker, le 11 août. Beaucoup de jeunes aussi (Dumay, Pires, Henkel, Lethiec, les Pasquier) au service de la musique

## DANSE

## MONTPELLIER

Jusqu'au 10 juillet

En jouant la carte de l'éclectisme, Jean-Pierre Montanari risque de perdre une réputation d'originalité mais peut gagner un large public avec le ballet de Monte-Carlo en plein « trip » romantique, J. Kylian, un habillé, avec son Nederlands Dans Theater (8-12), des danses traditionnelles japonaises et chinoises. Des chorégraphes modernes aussi : K. Crémone, D. Bagouet, K. Saporta, J. Taffanel, CH. Marciano. (Rens. : 67-66-35-00.)

## AIX-EN-PROVENCE

Jusqu'au 11 juillet

Des projets de rue et des parcours dansés font l'originalité de ce festival auquel sont associés O. Duboc, R. Shang et le groupe Dunes. Côté spectacles : S. Buirge, C. Ikeda et le Moxix Dance Theatre. (Rens. 42-36-23-38.)

## CHATEAUVALLON

5-19 juillet

Un festival très personnalisé où se reflètent les embellissements de Gérard Paquet, maître de cette colline inspirée, avec la compagnie californienne de B. Lewitzky (8-13), D. Bagouet (15), C. Marcadé (17) et la compagnie « 31 Septembre » en cours d'implantation. (Rens. 94-24-11-76.)

## AVIGNON

28 juillet-6 août

La danse ne fait son entrée dans la cité des Papes que dans les derniers jours du festival. A la cour d'honneur, création de Mam-

mane II, de Gallotta (28-31 juillet), la Paul Taylor Dance Company (3-6 août), et, dans différents lieux de la ville, Bouvier-Obadia et leur compagnie. Monnier-Duroire, Déconfiné et l'école de Kanazaki japonaise. (Rens. 90-82-65-11.)

## ARLES

15-24 juillet

Le Théâtre antique accueille le ballet de Harlem (15-11), le Théâtre des Ahyssamps abrite un tremplin de la danse le soir, à 22 h 30. (Rens. 90-96-47-00.)

## MONTAUBAN

2-17 août

Compagnie de mime Magenta le 4, J.-M. Matos le 5, Compagnie A. Marty et création de *Soleil enco-reles*, 8, 9, 11. (Rens. 63-63-60-60.)

## REIMS

16 et 17 juillet

Deux prestations au Palais de Tau de la compagnie Icosédre de M. Breuker, pour savoir où en est le nouvel expressionnisme allemand. (Rens. 26-40-23-26.)

la Villatte la grande halle 4 et 5 juillet M<sup>e</sup> Pie de Paris

**HALIE THAT JAZZ**

MAC COY TYNER/FREDDIE HUBBARD  
JOE HENDERSON Quintet - ARCHIE SHEPP Septet  
EDDIE PALMIERI et son orchestre  
EDDY LOUISS Multicolor Feeling  
WAYNE SHORTER Quartet - DANIEL HUMAIR Quartet  
JOHN LURIE "The Lounge Lizards"

Réservation : 3 FNAC - CLEMENTINE - GRANDE HALLE - Tél. : 42.49.77.22

هنا اصل الأصل



## festivals

## musicaux de l'été

## Provence-Côte d'Azur

## LA ROQUE-D'ANTHERON

1<sup>er</sup>-23 août

Un unique spectacle chorégraphique de la compagnie Elinor Ambash le 2, après le récital d'A. Gavrilov qui ouvre cette grande fête du piano fréquentée par le gratin des pianistes. Cette année, T. Nicolajeva les 3, 4 et 5, R. Lupu, N. Freire, M. Levitas, G. Benjamin (qui réalise en direct l'accompagnement du film *Lulu* de Pabst), J.-M. Laisant, J.-L. Haguenauser, M. Dalberto, B. Engerer, J. Bolet, M.-J. Pires, A. de Larrocha, V. Ashkenazy, Y. Egorov et un petit nouveau, O. Mustonen le 17. Soit quelques soirées inoubliables dans un paradisiaque théâtre de verdure.

(Bureau du festival, château de Florana, 13640 La Roque-d'Anthéron. Tél. : 42-28-52-52.)

## VAISON-LA-ROMAINE

6 juillet-1<sup>er</sup> août

Dans le théâtre antique à l'acoustique revue et corrigée, le *Songe d'une nuit d'été*, de Mendelssohn, dirigé par Diederich les 13 et 15, la pianiste M.-J. Pires le 18, Vivaldi par les solistes de Moscou le 25, Liszt par F.-R. Duchable le 27, Boccherini par un orchestre romain le 1<sup>er</sup> août.

(Bureau du festival, 12, rue Chabouat, 75002 Paris. Tél. : 42-61-81-03.)

## JAZZ

## NITS DU SUEUT

Jusqu'au 15 juillet

N. Magaloff joue Chopin sur le parvis de l'église Notre-Dame de l'Espérance le 5. Puis s'y succèdent : F. Lodfon, la Camerata academica du Mozarteum de Salzbourg dirigée par S. Vegg le 8, J.-B. Pommier et la même formation le 10, G. Tacchino, le Quatuor Enesco le 12, M.-A. Estrella entouré de deux guitaristes le 15.

(La Mairie, 47 La Croisette, BP 270, 06403 Cannes Cedex. Tél. : 93-99-04-04.)

## ORANGE

12 juillet-7 août

Entre le théâtre antique, du 12 juillet avec L. Rysanek, G. Bumbry, W. Johns, B. Weikl, dirigé par C. Perlick et le *Macbeth* du 2 août assuré également par l'Orchestre national, cette fois sous la direction de T. Fulton, avec M. Zampieri, R. Bruns, L. Bartolini, des récitals de M. Pires, S. Estes, M. Caballe, E. Gruberova, T. Berganza, G. Jones et des concerts le 25 juillet et le 7 août.

(Bureau du festival, BP 180, 84105 Orange Cedex. Tél. : 90-34-24-24.)

## MENTON

31 juillet-31 août

Se succèdent sur le parvis Saint-Michel : le violoniste H. Szeryng, les

pianistes A. Fischer et A. de Larrocha, les enfants Tortelier, Munchinger et son ensemble de chambre, etc., avant le récital de B. Hendricks, accompagnée par Y. Egorov le 29 et une soirée Bach avec Anais de l'English Chamber. (Palais de l'Europe, 06500 Menton. Tél. : 93-35-82-22.)

## LUBERON

Jusqu'au 25 septembre

Une belle série de concerts à Fontaine-de-Vaucluse, l'abbaye de Silvacane, l'église de Roussillon autour des quatuors Sine Nomine, Novalis, Rosamonde, Enesco, Hagen, et du quatuor Moragues avec, le 11, E. Balmas et J.-F. Heiser.

(Bureau du festival, rue Richard, 84220 Roussillon. Tél. : 90-75-65-35.)

## CARPENTRAS

27 juillet-9 août

Quinze jours dédiés à Offenbach. (Bureau du festival, place d'Inguibert, 84200 Carpentras. Tél. : 90-63-05-72.)

## VILLENEUVE-LÈZ-AVIGNON

16-31 juillet

Thématique largement espagnole pour les Rencontres de la Chartreuse avec des musiques de Castille le 16 et le 20, un groupe flamenco le 18, la Gaité le 21, et le Baroque andalou le 28... sans oublier les Zafra le 22.

(CIRCA, La Chartreuse, BP 30, 30400 Villeneuve-lès-Avignon. Tél. : 90-25-05-46.)

## AIX-EN-PROVENCE

Jusqu'au 2 août

Gildas Bourdet met en scène *Don Giovanni*, que dirige Armin Jordan, au pupitre de l'Orchestre de Lyon, et que chantent G. Quilico, J.-Ph. Lafont, S. Murphy, J. Koslowski les 8, 10, 18, 23, 26. P. Stroszer monte *Idoménée* que dirige Hans Graf à la tête de l'Orchestre de chambre de Pologne avec A. Rolfo-Johnson, J. Piland, A. Putnam, S. Greenberg, M. Torzewski les 9, 11, 16, 19, 22. *Ariane à Naxos*, de Strauss, mise en scène G. Jarvelli, est chantée notamment par M. Price et dirigée par S. Bichkov. Et outre, le *Tancrède* de Campra les 15, 17, 25, 29 juillet et 1<sup>er</sup> août, de nombreux concerts récitaux, la série « Une heure avec » les artistes, sans oublier les spectacles du Centre Acanthes.

(Palais de l'Archevêché, place des Martyrs-de-la-Résistance, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-23-11-20.)

## CENTRE ACANTHES D'AIX

9-28 juillet

Autour du thème « Théâtre et musique » se retrouvent avec les stagiaires : G. Aperghis et le groupe Action instrumental de J. Zaluska qui présente son opéra-collage sur des musiques d'E. Satie *L'Empire de Dada* les 27 et 28.

(Association Acanthes, 146, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. : 43-44-56-50.)



Jacques Offenbach : à Carpentras, tout un festival lui est consacré.

## FONDATION MAEGHT

10-18 juillet

La création de *Futurisme II*, de P. Henry, le 10, K. Weill le 11, Xenakis, Varèse, Cage le 15, Stravinski le 16, Beethoven le 18. (Secrétariat des Nuits de la Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul-de-Vence. Tél. : 93-32-81-63.)

## AVIGNON

11 juillet-9 août

Au cloître des Carmes : le *Cyclope*, création d'après Euripide,

musique de Betsy Jolas, mise en scène Bernard Sobel, direction Annie Mine, du 26 au 31 juillet. Chapelle des Pénitents-Blancs : la *Tour de Babel*, de G. Aperghis, après Aix, du 30 juillet au 4 août. Cinéma-musique dans la cour d'honneur : *Suite symphonique pour « Intolérance »* de Duhamel et Jansen, jouée pendant la projection du film de Griffith par l'Orchestre de l'Île-de-France dirigé par J. Mercier les 22, 23, 24 et 25 juillet. (Bureau du festival, 8, rue de Mons, 84000 Avignon. Tél. : 90-82-67-08.)

## Rhônes-Alpes/Franche-Comté

## SEMAINES MUSICALES DU MONT-BLANC

15 juillet-21 août

J. Menuhin le 15, C. Helffer et l'Orchestre Paul Kuentz dans Bach le 21, C. Bolling Trio le 29, concert Schubert le 4 août et Mozart-Bartok le 21.

(Office du tourisme, 74400 Chamonix. Tél. : 50-53-00-24.)

## LES ARCS

21 juillet-6 août

Concerts quotidiens à la carte avec G. Poulet, A. Dumay, E. Schumsky, C. Henkel, V. Pasquier, M. Moragues et une brochette d'excellents pianistes : M. Dabert, M. Beroff, J.-F. Heiser, J.-C. Penneret, sans oublier le quintette à vent Moragues. (Maison des Arcs, 94, bd Montparnasse, 75014 Paris. Tél. : 43-22-43-32.)

## SAINT-DONAT

23 juillet-11 août

Une académie de l'orgue autour de M.-Cl. Alain et des concerts de musique ancienne dont des Cantates de Bach avec la Grande Ecurie de J.-Cl. Malgoire, la participation de l'Orchestre Franz Liszt de Budapest et de celui de J.-F. Paillard.

(Centre international J.-S. Bach, 26260 Saint-Donat. Tél. : 75-45-10-29.)

## AMBRONAY

15 septembre-11 octobre

Encore de la musique ancienne, avec l'Academy of St. Martin in the Fields, J. Bowman, le claveciniste D. Morency, le pianiste P. Badura-Skoda, et le 11, le *Requiem* de Campra et le *Te Deum* de Lulli dirigés par Malgoire.

(Abbaye d'Ambronay, 01500 Ambronay-en-Bugey. Tél. : 74-38-09-87.)

## BESANCON

30 août-26 septembre

Après la finale du concours des jeunes chefs d'orchestre, le 4 septembre, une succession de concerts quotidiens qui ne sont pas tous de première taille, sauf la venue de la Philharmonie tchèque dirigée par V. Neumann (8 septembre), les deux concerts Kodaly du 14, les deux concerts de Dalberto avec l'Orchestre de la radio de Bâle dirigé par Rowicki les 18 et 19.

(Bureau du festival, rue Isenbart, 25000 Besançon. Tél. : 81-80-73-26.)

## RENCOTRES DE FRANCHE-COMTE

Jusqu'au 17 juillet

Phalanstère musical dans les Salles d'Arc-et-Senans avec une vingtaine de concerts non-stop autour d'A. Flammar, R. Fontanarosa, Ch. Ivaldi, A. Planas, P.-Y. Araud... (Centre musical de Franche-Comté, 9 bis, rue Charles-Nodier, 25000 Besançon. Tél. : 81-57-46-11.)

On trouvera, encarté dans la dernière livraison de *Le Monde de la Musique* (N° 91, juillet-août 1986), un supplément de 24 pages réunissant la quasi-intégralité des festivals de musique classique (en France et à l'étranger), de jazz et de danse. D'autre part, aux éditions du Sorbier, le *Guide 1986 des festivals et des expositions*, pour 49 F, tous les renseignements nécessaires à un été culturel prospère.

## Juillet à Paris

PARIS est sur la route des festivals. Tout le monde s'arrête. On ne l'annonce pas trop tôt, évidemment, pour ne pas gêner la suite impressionnante des programmes presque identiques que des attaches de presse présentent acrobatiquement comme absolument originaux. Mais cette haute fait l'affaire de tout le monde.

A la Villette, les 4 et 5 juillet, grand défilé de début de saison. Avec McCoy Tyner, Archie Shepp, Eddie Palmieri, Eddy Louiss, Wayne Shorter, Larry Schneider et le trio Jenny-Clark, et les célèbres Lounge Lizards, ces « Jean-Christian-Michel » à l'usage des mélomanes présents. On voit l'idée : pro-

gramme en béton, bal, célébration de l'endurance Day, écrans vidéo géants, comme dit la publicité, ça sera « une véritable fête du jazz ».

Dans un genre assez différent mais non moins véritable, Hervé Bourdet présente la cinquième édition de « Musiques et Jazz des années 80 », au Théâtre Aristo-Archéviens (du 2 au 12). Avec Toots, Aldo Romano, Tereza (le fils), Kessler (le vétéran), Berrocal et Deshayes (les duettistes), Capon (le violoncelliste), Deschappes, Delatree, Paban Das (musique indienne), et Barre Phillips. Musiques à suivre, sentiers plus lumineux que

battus, les événements se créent sur place, risques et périls compris.

Pour couronner dignement son premier lustre, le New Morning y va de son festival. Ce qui correspond d'ailleurs à la réalité profonde de son activité. Quatorze groupes différents en un mois, dans une salle aux dimensions aussi agréables qu'accueillantes, c'est l'aventure. Surtout lorsqu'on examine le générique : Fiesta Latina, Braxton, Chico Freeman, Randy Brecker, Don Cherry, Ray Barretto, John Scofield, Tito Puente, McCoy Tyner, Arturo Sandoval et Chet Baker pour l'éternité...

FRANCIS MARMAUDE.



Miles Davis.

## MONTREAL

Jusqu'au 7 juillet

Herbie Hancock, Antonio Carlos Jobim, Astor Piazzolla, Wayne Shorter, Antoine Hervé, Irène Schweizer, John Titchell. Rens. (514) 871-1881 (à Montréal, Canada).

## VIENNE

Jusqu'au 12 juillet

Eddie Palmieri, Ray Barretto, Xalam (2), McCoy Tyner, FONJ, avec John Abercrombie (3), nuit du blues (4), Lionel Hampton, Betty Carter, Hervé Sellin (7), Carla Bley et Steve Swallow (8), nuit brésilienne : Hermeto Pascoal, Caetano Veloso, Maria Bethânia (9), Herbie Hancock, Gil Evans, Joachim Kuhn Trio (10), Keith Jarrett, Gary Peacock, Deloquent, Pat Metheny avec Charlie Haden et Billy Higgins (11). Rens. : 74-85-00-05.

## VICHY

3-5 juillet

Escoffier, Bouleau Ferré, Babik, Reinhardt, Michel Péroz, André Coccardi, Slide Hampton, Alain Jean-Marie. Rens. : 70-32-54-28.

## MONTREUX

Vingtème anniversaire 3-19 juillet

Ney Matogrosso, Eddie Palmieri (3), Chico Buarque (4), New Orleans Night (5), Big Band Night (6), Blues Night (9), Pat Metheny, Wynton Marsalis (10), David Sanborn (23), Blue Note Night : Stanley Jordan, McCoy Tyner, Wayne Shorter (14), Al Jarreau (15), Richie Cole, Manhattan Transfer (16), Miles Davis, B.B. King, George Duke (17), Orchestre national de Lille, dirigé par J.-C. Casadesu, quatre-vingt-dix musiciens, avec Didier Lockwood, Astor Piazzolla et Jacques Higelin, Gary Burton, George Benson (18), Tania Maria, Spyro Gyra, Chris Reun, Herbie Hancock, Sadao Watanabe, George Howard (19). Rens. : 42-71-31-25 (Paris) (19-41) 21-63-12-12 (Montreux).

## SORGUES

4-6 juillet

Didier Lockwood, André Jaume, François Méchali, Henri Texier, La-ville, Johnny Griffin. Rens. : 90-39-90-90.

## MONTAUBAN

9-12 juillet

Phonolite Trio, Orpheon Celesta, Fox Troc, Bill Edgar's Swing Jazz

Trio, Slapstick, Jay McShann, Doc Cheatum, Buddy Tate, Jean-Paul Amoureux, Clark Terry, Otis Rush, Guy Lafitte, Harold Ashby, Carrie Smith, Tenors Unlimited; François Biessan, Philippe Laudet, Ornica; Newport Jazz Festival All Stars; Warren Vaché, Norris Turney, Scott Hamilton, Harold Ashby, George Wein, Slam Stewart, Oliver Jackson.

## NICE

10-20 juillet

Lionel Hampton, Miles Davis, Buddy Rich, Herbie Hancock, Spyro Gyra, John Mayall, Tania Maria, Eddie Gomez, Richie Cole, Lee Konitz, Wayne Shorter, George Wein, Scott Hamilton, Warren Vaché, Slam Stewart, Dr. John, Otis Rush, Anthony Palmer, Special EPK, Humphrey Lyttleton Band, Mono Leindick, Birell Lagrene, Ray Mantilla, Dr. Dixie Jazz Band, Sadao Watanabe; Malavoi, Zachary Richard, Maxin Sauri, Marcia Maria, Clark Terry, Benny Powell, Marshall Royal, Jay McShann, Gus Johnson, Jimmy Owens, Hilton Ruiz, Jimmy Cobb, Doc Cheatum, Major Holiday, John Lewis, Carrie Smith, Buddy Tate, Slide Hampton, Slim Gaillard, Les Haricos, Gérard Badini, Georges Arvanitas, Michel Gaudry, Moustache, Dixieland All Stars. Rens. : 93-21-22-01.

## ANTIBES

19-27 juillet

Pat Metheny, Hermeto Pascoal (19), Tito Puente, Celia Cruz (20), Carmen McRae, McCoy Tyner, l'Orchestre national de Jazz avec John Scofield (21), George Benson (22), Ray Barretto, Bernard Sanborn (24), Joe Zawinul, Eddie Louiss (25), Keith Jarrett, Gary

Galas, Michel Bismut, René Nan, Jacques Médaille, Roger Guérin, Elizabeth Caumont, Christophe Greaux, Patrick Monod, Stéphane Huchard, Benny Bailey, Jimmy Woode, Dado Moroni. Rens. : 65-37-04-93.

## SAINT-SEBASTIEN

23-27 juillet

Don Cherry, Miles Davis (24), George Benson (25), New York All Stars : Jimmy Owens, Slide Hampton, Jimmy Heath, Hilton Ruiz, Percy Heath, Jimmy Cobb; Michel Portal Unit : Kuhn, Jenny-Clark, Humair, Mino Cinelu (26), Vienna Art Orchestra, McCoy Tyner, Freddie Hubbard, Joe Henderson, Woody Shaw (27). Rens. : (19-34) 43-10-02.

## VITORIA-GASTEIZ

15-19 juillet

Manhattan Transfer, Pat Metheny, Stanley Turrentine, Milt Jackson, Ray Brown, Carmen McRae, Tania Maria, Wynton Marsalis, Albert King. Rens. : (19-34) 45-23-34.

## GODES

3-10 août

Martial Solal, Daniel Humair, J.-F. Jenny-Clark. Rens. : 90-72-02-75.

## LA SEYNE-SUR-MER

7-10 août

Marcel Sabiani, Stéphane Caplain, Frank Panti, Barney Wilen, Daniel Humair Group, Steve Lacy, Mal Waldron, André Jaume, Joe McPhee, Pierre Favre, Jean-Marc Montero. Rens. : 94-94-18-03.

## MARCAC

14-16 août

Stuff Quarter, Guy Lafitte, Daniel Humair, Marc Henmeller, Ili-nois Jacquet, Didier Lockwood, Gordon Beck, Dave Green, Monty Alexander, Art Farmer, Johnny Griffin, Slide Hampton, Marcac New Orleans Fanfare, Banana Jazz, Gilbert Leroux, Irakli, Saury. Rens. : 62-09-31-98.

## CHANTENAY-VILLEDEU

29-31 août

Michihiro Sato, John Zorn, George Lewis, Kenny Wheeler, Philippe Deschepper, Daunik Lazro, Tony Coe, Lol Coxhill, Begnat Achary, Michel Dopedu, Raymond Boni, Entergast Pentergast. Rens. : 43-95-99-82.

## Étoile de mer, et toiles de Maîtres.

Beaux Arts Magazine vous offre avec son numéro de juillet, un guide format de poche de 64 pages, sur tous les musées et les expositions de la France en vacances. "Guide Expositions et Festivals ETE 86" gratuit avec Beaux Arts Magazine chez votre marchand de journaux.

**Beaux Arts**



PROJET FRANCE  
BRESIL - MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (Service des Affaires Internationales)  
MINISTRE DE LA CULTURE Avec le soutien de BANCO DO BRASIL S.A.

# "COULEURS BRESIL"

Musique Populaire Brésilienne

AU ZENITH

Mercredi 2 juillet  
à 20 H 30

Jeudi 3 juillet  
à 20 H

Vendredi 4 juillet  
à 20 H

**BADEN POWELL** **PAULINHO DA VIOLA** **DJAVAN**  
**MARIA BETHANIA** **MILTON NASCIMENTO** **GAL COSTA**  
**CHICO BUARQUE** et la participation de **PAULO MOURA**  
**GILBERTO GIL**  
avec l'aimable autorisation de l'Olympia

A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

Dimanche 6 juillet  
Fête des Musiques du Nordeste de 18 H à 24 H

**SERGIO HABIB** **FAFA DE BELEM** **ARMANDINHO &**  
**CHICO MARANHÃO** **LUIS GONZAGA** **MORAES MOREIRA**  
**CESAR VALENTE** **ALCEU VALENÇA** **BAL POPULAIRE**  
(Orchestra "Frevo")

AUX CINÉMAS OLYMPIC-ENTREPOT

Du 2 au 15 juillet

QUINZAINE DU CINÉMA MUSICAL BRÉSILIEN

**UAP International**

Location : 3 F N A C / CLEMENTINE. Renseignements : (1) 42.40.60.00

## THEATRE

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

### Les salles subventionnées

**OPÉRA** (47-42-57-50), 19 h 30 : mer., sam., mar. : la Bohème ; jeu. : Don Quichotte ; ven., lun. : Salammbô.  
**SALLE PAVART** (42-96-06-11), 19 h 30 : jeu., ven., lun. : la Fille enchantée.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15), mer., ven., lun. : 20 h 30 : dim. à 14 h 30 : le Bourgeois gentilhomme ; jeu., dim., mar. : 20 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie ; sam. à 20 h 30 : le Balcon.  
**CHAILLOT** (47-27-81-15) : clôture annuelle.  
**ODÉON** (43-25-70-32) : répétition jusqu'en décembre.  
**PEITIT ODÉON** (43-25-70-32), clôture annuelle.  
**TEP** (43-64-80-80) : clôture annuelle.  
**RENAISSANCE** (42-77-12-33), mar. : Vierge-émigrée ; jeu., à 13 h : En remuant le Minisipi, de R. Maziou ; 16 h : Aida, de Verdi ; 19 h : le Lac des cygnes, de Tchaïkovski ; Cendrillon / Spectacles ; sam. à 16 h, dim. à 18 h 30 : Dancin' in Paris ; sam. à 14 h 45 : dim. à 17 h 15 : Performance de Y. Chuma ; cinématographique de la danse : sam. à 18 h 30 : hommage à J. B. ; jeu. : 20 h 30 : Y'en a marre...ez vous.  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-61-19-83) : clôture annuelle.  
**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), clôture annuelle.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-28-34), clôture annuelle.

### Les autres salles

**ATELIER** (46-06-49-24) (D. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h : Hot House.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-00-34) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h 30 : les Amoureux de Noëlle.  
**BOURVILL** (43-74-17-54) (D. lun.) 22 h, sam. 16 h : Pas deux comme elle ; 20 h 30 : Y'en a marre...ez vous.  
**CENTRE CULTUREL DU XVIIÈ** (45-43-32-92) (D. lun.) 20 h 30 : Poquelin et les autres.  
**CENTRE LATINO-AMÉRICAIN** (45-08-48-28) (D. soir, L., mar.) 20 h 30, dim. 16 h : Kabaret de la dernière chance.  
**CENTRE MADAPAS** (45-58-01-60) (D. L.) 20 h 30 : Mort d'Olivier d'Ajumo (dern. le 5).  
**CITÉ DES SCIENCES** (40-05-70-00) 16 h : Le cabinet de lecture (jusqu'au 4).  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11) (D.) 21 h : Poil de carotte.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS** (47-00-19-11) (D.) 20 h 30 : P. P. P.  
**DECHARGEURS** (42-36-00-02) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 16 h : Pédale avec Vicky Messia.  
**EDEN-THÉÂTRE** (43-56-64-37) (D., L., mar.) 21 h : Du sang sur le cou du chat.  
**ESPACE GAITÉ** (43-27-95-94) (D.) 22 h : Vieilles Canailles (à partir du 7 à 21 h) ; (L., mar.) 20 h 30, sam., dim., 14 h 30 : Histoire de comar (dern. le 6).  
**ESSAÏON** (42-78-46-42) (D. soir, L.) 21 h, mar., sam., dim. 17 h : la Nuit du 4 août ; (dern. le 5) ; (D., L.) 19 h : Une Saison en enfer.  
**FONTAINE** (48-74-74-40) (D.) 20 h 30, sam. et 19 h : Les mystères du confessional ; (D.) 22 h, sam. et 15 h 30 : Les chausures de Madame Gilles.  
**GAITÉ-MONTFARNASSE** (43-22-16-18) (D. soir, lun.) 21 h, mar., dim. 15 h : Messieurs les Ronds-de-cuir.  
**GALLERIE 55** (43-26-43-51) (D., lun.) 20 h 30 : The Fantasticks.  
**GRAND HALL MONTORGUEIL** (39-52-42-79) 20 h 30 : Fête des mânes.  
**GUICHET-MONTFARNASSE** (43-27-88-61) (D., lun.) 21 h : Des oiseaux par les yeux ; (dern. le 5).  
**HUCHETTE** (43-26-38-99) (D.) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Léon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.  
**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99) (D. soir, lun.) 20 h 30, mar., dim. 15 h : la Voisine.  
**LUCERNAIRE** (45-44-57-34) (D., L.) 19 h : les Délices de l'amour ; 20 h 30 : le Rive national ; 22 h : Pas de balcon pour

Roméo. Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là ; (dern. le 5) ; les L., mer., V. à 19 h : Pardon m'sieur Prévert.

**MAISON SUISSE** (Cité internationale) (45-89-36-49) les 3, 4, 5, 20 h 30 : Exercices de style.

**MARIE-STUART** (45-08-17-80) (D., L.) 18 h 30 : l'Entrée en matière (dern. le 6).  
**MÉCÈNE** (42-77-40-25) (D., L., M.) 20 h 30 : Oh Gino.

**MICHEL** (42-65-35-02) (D. soir, lun.) 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six.

**PALAIS DES GLACES** (46-07-49-93) (D. soir, L.) 21 h, dim. 17 h : Et Juliette.

**PALAIS-ROYAL** (42-97-59-81) (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

**PORTÉ GENTILLY** (45-80-30-30) (D. soir, L., mar.) 20 h 30, dim. 17 h : Que leur a-t-il à ton moustre ? (dern. le 6).

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93) (D.) 21 h : Laissez-les vivre (dern. le 5).

**TAI TH D'ESSAI** (42-78-10-79) I. du mer. au sam. 20 h 30 : l'Etrange des jours. - II. Du mer. au sam. 20 h 30 : Huis clos.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (43-22-11-02) (D.) 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

**THÉÂTRE DE L'ÎLE SAINT-LOUIS** (46-33-48-65), jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Astro Folies Show.

**THÉÂTRE NOIR** (43-46-91-93) (D. soir, L.) 20 h 30 : dim. 17 h : Jacques ou la soumission (dern. le 6).

**TINTAMARRE** (48-47-33-82) (D., L., V., dim., lun.) 18 h 30 : le Voyage immobile (dern. le 5) ; mer., jeu., sam., 18 h 30 : Bouffonnerie épique ; 21 h 30 : Y'en a marre...ez vous ; ven., 18 h 30 : Buffo ; 22 h 30 : Phédr.

**THÉÂTRE DU TOURTOUR** (43-87-82-48) (D., lun.), 18 h 30 : Nannou.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40) (D.) 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or.

**VARIÉTÉS** (42-33-09-92) (D. soir, L.) 20 h 45, mar., dim. 15 h 30 : l'Age en question.

### Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35) (mar.) 21 h 45 : En manches de chemise ; (L.) 23 h : Banc d'essai des jeunes ; (L.) 23 h : Drôle de larme.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) (D.), L. 20 h 15 + sam. 18 h 30 : Arrah = MICE ; 21 h 30 : les Dénoués Loulou II ; 22 h 30 : l'Enfer des blaireaux ; - II. 20 h 15 + sam. 24 h : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-45-11) (D.), L. 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tient, voilà deux bouddins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours ; - II. 21 h 30 : le Chronomètre châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes ; - III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.  
**DOMINO** (43-37-43-51) (L.), 22 h 30 : Viol à la tire.  
**L'ÉCUME** (45-42-71-16) (D., L.), 21 h : R. Revnaud conte... ; lun. 21 h : Et puis après ce jour.  
**ESPACE MARAIS** (42-71-10-19) (D., L., mar.), 18 h 30, dim. 20 h : Ça va, ça vient (dern. le 6).  
**GRENIER** (43-80-48-01) (D., L., mar.), 22 h : Non je n'ai pas disparu.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50) (D.), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, ou sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03) (D., L., mar.), 18 h 30 : D. and J. Memores ; (D.), 20 h 15 : Moi le crapote, mes parents ragaillard ; 21 h 30 + sam. 24 h : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

**TINTAMARRE** (48-87-33-82) (D., L.), 21 h 30 : Y a-t-il un fil dans la salle ? ; mer., mer., sam., 18 h 30 : le Voyage immobile (dern. le 5) ; sam. 16 h : la Tumbale ; 22 h 30 : Phédr.

### Music-hall

**CAVEAU DES OUBLIETTES** (43-54-94-27), 21 h : Chansons françaises ; mer., jeu., ven., sam., 19 h : le Rat dans la courbe.

**LUCERNAIRE** (45-44-57-34), le 5, à 15 h : Adieu ; à 20 h : C. Vence chante Boris Vian.

**PIGION DE LA BUTTE** (43-62-57-95) (D., L.), 22 h : P. Pédin, Rachel.

**TROTTIERS DE BUENOS-AIRES** (42-33-58-37) les mar., mer., jeu. à 22 h ; les ven., sam. à 21 h et 23 h : O. Piro Quintet.

### Opérettes, comédies musicales

**A DEJAZET, TLP** (48-87-97-34) (L.) 20 h 30, dim. 16 h : la Petite Boutique des horreurs.

**GYMNASÉ MARIE-BELL** (42-46-79-79) (D., L.) 20 h 30 : Lady Day.

**THÉÂTRE DE L'ŒUVRE** (48-74-42-52), (sam., dim., lun.) à 21 h : dim. à 18 h : Grand-Père Scholimo.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50) (D., Me. soir) 20 h 45, mer. à 15 h : le Capitaine Fracasse.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93) (dim., lun.) à 21 h : le Cocktail de Sergio (à partir du 8).

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : Touche pas à mon vote.

### La danse

(voir théâtres subventionnés)

**BOUFFES DU NORD** (42-39-34-50) (D., L.) 20 h 30 : le Bal des masques (dern. le 5).

### En région parisienne

**MAISONS-LAFFITTE**, Châteaux (39-62-01-49), le 6, 17 h : Clavecin.

**MEAUX**, Académie internationale d'orgue (64-34-90-11), le 2 à 21 h : Récital d'orgue ; - Cour du vieux châtelet (64-34-90-11), les 4, 5 à 22 h 30 : Spectacle son et lumière.

**MIRAMAS-LE-VIEUX**, place du Château (80-58-09-94), le 11 à 22 h : Léo Ferré.

**MITRY-MORY** (64-34-90-11), le 4 à 21 h : Orgue.

**MONTREUIL**, salle Berthelot (48-58-65-33), le 5 à 18 h 30, le 6 à 16 h : Soirées bouffonnes ; le 5 à 14 h 30 : Trois jours quelquefois sous l'arbre (à 21 h : jusqu'à 4) ; le 8 à 21 h : la Grande Sauterie et le Mouff.

**NEUILLY**, Athlétique (46-24-03-83), (D. soir, L., M.), 20 h 30, D. à 16 h : Tausers sans page.

**ORSAY**, Centre scientifique (69-41-66-12) les 5 et 8 à 21 h : Concert des professeurs.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J.-L. El. : ouvert jusqu'à... heures

### DINERS AVANT SPECTACLE

**FLORA DANICA** 43-59-20-41 19 h à 22 h. Vue agréable sur le jardin. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. Hens d'œuvre dansés. FESTIVAL DE SAUMON, CANARD SALE, MIGNON DE RENNE.

### DINERS

**ARMAND** 6, rue du Beaujolais, 1<sup>er</sup> (Palais-Royal) 48-87-29-23 Tous les jours. Dîner une ancienne et belle cave, valais du XVIII<sup>e</sup>, la mer libre aux tables : poissons fins, turbot, bar, homard, Giguère. Menu 120 F. Accueil J. 1 h de matin. Restaurant par G. et M. Milan. Tél. 42-40-45-11.  
**SAADA** 37, rue Beaumont, 3<sup>e</sup> 48-87-29-23 TLJ. Dégustation et dîners d'affaires. Banquets. Mariages. Ambiance typique avec danseuses.  
**RELAIS BELMANN** 37, rue François-1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup> 47-23-54-42 F. sam., dim. Jusqu'à 21 h 30. Cade dignes et confortables. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. Soirée aux corgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.  
**PAGODA** 50, rue de Provence, 9<sup>e</sup> 48-74-81-48 Spécialités chinoises. Dég. dîn. T.L.J. jusqu'à 22 h 30. « Un des meilleurs canards laqués de Paris ». Gault et Millau. « Cambodge et grande cuisine ». Figaro Magazine.  
**DOUCET EST** 8, rue du 8-Mai-1945, 10<sup>e</sup> 42-06-40-62 Tous les jours. J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasserie, menus 60,95 et 91,40 F.s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1<sup>er</sup>. Spéc. : POISSONS, choucroute, FOIE GRAS frais maison.  
**CLOSERIE SARLADAISE** 94, bd Diderot, 1<sup>er</sup> 43-46-85-07 Tous les jours. Dégustation d'affaires - Dîners - Salons pour groupes.  
**PALAIS DU TROCADERO** 47-27-05-02 Tous les jours. Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.  
**YVONNE** 13, rue de Bassano, 16<sup>e</sup> 47-20-98-15 VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Diverses spécialités. Carte, environ 150 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.  
**EL PICADOR** 80, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup> 43-87-28-87 F. lundi, mardi. Dég. dîn. J. 22 h. Spéc. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambas, bacalao, calamars tiels. Environ 145 F. Formule à 79,90 F.s.c. avec spécialités.  
**ANNICK et FRANCIS VALLOT** 75, av. Née, 1<sup>er</sup> 42-27-48-44 Dans leur nouveau décor Napoléon III. Les produits de 1<sup>re</sup> qualité. Cuisine personnalisée. Dégustation, dîners aux chandelles. Terrasse. F. dim. soir et lundi.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

**ALSACE A PARIS** T.L.J. 9, place St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>. Salons. CHOUCRUTES. Grillades. POISSONS. TERRASSE PLEIN AIR. PATISSERIES.

## ABONNEMENTS

CONCERTS RADIO FRANCE TEL 42.30.18.18

# ROCK ET PHOTO

La Fnac aux Rencontres d'Arles : soirée « Rock et Photo » 6 juillet 86 - 22 h 15  
Théâtre Antique  
Réservations Fnac et office du tourisme d'Arles.

هنا من الأصل



## FESTIVALS

FESTIVAL DU MARAIS  
PARIS  
(46-67-74-31)

Centre culturel Villeneuve-Bruceville (D.)  
20 h 30 : Les Éclairs.

Cave gothique de l'abbaye de Marais (D.)  
20 h : An parrot vert.

Jeanne Public, hôtel de Marie 14 h 30 : Bon  
voyage (dém. 5).

Hôtel d'Amour (D) 21 h 30 : la Tour.

Croque d'été, le 2 à 21 h : les Petits  
Chanteurs de Vienne (Bruckner,  
Strauss) ; les 3, 4, 5, 6, 7 à 20 h 30 : la  
Folclita Primaria.

Eglise Saint-Martin, le 4 à 21 h 15 : Quator-  
ze à cordes du Monastère de Salz-  
burg.

Eglise des Bénédictins, le 7 à 21 h 15 : Kam-  
merchor de Moritz Museum (Wolf,  
Bruckner, David).

ILE-DE-FRANCE  
(47-23-86-84)

COURMAYEUR, Châteaux et Eglise, le 6 à  
15 h : Orchestre de chambre J.-L. Petit.

MAISON-LAFITTE, Châteaux, le 6 à  
15 h 30 : Ens. vocal M. Piquemal.

Auvergne

SAINT-VITAL, XIII<sup>e</sup> Fêtes chorales  
(71-57-50-26) : Eglise, le 3, à 21 h ;  
Ensemble Percussion ; le 4, à 21 h ;  
(idem) : Ensemble folklorique de  
Roumanie ; le 5, à 21 h (idem) ;  
Groupe Pachacamac ; le 7, à partir de  
18 h : Festival non-stop de musique  
latino-américaine.

BOURGOGNE

BEAUNE, Rencontres musicales (80-  
22-24-51) : Cour des bourgeois, le 4, à  
21 h : La Grande Éclaircie et la Cham-  
bre du Roy, J.-C. Malgouère (dir.)  
(Mozart, Requiem) ; le 5, à 21 h :  
(idem) : Ensemble folklorique de  
Roumanie ; le 6, à 21 h (idem) ;  
Groupe Pachacamac ; le 7, à partir de  
18 h : Festival non-stop de musique  
latino-américaine.

DIJON, Estivade (80-67-51-51) : Thé-  
âtre, les 3, 4, 5, à 20 h 30 : Compagnie  
de ballet du théâtre municipal ; du 8  
au 19 (idem) : Subtils Lézards,  
théâtre de salon ; le 9, à 20 h 30 (lieu  
à vérifier) : Orchestre de chambre  
B. Thomas. Festival « Spécial Amé-  
riques » (80-67-17-71) : le 6, à  
21 h (lieu à vérifier) : Le Concert Ar-  
ban et Annapolis Brum Quintet ; le 7  
(idem) : J.-L. Langoustier, trio V. Mar-  
tin ; Venguet ; le 8 : les Saquebottes  
de Toulouse et Edward Tarr ; le  
10 (idem) : Trio Moschini, Concert  
Arban.

BRETAGNE

CHATEAUGUEN, Châteaux, le 4, à  
21 h : Théâtre chorégraphique de  
Rennes.

DINAN, X<sup>e</sup> Festival (96-39-22-43) :  
Théâtre, le 3, à 20 h 45 : Chants des  
« Bains et des Bains » ; Eglise de  
Saint-Martin, le 4, à 20 h 45 : Ensem-  
ble vocal Les Talens (Liszt :  
Christus) ; Théâtre, le 5, à 20 h 45 :  
Harpe celtique.

JOSSÉLYN, Ensemble Stage : Châ-  
teau, le 5, à 21 h.

KEROUZERE, Orchestre de chambre  
de Vannes, Théâtre chorégraphique  
de Rennes : Châteaux, le 6, à 21 h.

LOCKRONAN, Festival de musique  
classique (98-91-70-14) : Eglise, le 6,  
à 21 h : Quatuor vocal russe de Nic.

CENTRE

CHARTRES, Festival d'orgue (37-21-  
54-03) : Cathédrale, le 6, à 17 h :  
Françoise Riemer.

LE NOYER, XX<sup>e</sup> Festival de Bonnard-  
Le Noyer (48-58-70-06) : Théâtre, le  
4, à 20 h 30 : Histoires, conte poursen, par  
l'atelier théâtral de Bourges ; Eglise,  
le 6, à 21 h : Orchestre et chœurs  
Villeneuve (Bach, Mozart).

SULLY-SUR-LOIRE, XIII<sup>e</sup> Festival  
international (32-53-05-95) : Châ-  
teau, le 4, à 21 h : Orchestre philhar-  
monique royal des Flandres (Berlioz,  
Liszt) ; Campo Santo d'Orléans ; Ca-  
thédrale d'Orléans, le 5, à 21 h 30 :  
Même orchestre, Chœur E. Brasseur  
(Verdi : Requiem) ; Châteaux, le 6, à  
19 h : Orchestre philharmonique de  
Berlin, quatuor Brandis (Mozart,  
Haydn, Beethoven).

TOURS, Semaine musicale (47-20-  
99-95) : Salle des Tanneurs, le 9, à  
21 h : T. Kolos, S. Kratchenko.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BAIXAS, Festival méditerranéen (42-  
86-82-14) : Eglise, le 10, à 21 h : Or-  
chestre de chambre de Neuchâtel.

CAP D'AGDE, Eglise, le 3, à 21 h :  
Ensemble vocal et Orchestre Eliaz.

CASTRIS, Eglise, le 7, à 21 h : Or-  
chestre philharmonique de Stras-  
bourg.

PERPIGNAN, Palais, le 5, à 21 h :  
Nouvel Orchestre philharmonique de  
Radio-France ; le 8, à 21 h (idem) ;  
Orchestre philharmonique de Stras-  
bourg.

CARCASSONNE, Festival de la Cité  
(68-25-33-13) : Théâtre, les 8, 9, à  
21 h : Les Inquisiteurs, création de la  
Compagnie G. Vassal ; les 2, à 21 h  
(idem) ; Compagnie Antonio Gades ;  
le 6, à 21 h, (idem) : Orchestre de  
chambre de Toulouse, chœurs de Car-  
cassonne (Mozart : Messe du Couron-  
nement).

MONTPELLIER, VII<sup>e</sup> Festival interna-  
tional de danse (67-66-00-92) : Cour  
J. Cour, les 4, 5, à 21 h : Compagnie  
K. Crenon ; les 8, 9, 10, à 21 h  
(idem) : Nederlands Dans Theater ;  
Cour des Ursulines, les 7, 8, 9, à

21 h : Ris et Danse ; Opéra, le 3, à  
21 h : Les Ballets de Monte-Carlo  
(Giulio) ; Théâtre Grammont, le 3,  
à 21 h : Vals Blood ; les 7, 8, à 21 h  
(idem) ; Compagnie C. Marciano.

SAINT-GUILHEM-LE-DESEKRT,  
XIV<sup>e</sup> Festival ou Fêtes romanes (67-  
63-14-99) : le 6, à 21 h 15 : S. Vartio  
(orgue) (Bach, Clémence, Fresco-  
baldi).

PROVENCE-COTE D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE, 39<sup>e</sup> Festival in-  
ternational d'art lyrique (42-23-  
11-20) : Arch. : les 4, 6, 10, à  
21 h 15 : Don Giovanni, opéra de Mo-  
zart, dir. musicale : S. Solter, mise  
en scène : G. Bourdier ; le 3, à 21 h 30  
(idem) ; M. Price : Chœur Saint-  
Louis, le 5, à 21 h 30 : J. Bolet ; Ca-  
thédrale Saint-Sauveur, le 6 à 17 h :  
Chœurs The Sixteen, dir. : H. Christo-  
phers (de Victoria, Palestrina) ;  
Chœur Saint-Louis, le 7, à 21 h 30 :  
Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. :  
S. Solter (Strauss) ; Chœur Saint-  
Sauveur, le 7, à 12 h : R. Cowan ; le 7,  
à 18 h (idem) ; O. Bar ; le 8, à 18 h  
(idem) ; R. Cooper ; le 9, à 12 h et  
18 h (idem) ; le 10, à 12 h (idem) ;  
D. Upshaw ; le 10, à 18 h (idem) ;  
M. Torzewski ; Archévéché, le 9, à  
21 h 15 : Idem, opéra de Mozart,  
dir. musicale : R. Graf, mise en  
scène : P. Strasser.

AIX dans la rue, Manufacture des Al-  
lemettes, le 3 à 19 h 30 : Compagnie  
Contre-Jour ; Ecole normale, le 3, à  
21 h 45 : Bethève Dance Company ;  
le 4, à 18 h : le 5, à 21 h 45 (idem) ;  
Suzan Baigre Project ; Scène munici-  
pal, les 4, 5, 6, à 19 h 30 : Danse for  
Liberty ; Ecole normale, le 7, à  
21 h 45 : Compagnie de la Place Blanche ;  
le 8, à 21 h 45 (idem) ; Compagnie  
Ariane ; Place des Fontaines, le 9,  
à 22 h 30 : Groupe Duno ; Ecole  
normale, le 10, à 21 h 45 : Moxie  
Dance théâtre.

ARLES (90-96-47-00), Pégasus avec  
vingt groupes folkloriques régionaux,  
le 4, à 21 h 30, bel Châteauneuf, aux  
Arènes ; III<sup>e</sup> Rencontres de la Tradi-  
tion, le 5 et le 6, théâtre des Aly-  
camps.

AUPP, Orchestre Provence Côte  
d'Azur, dir. : Ph. Bender (Vivaldi,  
Tchaïkovski).

BANDOL, Journées internationales de  
chant choral, le 6, à 21 h, église.

BAR SUR LOUP, Orchestre Provence  
Côte d'Azur, M. Damonte (mezzo)  
(airs d'opéra), le 5, à 21 h, place du  
village.

BORMES-LES-MIMOSAS, Ensemble  
de cuivres G. Tournier (Sostak-  
ovich, Grieg), le 5, à 21 h, fort de  
Bregagnon ; Ensemble de cuivres  
d'Aquitaine, le 7, à 21 h, Eglise.

CANNES, Ballets Ross Hightower, Or-  
chestre Provence Côte d'Azur, le 7, à  
20 h, Palais des Festivals ; Keith Jarrett,  
le 9, à 18 h 45 (idem).

CAP D'AIL, Jeune Ballet théâtre, le 4,  
à 21 h 30, théâtre J.-Coclain.

CASSIS, C. Kahn, le 5, à 21 h 30, thé-  
âtre de verdure, Orchestre Palayan, le  
7, à 21 h (idem).

CAVALAIRE, le Loup-Garon, de  
R. Vitrac, le 4, à 21 h 30, théâtre de  
verdure ; Madame est sortie, de  
P. Jardin, le 5, à 21 h 30 (idem) ; les  
Vilains, de Razzano, le 6, à 21 h 30  
(idem) ; l'Épreuve, de Marivaux, le  
7, à 21 h 30 (idem) ; III<sup>e</sup> l'espigol,  
de Ch. de Costar, le 9, à 21 h 30  
(idem).

CHATEAUVALLON, Bella Lewitzky  
Dance Company, les 8, 9, 10, à 22 h,  
amphithéâtre.

CHATEAU-ARNOUX, Festi-jazz :  
M. Portal, D. Humair, Ph. Catherine,  
le 4, à 20 h, ferme de Foss-Robert.

HYÈRES, Orchestre de chambre eu-  
ropéen, dir. : L. Martini (Grieg, Haydn,  
Danz, Puccini), le 8, à 21 h, église.

PREJUS, Orchestre symphonique  
Royal Northern College of Music de  
Manchester (Mozart, Haydn, Schu-  
bert, Rossini), le 10, à 21 h 30, thé-  
âtre romain.

LA FONTAINE-DE-VAULCISE,  
Quatuor Sine Nomine (Haydn, Bee-  
thoven, Brahms), le 4, à 21 h, église.

ISLE-SUR-LA-SORGUE, Internatio-  
nal Magic Show, le 9, à 21 h 30, cour  
du lycée.

LOURMARIN, G. Magnan (Beetho-  
ven, Fauré), le 9, à 21 h 15, château.

MASSILLON, Festival folklorique, les  
4, 8, 9, à 21 h 30, école de Châtea-  
neuf ; Journées internationales de  
chant choral, le 5, à 21 h, et le 8, à  
15 h, abbaye de Saint-Victor.

MIRAMAS, la Marmite infernale, le 4,  
à 22 h, place du château ; C. Cour-  
not, le 5, à 22 h (idem) ; P. P. Ich Li-  
bido, Stocks, le 6, à 22 h (idem) ; Tic-  
Tac ou l'Horloge de feu, le 7, à 22 h  
(idem) ; Vie et Mort d'Azéquin, le 8,  
à 22 h (idem) ; le 10 : Quatuor de la  
conférence des Reus.

NICE, P. Roca, J.-J. Kantorow, P. Mil-  
ler, G. Deplus (Mozart, Ravel, Schu-  
mann), le 9, à 21 h, théâtre de Cimiez.

LA ROQUE-PANTHERON, Quatuor  
Sine Nomine (Haydn, Beethoven,  
Brahms), le 5, à 21 h, abbaye de Sil-  
vacane.

ROQUEBROU-CAP-MARTIN,  
Drama Group, le 9, à 21 h, théâtre.

SALON-DE-PROVENCE, XII<sup>e</sup> Festi-  
val des feux, les 4, 5, à 21 h, place  
des Centaures ; Horn-Festival : No-  
stradamus et Catherine de Médicis, le  
9, à 21 h, château de l'Empereur.

SAINT-RAPHAËL, Festival interna-  
tional de jazz New-Orleans, les 5, 6,  
à 17 h 30 et 21 h, promenade des Bains  
et place Kennedy.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE, or-  
chestre dirigé par B. de Vinograd,  
L. Antonini (orgue) (Mozart, Li-  
gati, Berlioz), le 10, à 21 h 30, caté-  
gale Saint-Martin.

SORGUES, III<sup>e</sup> Jazz Festival interna-  
tional, avec D. Lockwood Quartet, le  
4, à 21 h, château ; Quartet  
A. Jaume, Quintet H. Texier, le 5, à  
21 h (idem) ; la Velle Quintet,  
J. Griffin Quintet, le 6, à 21 h  
(idem).

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

## MUSIQUE

## Les concerts

MERCREDI 2 JUILLET

Tour Eiffel, salle G. G. : 19 h : Groupe  
vocal de France (Debussy, Ravel, Pu-  
lenc, Lur, Messiaen).

Eglise Saint-Louis au Flin, 21 h : Or-  
chestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

Table verte, 22 h : voir le 2.

CAVALAIRE, le Loup-Garon, de  
R. Vitrac, le 4, à 21 h 30, théâtre de  
verdure ; Madame est sortie, de  
P. Jardin, le 5, à 21 h 30 (idem) ; les  
Vilains, de Razzano, le 6, à 21 h 30  
(idem) ; l'Épreuve, de Marivaux, le  
7, à 21 h 30 (idem) ; III<sup>e</sup> l'espigol,  
de Ch. de Costar, le 9, à 21 h 30  
(idem).

CHATEAUVALLON, Bella Lewitzky  
Dance Company, les 8, 9, 10, à 22 h,  
amphithéâtre.

CHATEAU-ARNOUX, Festi-jazz :  
M. Portal, D. Humair, Ph. Catherine,  
le 4, à 20 h, ferme de Foss-Robert.

HYÈRES, Orchestre de chambre eu-  
ropéen, dir. : L. Martini (Grieg, Haydn,  
Danz, Puccini), le 8, à 21 h, église.

PREJUS, Orchestre symphonique  
Royal Northern College of Music de  
Manchester (Mozart, Haydn, Schu-  
bert, Rossini), le 10, à 21 h 30, thé-  
âtre romain.

LA FONTAINE-DE-VAULCISE,  
Quatuor Sine Nomine (Haydn, Bee-  
thoven, Brahms), le 4, à 21 h, église.

ISLE-SUR-LA-SORGUE, Internatio-  
nal Magic Show, le 9, à 21 h 30, cour  
du lycée.

LOURMARIN, G. Magnan (Beetho-  
ven, Fauré), le 9, à 21 h 15, château.

MASSILLON, Festival folklorique, les  
4, 8, 9, à 21 h 30, école de Châtea-  
neuf ; Journées internationales de  
chant choral, le 5, à 21 h, et le 8, à  
15 h, abbaye de Saint-Victor.

MIRAMAS, la Marmite infernale, le 4,  
à 22 h, place du château ; C. Cour-  
not, le 5, à 22 h (idem) ; P. P. Ich Li-  
bido, Stocks, le 6, à 22 h (idem) ; Tic-  
Tac ou l'Horloge de feu, le 7, à 22 h  
(idem) ; Vie et Mort d'Azéquin, le 8,  
à 22 h (idem) ; le 10 : Quatuor de la  
conférence des Reus.

NICE, P. Roca, J.-J. Kantorow, P. Mil-  
ler, G. Deplus (Mozart, Ravel, Schu-  
mann), le 9, à 21 h, théâtre de Cimiez.

LA ROQUE-PANTHERON, Quatuor  
Sine Nomine (Haydn, Beethoven,  
Brahms), le 5, à 21 h, abbaye de Sil-  
vacane.

ROQUEBROU-CAP-MARTIN,  
Drama Group, le 9, à 21 h, théâtre.

SALON-DE-PROVENCE, XII<sup>e</sup> Festi-  
val des feux, les 4, 5, à 21 h, place  
des Centaures ; Horn-Festival : No-  
stradamus et Catherine de Médicis, le  
9, à 21 h, château de l'Empereur.

SAINT-RAPHAËL, Festival interna-  
tional de jazz New-Orleans, les 5, 6,  
à 17 h 30 et 21 h, promenade des Bains  
et place Kennedy.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE, or-  
chestre dirigé par B. de Vinograd,  
L. Antonini (orgue) (Mozart, Li-  
gati, Berlioz), le 10, à 21 h 30, caté-  
gale Saint-Martin.

SORGUES, III<sup>e</sup> Jazz Festival interna-  
tional, avec D. Lockwood Quartet, le  
4, à 21 h, château ; Quartet  
A. Jaume, Quintet H. Texier, le 5, à  
21 h (idem) ; la Velle Quintet,  
J. Griffin Quintet, le 6, à 21 h  
(idem).

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua  
(Monteverdi, Gastoldi, Desprez, Hol-  
borne), le 4, à 21 h, temple.

TOULON, Chœur madrigal de Pro-  
vence, Ensemble Musica Antiqua



## CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinéma-thèque

## CHAILLOT (47-84-34-24)

MERCREDI 3 JUILLET  
16 h, Hommage à Alexandre Truquet; Subway, de L. Besson; 19 h, BFI: The Last Journey, de B. Vorhaus; 21 h, La Fiancée du pirate, de N. Kaplan.

## JEUDI 3 JUILLET

16 h, Hommage à Alexandre Truquet; Hachin de A. Joffé; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: BFI: Brief Encounter, de E.T. Greville; 21 h, Hommage à Heineke Goshö: Quatre saisons de l'époque Meiji (Vost. angl.).

## VENDREDI 4 JUILLET

16 h, Hommage à Alexandre Truquet; Don Giovanni, de J. Loeu; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: BFI: I know where I'm going, de M. Powell; 21 h, Hommage à Heineke Goshö: Le Banquet (Vost. angl.).

## SAMEDI 5 JUILLET

15 h, la cinémathèque de la danse présente: Les tarentes, de F. Rovira Beleta (v.a.); 17 h, Hommage à Alexandre Truquet: Les Routes du Sud, de J. Loeu; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Montréal; 21 h, Hommage à Heineke Goshö: Une sorcière innocente (Vost. angl.).

## DIMANCHE 6 JUILLET

Cycle: Les grandes restaurations de la cinémathèque française: 15 h, le Fantôme du Moulin-Rouge, de R. Clair; 17 h, Au revoir Monsieur Grouck, de P. Billon; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Montréal; 21 h, Hommage à Heineke Goshö: Maman, mario-toi (Vost. angl.).

## LUNDI 7 JUILLET

16 h, le Chant de l'azul, de A. Hugon; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Montréal; 21 h, Hommage à Heineke Goshö: le Fusil de chasse (Vost. angl.).

## MARDI 8 JUILLET

16 h, le Chant de l'azul, de A. Hugon; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Montréal; 21 h, Hommage à Heineke Goshö: le Fusil de chasse (Vost. angl.).

## MERCREDI 9 JUILLET

15 h, les Rapaces, de E. von Stroheim; 17 h 30, les Aventures de Hadji Bata, de Don Weis (v.l.); 19 h 15, Rétrospectives du cinéma argentin: La isla, de A. Doris (Vost. angl.).

## JEUDI 10 JUILLET

15 h, la femme et la femme, de H. Hawks; 17 h, The Trip, de R. Corman (Vost.); 19 h, Rétrospective du cinéma argentin: "Enfer sans redouté, de Rallat de la Torre (Vost.).

## VENDREDI 11 JUILLET

15 h, Crépulesse de gloire, de J. von Sternberg; 17 h, le Brave et la Belle, de B. Rotticher (v.l.); 19 h, Rétrospective du cinéma argentin: le temps de la revanche, de A. Aristarain (Vost.).

## SAMEDI 12 JUILLET

RTL. Une journée pas comme les autres: 15 h, Adorable mentence, de M. Deville; 17 h 15, Journal d'un curé de campagne, de R. Bresson; Rétrospective du cinéma argentin: 19 h 30, Camila, de M. L. Besson (Vost. angl.); 21 h 30, Rio-abaja, de E. Dami (v.a.).

## DIMANCHE 13 JUILLET

RTL. Une journée pas comme les autres: 15 h, Sur les quais, de E. Kaza (Vost.); 17 h, le Procès, de O. Welles; Rétrospective du cinéma argentin: 19 h 15, l'Histoire officielle, de L. Puenzo (Vost.); 21 h 30, El camino hacia la muerte del viejo real, de G. Vallejo (Vost.).

## LUNDI 14 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## MARDI 15 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## MERCREDI 16 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## JEUDI 17 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## VENDREDI 18 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## SAMEDI 19 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## DIMANCHE 20 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## LUNDI 21 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## MARDI 22 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## MERCREDI 23 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## JEUDI 24 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## VENDREDI 25 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## SAMEDI 26 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## DIMANCHE 27 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## LUNDI 28 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## MARDI 29 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

## MERCREDI 30 JUILLET

15 h, The Narrow Trail, de L. Hillier et W. S. Hart; 17 h, Symphonie, de R. Quin (v.a.); 19 h 15, la Cinémathèque présente: Daniel la métisse, de J. Grémillon.

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (\*): Forum Orient-Express, 1° (42-33-42-26); Impérial, 2° (47-42-72-52); Saint-Germain Village, 3° (46-33-63-20); Marignan, 4° (43-59-82-82); Parisiennes, 1° (43-20-30-19).

L'AMANT SEUL (Soc.): Luxembourg (h. sp.), 4° (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.): Grand Pavois, 1° (45-54-46-85).

LES ANGES SONT PLUS EN DIEUX (Afr. du Sud, v.a.): Forum, 1° (43-97-25-74); Quinette, 2° (46-33-79-38); Marignan, 3° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 4° (47-42-72-52); Saint-Lazare-Passage, 5° (43-59-82-82); Mazarine, 6° (47-70-72-86); Bastille, 1° (43-57-04-40); Nation, 2° (43-43-04-67); Faubourg, 3° (43-31-36-86); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 5° (45-79-33-00); Mailloir, 1° (47-48-06-06); Pathe Clichy, 1° (45-22-46-01); Secrétaire, 1° (42-41-77-99).

LES BALISSEURS DU DESERT (Tunisie, v.a.): Utopia, 1° (43-26-84-65).

MURDY (A. v.a.): Cinoche, 6° (46-33-10-82); V.F.: Opéra Night, 2° (42-96-82-50).

BLACK MAC-MAC (Fr.): Richelieu, 2° (42-33-56-70); Saint-Michel, 3° (43-26-79-17); George V, 4° (45-62-41-46); France, 5° (47-70-33-88); Galaxie, 6° (45-62-18-03); Montparnasse, 1° (43-27-52-37).

BRAZIL (Brit. v.a.): Epe de Bois, 5° (43-37-57-47).

CAMORRA (Brit. v.a.): Forum Orient-Express, 1° (42-33-42-26); Danton, 2° (42-35-10-30); Rotonde, 3° (45-74-94-94); Biarritz, 4° (43-62-20-40); V.F.: UGC Boulevard, 5° (45-74-94-94); Images, 1° (45-22-47-94).

LES DÉBUTANTS (Fr.): Forum Orient-Express, 1° (42-33-42-26); Richelieu, 2° (42-33-56-70); Saint-Germain Village, 3° (46-33-63-20); Marignan, 4° (43-59-82-82); Parisiennes, 5° (43-20-30-19); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 5° (45-79-33-00); Mailloir, 6° (47-48-06-06); Pathe Clichy, 1° (45-22-46-01); Secrétaire, 1° (42-41-77-99).

LE DIABLE AU CORPS (H. v.a.) (int. 13 ans): Forum, 1° (42-97-53-74); Ciné Beaubourg, 2° (42-71-52-36); Huitième, 3° (46-33-79-38); 14-Juillet Odéon, 4° (43-25-59-83); Marignan, 5° (43-59-82-82); UGC Biarritz, 6° (45-62-40-40); 14-Juillet Bastille, 1° (43-57-90-41); Parisiennes, 2° (43-20-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 3° (45-75-79-79); V.F.: Impérial, 4° (47-42-72-52); Rex, 5° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Normandie, 1° (45-22-47-94); UGC Clichy, 1° (45-22-46-01).

LE DIAMANT DU NIL (A. v.a.): Espace Gaîté (H. sp.), 4° (43-27-95-94).

LEAU ET LES HOMMES (Fr.): La Gédé, 1° (42-45-66-00).

ÉTATS D'ÂME (Fr.): Richelieu, 2° (42-33-56-70); UGC Danton, 3° (42-35-10-30); Ambassade, 4° (43-59-19-08); UGC Normandie, 5° (45-22-47-94); UGC Clichy, 6° (45-22-46-01).

POOL FOR LOVE (A. v.a.): Studio de la Harpe, 5° (46-34-25-52).

FLAGRANT DÉSER (Fr.): UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Odéon, 1° (45-22-47-94); UGC Normandie, 2° (45-22-46-01).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.): Denfert, 1° (43-21-41-01).

GENESIS (Indo-fr. v.a.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); 14-Juillet Parisienne, 4° (43-26-38-00); 14-Juillet Rialto, 5° (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 1° (43-57-90-41).

GINGER ET FRED (H. v.a.): Epe de Bois, 5° (43-37-57-47).

GOLDEN EIGHTIES (Franco-belge): Gaumont Hall, 1° (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Saint-André-Arta, 3° (43-26-48-13); Publicis Champs-Élysées, 4° (47-20-76-23); Eclair, 5° (47-07-28-04); O. Entrepre, 1° (45-43-99-41); Parisiennes, 2° (43-20-30-19).

HANNAH ET SES SOEURS (A. v.a.): Gaumont Hall, 1° (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Saint-Germain Village, 4° (46-33-79-38); Huitième, 5° (43-25-59-83); Pagode, 6° (47-05-12-15); Gaumont Champs-Élysées, 1° (43-59-82-82); 14-Juillet Beaugrenelle, 2° (45-75-79-79); V.F.: Impérial, 3° (47-42-72-52); Rex, 4° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 5° (45-74-94-94); UGC Normandie, 6° (45-22-47-94); UGC Clichy, 1° (45-22-46-01).

HIGHLANDER (Brit. v.a.): George V, 1° (45-62-41-46); V.F.: Lumière, 2° (42-46-06-07).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).

CENDRILLON (A. v.a.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 3° (43-59-82-82); Saint-Lazare-Passage, 4° (43-59-82-82); Marignan, 5° (43-59-82-82); V.F.: Impérial, 6° (47-42-72-52); Nation, 1° (43-43-04-67); Faubourg, 2° (43-31-36-86); Gaumont Sud, 3° (43-27-84-50); Montparnasse Publi, 4° (43-20-12-06); Mayfair, 5° (45-22-47-94).

LA BELLE DE MOSCOW (A. v.a.): Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.a.): Boite à Film, 1° (46-33-97-77).



## « SERVICES »

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

la bande FM à Paris et dans la région parisienne. »

**FRANCE-MUSIQUE**

**20 à 30** Concert (donné le 2 juin au Théâtre musical de Paris) : *Symphonie n° 7 en mi mineur*, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. E. Inbal.

**23 à** Les soirées de France-Musique : Simon Estes, œuvres de Mozart, Stravinski, Verdi, Wolf, Wagner, Barber.

[illegible]



# Le Monde CADRES

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR DE GESTION  
Recherche pour sa filiale à Casablanca

**UN DIRECTEUR  
DES ETUDES**  
Envoyer CV + Photo + Préférences à :  
**LOMBARD SELECTION**  
25, Rue Saint-Ambroise, 75011 Paris.

Organisme para-public  
recherche

**UN(E) CHARGÉ(E) DE MISSION**  
pour le service de formation professionnelle de la direction  
de la formation et de l'insertion professionnelle.

Candidat(e) âgé(e) de 30 ans maximum. Etudes supérieures (Bac + 4) et expérience confirmée dans le montage, la gestion et l'animation de stages, en particulier pour les publics féminins.  
Forte capacité de travail en équipe.  
Connaissance des DOM souhaitée.  
Immédiatement opérationnel(le), il(elle) devra, dans le cadre du service, assurer le montage complet d'actions de formation en direction d'un public féminin.  
Contrat à durée déterminée d'un an.  
140 000 F à 165 000 F/an.

Adressez dossier de candidature à :  
F. ANT, 3, rue de Reims, 75004 PARIS.

Société d'expertise comptable et  
commissariat aux comptes  
recherche  
**COLLABORATEURS**  
Ecrire avec C.V., prêtant, sous  
n° L. G. à 80000, 80, rue du  
Rempart-Neuf, 75012 PARIS.

## L'IMMOBILIER

appartements  
ventes

**3<sup>e</sup> arrdt**  
CENTRE POMPOUDOU  
PLEIN CIEL, PENTHOUSE  
200 000 F. URGENT!  
H. 42-25-50-38.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**18, PL. DES VOSGES**  
App. 33 m<sup>2</sup> à 1 000 000 F  
ou 48-81-41-44 h. bar.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**LUXEMBOURG** 2 pièces  
clair, calme. Prix 530 000 F.  
48-25-50-38.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
« Comme une petite maison »  
**DUPLEX CHARMÉ**  
living, cheminée, cuisine, salle à  
manger + 2 chambres, bains.  
calme. Prix : 1 500 000 F.  
SERGE KAYSER (1) 43-25-90-00.

**9<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre pet. studio aménagé.  
43, r. Fontaine, 9<sup>e</sup>. 35-61-  
54-17 le soir, hors week-end.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
PARTICULIER VEND DUPLEX  
(75 m<sup>2</sup>) + TERRASSE. CHA-  
LUMÉ. 12<sup>e</sup> arrdt. 42-40-81-40.  
5<sup>e</sup> PLACE DES VOSGES.  
1 500 000, 48-05-05-70.

**12<sup>e</sup> arrdt**  
PRÈS AVENUE ST-MANUE  
Imm. atyp. gd liv. 35 m<sup>2</sup>, 2 ch.  
bain, 17 m<sup>2</sup> terr. s. d'été.  
box + parking. 1 200 000 F.  
MICOT 43-44-43-67.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
DENFERT Imm. rénové, ap-  
partement, 2 pièces  
tout confort, 420 000 F.  
T. 43-25-97-16.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
**SUR JARDINS**  
Récant, magnifique studio,  
baignoire, parking. 610 000 F.  
T. 47-34-35-17.

**PASTEUR - VAUGRARD**  
BEAU 2 P., coin, bain, rang.  
480 000 F. - 43-25-98-04.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
AVENUE DE VERSAILLES  
90 m<sup>2</sup> SÉJOUR + CHAMBRE.  
SALON, HALL, CUISINE, BAIN.  
GARBI 45-67-22-88.

appartements  
achats

Recherche à 3 pièces, Paris  
prix 800 000 F. 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>,  
18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, avec ou sans travaux.  
PARIS COMPTANT chez nous.  
T. 48-73-20-97 même le soir.

POUR CLIENTS EN ATTENTE  
**SERGE KAYSER**  
RECHERCHE  
APPARTEMENTS ET MAISONS  
RIVE GAUCHE  
T. 41-43-25-00-80.

locations  
non meublées  
offres

**Paris**  
Pour cadres supérieurs et em-  
ployés GRAND LABO. PHAR-  
MACÉUTIQUE recherche 1500  
GENT libre de suite ou  
séjour APPTIS toutes ca-  
pabilités : études, ventes, Paris  
et environs. 45-03-30-33.  
DE 9 H à 19 HEURES.

locations  
non meublées  
demandes

**Région parisienne**  
Etude ch. pour cadres villes  
toutes banlieues. Loyer garanti.  
(1) 43-83-88-90, 43-83-57-02.

locations  
meublées  
offres

**Paris**  
7<sup>e</sup> Champ de Mars. Splendide  
3 pièces meublées, kitchenette  
40, bain, w.c., asc., inter-  
phone. S/pt. 148, rue Saint-  
Dominique ou 47-05-19-43.

locations  
meublées  
demandes

**Paris**  
SERVICE AMBASSADE  
pour cadres mutés Paris  
marché de STURDOK ou 5 P.  
LOYERS GARANTIS par Sésu  
ou Ambassade. 45-28-18-85.

bureaux

DOMICILIATION DEPUIS 90 F.  
ST-HONORE 42-86-94-91.  
PARIS-12<sup>e</sup> 42-40-81-40.  
CONSTITUTION SAIL 2 000 F HT.

VOTRE SIEGE SOCIAL  
SAIL RC - RM  
Constitution de Sociétés.  
Déclaration et tous services.  
Prestations téléphoniques.  
**43-55-17-50**

VOTRE SIEGE SOCIAL  
Constitution de sociétés et tous  
services. Tél. 43-55-17-50.

**REB BOISSY-ST-LEGER**  
Villégiature, superbe maison  
bourgeoise, parc 2 113 m<sup>2</sup>, triple  
séjour 90 m<sup>2</sup>, 4 chambres,  
cuis., 11 ch., 240 m<sup>2</sup> hab., ter-  
races, billard, sous-sol complet,  
gar., ardoise. 1 980 000 F.  
MAS IMMOB. 43-45-98-63.

80 KM AXI-EN-PROVENCE  
Maison 400 m<sup>2</sup> nord, 460.  
VALERIE 2 100 000 F.  
Tél. 91-37-05-21.

TOURNAI, très beau moulin,  
proche de Tours, parfait état.  
1,5 ha parc et rivière.  
prix intéressant : 1 500 000 F.  
Ecrire sous le n° 7 402  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil, Paris-7.

viagers

NEUILLY, près hôpital améri-  
cain, apt 87 m<sup>2</sup> et 100 m<sup>2</sup> + park +  
chambre de suite, 725 000 apt  
+ 18 350, hme 84 ans, apt  
loué, revenus pour l'acquéreur.  
Viagers. Crut 42-95-19-00.

Société leader dans son secteur d'activité  
recherche

**LE RESPONSABLE  
de ses  
programmes immobiliers**  
pour sa filiale de promotion immobilière.  
Le candidat aura une expérience d'au moins 3  
ans en tant que responsable de programmes et  
connaîtra tous les aspects de la profession :  
administratif, fiscal, technique, financier, juridique,  
commercial.

Adm. CV, lettre manuscrite et photo s/réf. 9509 à  
Lévi Jouvenel/Asscom 31, Bd. Bonne Nouvelle  
75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**BETINA**  
L'INTERNE INSTANTANÉ

recherche  
**COMMERCIAUX  
(H.F.)**

5 postes à pourvoir  
début SEPTEMBRE

NOUS OFFRONS :  
- Une appui publicitaire ;  
- Une dynamique d'entre-  
prise ;  
- Le soutien d'une équipe dis-  
posante ;  
- Une rémunération moti-  
vante ;  
- Une clientèle existante.

NOUS CHERCHONS :  
- Des commerciaux  
BTS-DUT, 2 à 5 ans d'ex-  
périence commerciale.  
Se présenter ou écrire c.v.  
photo, BETINA, 25, rue  
Léopold-Saëns, 75002 PARIS.

Établissement scolaire  
recrute  
**ANIMATEUR(S) / SURVEILLANT(S)**  
Envoyer c.v. au Foyer des PTT  
36, av. du Président-Wilson,  
94230 CACHAN.

ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE  
recrute  
**CADRE ÉDUCATIF  
RESPONSABLE  
INTERNAT FÉMININ**

Expérience souhaitée.  
Logement de fonction  
(couple possible).

Env. c.v. au FOYER DES PTT  
36, av. du Président-Wilson,  
94230 CACHAN.

secrétaires  
Société SHEAFFER  
INTERNATIONAL  
recherche

**SECRÉTAIRE  
DE DIRECTION  
BILINGUE ANGLAIS**  
STENOGRAPHE  
Travail diversifié.

Proximité gare de l'Est.  
Adresse c.v., lettre manuscrite,  
photo et présentations à  
SHEAFFER, 8, rue Maréchal,  
75010 PARIS.

**DEMANDES  
D'EMPLOI**  
J.F. 23 ans, recherche emploi  
vendues en prêt-à-porter.  
Tél. 64-21-11-63.

propositions  
diverses  
Les possibilités d'emploi à  
l'étranger sont nombreuses  
et variées. Demandez une do-  
cumentation sur la revue  
spécialisée MIGRATIONS (LAI)  
S.P. 291-08 PARIS CEDEX 09.  
Les Éditions ARGOUT étudient  
tous manuscrits, romans, poé-  
sies, nouvelles, contes, etc.  
Téléphone 48-45-37-83.

**L'AGENDA**

Enseignement

**L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**  
Notre école de 100 chambres en bord de mer, célèbre dans le monde  
entier, et notre School of English tout aussi célèbre sont dans les mêmes  
bâtiments. A partir de 120 par jour, pension complète plus leçons.

**25% RÉDUCTION**  
Séjour à l'hôtel ou en famille. Douvres toute l'année - pas limite de ge-  
nera.

**REGENCY SCHOOL OF ENGLISH**  
Ramsgate-on-Sea, Kent, England. Tél. 943-58 12 12 Télex 96454  
Regram ou Mme BOULON.  
4, rue de la Prévalence, 95 FAUBOURG. Tél. 39-55-25-21 (le soir)

Le Centre  
GURDJIEFF D'ESPAGNE  
pour le développement  
interne de l'homme.  
Tél. 64-36-61-69.

Apprenez l'anglais à Londres.  
Stages pendant toute l'année.  
Stages résidentiels d'été  
pour adultes  
13 juillet-3 août  
10 août-31 août  
Logement universitaire  
pour jeunes de 10 à 15 ans.  
Stages de 3 semaines,  
résidentiels ou à la journée  
13 juillet-2 août  
3 août-23 août.  
Surveillance assurée  
programme d'activités  
sport, excursions.

Logt. dispon. pour les parents.  
THE KENSINGTON SCHOOL  
OF ENGLISH  
appr. par le British Council  
4, Russell Gardens, London W14 8BT  
Tél. 01-603 2160/3926  
Tél. 28906, réf. 464.

**Bijoux**

**ACHAT BIJOUX**  
OR, BRILLANTS

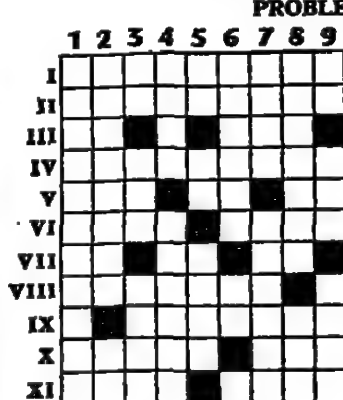
Anglais professionnels, expertise  
PERHON, 41, Chausée d'Antin,  
St-Germain, 37, av. Victor-Hugo,  
Vannes - Occasions - Échanges.

**Moquettes**

A saisir  
**MOQUETTE 100 %  
PURE LAINE**  
Prix posée : 93 F/m<sup>2</sup>.  
Téléphone 46-56-81-12.

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MOTS CROISÉS



#### HORIZONTALEMENT

I. Un spécialiste de la filte. -  
II. Voiture à eau. - III. Note. Bec  
dans l'eau. - IV. Un spécialiste de  
l'eau et des rivières. - V. Partie de  
carte. Possessif. Démonstratif. -  
VI. Une croix utile pour frapper.  
Un ordre auquel on est parfois  
obligé de se plier. - VII. Apostro-  
phe. Demi-journée. Abréviation reli-  
gieuse. - VIII. Premiers « clercs »  
d'études. - IX. Habituels et précis.  
- X. Exprime à haute voix pour être  
bien compris. Bande de voie. -  
XI. Se mit son père à dos. Période  
de rigueur ou moment de froid.

#### VERTICALEMENT

1. Petit bouc ou grosse mouche. -  
2. Dessus de couche. Indéfini. -  
3. Cité dans le passé. Défaut d'arti-  
culation ou mouvement aisé. Nid à  
« poussière ». - 4. Jeu de boules.  
Peut être cinglante ou très gaie. -  
5. Homme fort. Note. Piqué des  
vers. - 6. Aspiration d'ouvriers  
dans leur activité. Ne court donc pas  
les rues. - 7. Qualifie un harem  
vide d'œufs. Mis en plus. -  
8. Natures ou pas en nature. Bien-  
heureux. - 9. Note. Réserve de pou-  
dre. Cheville tordue.

#### Solution du problème n° 4259

##### Horizontalement

I. Journaux. - II. Saillie. -  
III. Loup. Et. - IV. Irruption. -  
V. Ere. Mi. - VI. T.B. Enfant. -  
VII. Tas. Datté. - VIII. E.V. (EV).  
Fugues. - IX. Alu. O.M.S. -  
X. Grelot. - XI. Adultères.

##### Verticalement

1. Juliette. GA. - 2. Or. Bavard.  
- 3. Usure. Leu. - 4. Rapare. Full.  
- 5. Ni. Pendu. OT. - 6. Alet.  
Fagoté. - 7. Ultimatum. - 8. Xi.  
Ointes. - 9. Eon. Tes. Us.

GUY BROUTY.

### PARIS EN VISITES

#### VENDREDI 4 JUILLET

« Hôtel du Marais illuminé », place  
des Vosges 21 h, métro Pont-Marie (Les  
Flandres).

« Le Marais (nord), la place des  
Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville,  
sortie Lobau (G. Bouteau), ou 14 h 30,  
sortie métro Saint-Paul (Résurrection  
du passé).

« Promenade dans le Marais illu-  
miné », 21 h, 62, rue Saint-Antoine  
(M. Hager).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-  
Germain », 15 h, métro Solferino  
(M. Polver).

« Saint-Médard, vieille église du  
quartier Montferrand », 16 h, entrée  
église et « Six jardins de rêve en un seul  
ou grandeur et décadence d'un  
médée », 15 h, 9, rue des Abondances  
(Paris et son histoire).

« Le dix-septième siècle, les  
salons du duc de Lauzun », 14 h 45,  
métro Pont-Marie (M.-C. Lasserre).

« Le Père-Lachaise « écologique »,  
10 h 30, porte principale (V. de Lau-  
gède).

« La Bourse en activité », 11 h 15,  
métro Bourse (Ch. Merle).

« Salons de l'Opéra », 15 h, 3, rue  
Auber (C.-A. Messer).

« Le gothique souterrain de la rive  
gauche », 14 h 30, devant portail église  
Saint-Julien-le-Pauvre. Lampes de  
poche (M. Bussat).

« Pouvoirs et symboles des Celtes.  
Le parcours initiatique des anciens  
druides. Géographie sacrée des men-  
hirs », 15 h, sortie métro Temple  
(L. Haudier).

« Le quartier des Halles  
aujourd'hui », 15 h, portail principal de  
Saint-Eustache (Approche de l'art).

## LE CARNET DU Monde

### Mariages

— Anne ALSTON  
et Marc MORTUREUX  
sont heureux de faire part de leur  
mariage, célébré le 28 juin 1986,  
16, avenue Reille, 75014 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Lavin Alston,  
6501 Marjory Lane, Bethesda,  
Maryland 20817 USA.  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Mortureux,  
6, rue de Tolai,  
75012 Paris.

— Anne GIREAU  
et Didier MESOGNON  
sont heureux de faire part de leur  
mariage qui a eu lieu dans l'intimité, le  
24 juin 1986, à Paris.

37, rue Olivier-de-Serres,  
75015 Paris.

**Décès**

— M. Léon Bomey,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> André Bomey,  
Marie-Jeanne et Maryvonne Bomey,  
ses enfants et petits-enfants,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Georgette BOMEY,  
née Sarazin,  
le 29 juin 1986.

118, avenue Paul-Lafont,  
86100 Châtelleraud.

— Marly CLERIS  
nous a quittés, le 28 juin 1986.

Nous sommes tristes.

— Paul Gomez  
a l'honneur tristesse de faire part du  
décès de

Rafael GOMEZ-LOPEZ,  
survécu à Paris, le 29 juin 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 3 juillet, à 14 heures, en l'église  
Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-  
Thomas-d'Aquin, à Paris-7.

NI fleurs ni couronnes.

Dans un profil de la recherche à la  
Fondation pour la recherche médicale,  
54, rue de Valenciennes, à Paris.

14, rue Bartholot,  
75005 Paris.

Notre abonné, bénéficiant d'une  
réduction sur les livraisons du  
« Carnet du Monde », nous prie de  
joindre à leur envoi de texte une des  
dernières bandes pour justifier de  
cette qualité.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du mercredi 2 juillet 1986 :

**DES ARRÊTÉS**

• Du 11 juin 1986 modifiant  
l'arrêté du 20 juin 1984 modifié por-  
tant création du brevet d'Etat d'édu-  
cateur sportif du premier degré pour  
l'encadrement des activités physi-  
ques et sportives des personnes men-  
tales.

• Du 23 juin 1986 modifiant  
l'arrêté du 23 avril 1982 relatif aux  
règles générales d'attribution de  
l'aide instituée en faveur des arti-  
sans et commerçants par l'arti-  
cle 106 de la loi de finances pour  
1982.

### EN BREF

#### GASTRONOMIE

**NUIT AMÉRICAINE.** — Pour célé-  
brer le centenaire de la statue de  
la Liberté et pour commémorer  
l'Indépendance Day, l'hôtel  
Marmot-Prince de Galles organise  
le vendredi 4 juillet, à partir de  
20 h 30, une « nuit américaine ».  
Dîner-buffet en musique avec des  
spécialités traditionnelles, entre  
autres old fashion chicken pie,  
cucumber bisque, baked burbon  
glazed ham, spare ribs, spinach  
salad, des salades composées  
des gâteaux et desserts typiques  
(220 F par personne avec une  
demi-bouteille de vin). Toute la  
soirée, on assistera à la retrans-  
mission télévisée des manifesta-  
tions organisées à New-York. De  
22 h 30 à minuit, l'émission  
Miss Liberty de TF 1 sera réalisée  
en direct du patio de l'hôtel.  
\* Réservations au 47-23-55-11.

#### PRESSE

**ENFANTS DE TOUS PAYS.** — Les  
enfants d'immigrés occupent une  
place croissante dans les crèches  
et les écoles maternelles. Ils ont  
aujourd'hui de un jour à six ans.  
C'est la petite enfance immigrée.  
En l'an 2000, ils auront de qua-  
rante à vingt ans. Comment pré-  
parer leur avenir afin que leur inté-  
gration soit parfaitement réussie ?  
Le mensuel Hommes et Migrations  
consacre son dossier de juin à « La  
petite enfance ».

\* 40, rue de la Dufaie, 75020  
Paris. N° 1093, 21,50 F.

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la  
**LIBRAIRIE**

**LE TOUR DU MONDE**  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-67-12

— Si le titre que vous cherchez  
figure dans notre stock  
(100 000 livres dans tous les  
domaines) : vous l'aurez en  
24 heures.

— S'il n'y figure pas : nous dis-  
posons gratuitement votre demande  
après d'un réseau de correspondants  
qui vous reviennent une proposition écrite et  
chiffre de ce que nous pouvons en faire.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

**ARTCURIAL**  
LIBRAIRIE D'ART  
CONTEMPORAIN

**NOUVEAUTÉS  
DES 4 COINS DU MONDE**

Peinture, sculpture,  
architecture, graphisme,  
photo, mode...

Catalogues sur demande

9, avenue Matignon Paris 8, 75016-19  
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 15.

هنا امه الأصل







# SOCIÉTÉ

## L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

### Les explications de M. Christian Nucci

M. Christian Nucci s'est expliqué, pour la première fois, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, sur l'affaire du Carrefour du développement. Alors que certains socialistes estiment qu'il a fait preuve d'imprudence — pour le moins — dans la gestion de son cabinet, l'ancien ministre de la coopération, qui, samedi encore, affirmait à la convention nationale du PS, n'avoir « rien de plus à dire », est sorti de sa réserve pour répondre aux questions des journalistes d'Antenne 2 et de TF 1.

« Il n'y a pas eu de fonds versés par Carrefour du développement au PS », a affirmé M. Nucci, indiquant qu'il se trouvait « à la disposition » des différentes juridictions chargées de l'affaire, pour que « la vérité soit faite ». M. Nucci a précisé que M. Yves Chelier, son ancien chef de cabinet aujourd'hui introuvable, lui avait été présenté « par l'intermédiaire de gens travaillant avec le ministère de la défense ». Il avait « le profil classique » pour ce poste et bénéficiait de la « totale confiance » du ministre.

M. Nucci a admis que les sommes allouées à l'association

par son ministère (environ 80 millions de francs en deux ans et demi) étaient importantes, mais il les a justifiées par le coût élevé de l'organisation du sommet de Bujumbura, au Burundi, en décembre 1984, organisation qui, selon lui, posé « de nombreux problèmes ». Il a estimé qu'il n'y avait « rien de surprenant » à ce qu'il possédait un compte bancaire commun avec son ancien chef de cabinet. Ce compte, a expliqué l'ancien ministre, « était approvisionné par les fonds mis à la disposition de chaque ministre par les services du premier ministre pour un certain nombre de dépenses concernant le cabinet ».

Les déclarations de M. Nucci ne semblent pas avoir totalement satisfait certains de ses amis. Il s'explique, mais ne convainc pas vraiment », écrit le Matin de ce mercredi, qui juge que l'ancien ministre « n'a pas été très clair » sur son compte commun avec M. Chelier.

De fait, plusieurs spécialistes s'étonnent que ces fonds spéciaux, habituellement versés en liquide et conservés par chaque ministre

dans un coffre-fort, aient pu se trouver sur un compte bancaire ordinaire (l'agence Duroc de la BNP). Ils relèvent néanmoins que cette pratique peut être admise, eu égard aux activités d'un ministre comme la coopération. Mais, comme l'a précisé l'ancien ministre, M. Michel Aurillac, dans le Monde du 2 juillet, il s'agissait d'un « compte privé » sous « des noms personnels » et non pas d'un compte public portant l'intitulé « M. le ministre ».

Aucune information n'a pu être obtenue sur les mouvements de fonds sur ce compte, auxquels la police judiciaire semble cependant s'être intéressée de près.

Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michau, a, au mardi, un entretien d'un quart d'heure avec le président de l'Assemblée nationale. Il s'agissait, a-t-on indiqué dans l'entourage de M. Chaban-Delmas, d'une « visite de courtoisie », normale lorsqu'un parlementaire est mis en cause.

Depuis que M. Nucci a porté plainte contre X... pour « faux et usage de faux », le juge peut l'entendre, s'il le souhaite, en tant que plaignant — la levée de son

immunité parlementaire n'est donc pas nécessaire — mais seulement sur l'objet de sa plainte. Celle-ci est intervenue à propos de l'acquisition du château d'Orléans, qui ne représente qu'une partie de l'affaire.

C'est sur cette opération, au terme de laquelle M. Chelier et M<sup>me</sup> Marie-Danielle Bahissou, inculpée et démise de ses fonctions de sous-préfet du Cher par un décret du président de la République en date du 29 juin, — que le juge semble orienter ses investigations. Il reste à établir l'utilisation par la Promotion française de quel- que cinq millions de francs de fonds publics versés par Carrefour du développement, outre le million de francs pour l'achat du château. Selon M<sup>me</sup> Huvelin, avocate de M<sup>me</sup> Bahissou, M. Chelier avait affirmé à sa cliente que l'argent destiné à l'achat du château provenait de la fortune de sa famille en Nouvelle-Calédonie. M<sup>me</sup> Bahissou, elle, ne s'occupait pas des comptes et s'était bornée, affirme-t-elle, à organiser des stages de formation professionnelle jusqu'à sa nomination à Bourges.

C.L.

## A SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE (Yvelines)

### Le meurtre d'un homme d'affaires libyen serait apparemment d'origine crapuleuse

Après le meurtre, pendant la nuit de lundi 30 juin au mardi 1<sup>er</sup> juillet, d'un industriel libyen, Mohamed Bouzou (nos dernières éditions du 2 juillet) à son domicile de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines), les policiers de Versailles, dirigés par le commissaire Alain Tourne, continuent à entendre les témoins : l'employée de maison de l'industriel qui se trouvait sur la pelouse de la propriété lorsqu'un commando de cinq hommes, le visage couvert de bas, a fait irruption après avoir défoncé le grillage ; Fouda Bouzou, vingt ans, le fils de la victime qui se trouvait au sous-sol de la maison, l'amie de M. Bouzou, une jeune femme d'origine asiatique qui se trouvait au premier étage et les voisins.

Pour le moment, les policiers qui n'excluent cependant aucune hypothèse, selon notre correspondant Alex Leroux, estiment que l'agression est de nature crapuleuse. Les cinq hommes du commando, de type européen, qui s'exprimaient en français, étaient tous armés d'armes de poing. Alerté par le bruit, M. Bouzou s'était battu avec ses agresseurs avant d'être atteint par une balle au thorax.

### Le frère d'un conseiller d'Idriss I<sup>er</sup>

De notre correspondant régional

Nice. — Tout en cherchant à cerner la personnalité de M. Bouzou — qui n'avait, apparemment, aucune activité politique, — les enquêteurs du SRPJ de Versailles ont également effectué, mardi, une longue perquisition au siège de la société d'import-export qu'il dirigeait à Nice. Spécialisée dans le négoce de matériaux pour le bâtiment-travaux publics (BTP), cette société semble avoir fonctionné régulièrement depuis sa création, en 1979, par deux entrepreneurs nicois, qui en sont restés les actionnaires. Selon ses proches, enfin, M. Bouzou n'avait jamais fait l'objet de menaces.

D'origine tunisienne, M. Mohammed Hamida Bouzou, né le 2 décembre 1936, à Ghat, dans la région du Fazzan, avait quitté son pays pour la France, il y a une dizaine d'années, après la nationalisation de sa société d'import-export de matériaux français. En janvier 1981, il était devenu président-directeur général de la société Trameexport, 36, rue de la Buffa, à Nice, créée, dix-huit mois plus tôt, par les frères Jean-Baptiste et René Rossi, appartenant à une vieille famille nicoise, dont il avait fait la connaissance en Libye.

Après avoir réalisé un excellent chiffre d'affaires en 1981, avec un

bénéfice net de 422 000 F, l'activité de la société, principalement orientée vers la Libye et l'Arabie saoudite, avait fortement décliné en 1982 pour se redresser en 1983 et en 1984. A la clôture des résultats de ce dernier exercice, le rapport de gestion présenté aux actionnaires préconisait une reconversion vers le négoce de matériel agricole et d'irrigation. La société avait lancé des actions vers d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique.

D'après les documents déposés au greffe du tribunal de commerce de Nice, Trameexport a employé, durant cette période, de quatre à huit salariés et n'a jamais distribué de dividendes. M. Bouzou, marié à une Libanaise, en 1964, au Caire, et père de cinq enfants, avait-il d'autres ressources ? On ignore. Mais, sans mener un train de vie fastueux, il avait acquis, il y a cinq ans, une villa cosse à Saint-Nom-la-Bretèche, tout en disposant d'un grand appartement dans un luxueux immeuble du quartier résidentiel de Cimiez, à Nice. Bénéficiaire d'une carte de résident, d'une validité de dix ans, il avait sollicité de nombreux visas pour des déplacements à l'étranger, justifiés par ses activités professionnelles. Son frère avait été l'un des conseillers du roi Idriss I<sup>er</sup>, renversé par des officiers libyens, en 1969.

GUY PORTE.

**BTS: diplôme d'État Commerce International**

**Tourisme Publicité**

avec ou sans le bac

**Information Orientation**  
par minitel (1) 42.65.43.68  
+ connexion  
ou par téléphone (1) 42.66.66.82

**COMMERCE INTERNATIONAL**

**BAG OU NIVEAU BAG**

**Formation franco-américaine aux techniques du commerce international**

**DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS**

BTS DE COMMERCE INTERNATIONAL  
BTS D'ACTION COMMERCIALE

**3<sup>e</sup> ANNÉE AU CHOIX**

**CYCLE EUROPEEN**  
en association avec le CENTRE DE MANAGEMENT AUX AFFAIRES GENEVE  
Sièges en Europe dans nos centres associés : Bruxelles, Lausanne, Londres, Madrid, Stuttgart et aux Etats-Unis. Pratique intensive des langues.

**CYCLE INTERNATIONAL**  
en association avec l'USUL University of Southwestern LOUISIANA USA  
Formation franco-américaine. Diplômes américains MBA - 1 an aux USA MBA - 2 ans aux USA.

**FINANCEMENT A 100% DU MONTANT DES ETUDES**

INSTITUT EUROPEEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET A LA CONDUITE DES ENTREPRISES

**IAC**

42 66 66 82

IAC : 71, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

### M. Pierre Messmer : une faute politique.

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a estimé, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, que l'affaire du Carrefour du développement représentait « non seulement [...] une faute administrative et morale, mais [...] une faute politique ». Pour lui, cette affaire est « doublement malheureuse », parce qu'elle fait apparaître dans une administration de l'Etat des fautes graves, commises dans la gestion des fonds publics, et parce que « la défaillance s'est produite dans un secteur particulièrement sensible, celui des relations avec des pays qui ont avec nous des accords de coopération ». « S'il y a eu des détournements de fonds, ils ont été faits aux dépens de pays pauvres », a jugé M. Messmer.

De son côté, sous la plume de Jean-Pierre Ravery, l'Humanité, affirme, ce mercredi : « Dans ce contexte de cohabitation, il est [...] douteux que le second degré dégrènerait en affaire d'Etat. Peut-être le gouvernement Chirac y trouve-t-il pour l'instant un moyen commode de détourner l'attention de l'opinion publique au moment où il décide d'imposer de nouveaux sacrifices aux salariés pour cause de déficit de la Sécurité sociale. Mais sans doute ne laisse-t-il pas les choses aller trop loin, d'autant que les services secrets pourraient effectivement avoir bénéficié d'une partie des fonds détournés ».

Le quotidien communiste remarque à ce propos : « Carrefour du

### APRÈS L'INCENDIE DE VILLEURBANNE

Après l'incendie qui a détruit un poste de transformation EDF à Villeurbanne, dans le Rhône, une trentaine de personnes, habitant des pavillons et appartements situés à proximité, ont été évacuées sur ordre de la préfecture et installées dans des hôtels et pensions. Cent cinquante autres personnes, y compris les pompiers, les policiers, les agents EDF et même M. Charles Hernu, le maire de Villeurbanne, qui ont approché les lieux du sinistre, devront se soumettre à des examens sanguins et pulmonaires approfondis. En effet, les fumées échappées du transformateur pourraient avoir disséminé des produits toxiques tels que des furanes ou des dioxines. Il a été conseillé aux personnes habitant autour du lieu de l'incendie de « se laver souvent et de ne pas manger les légumes des potagers environnants ». Les résultats des premières analyses ne seront pas connus avant plusieurs jours.

● **Verrailles : peine réduite en appel pour un insoumis.** — La cour d'appel de Versailles a été plus clémente pour M. Bruno Sanchez Martin, vingt-cinq ans, réfractaire au service national, que le tribunal de grande instance (le Monde du 4 juin). La septième chambre vient de le condamner à deux mois d'emprisonnement, alors qu'une peine de huit mois lui avait été infligée en première instance. M. Sanchez Martin, militant de l'insoumission, n'est pourtant pas arrivé au bout de ses mésaventures judiciaires puisqu'il sera encore jugé à l'automne, à Dijon, pour ne pas avoir rejoint, en 1984, son casernement.

● **RECTIFICATIF.** — A la rentrée de la conférence du stage du barreau de Paris (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), c'est M<sup>me</sup> Didier Leick (et non Lech) qui a fait l'éloge de Pierre Mendès-France et M<sup>me</sup> Dominique Tricot qui a évoqué l'affaire Dominici.

## SPORTS

### LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE WIMBLEDON

#### Femmes au chaudron

Tina Mayotte devait affronter Ivan Lendl, mercredi 2 juillet en quarts de finale des Internationaux de Grande-Bretagne.

Mais le champion de Roland-Garros, quelque peu décontenancé par la pugnacité de l'Américain Matt Anger, jusqu'alors surtout connu sur le circuit pour être le fiancé de l'ex-championne de Flushing Meadow, Tracy Austin, a été quatre fois en situation de devoir disputer un incertain cinquième

set dans le troisième tie-break que lui a imposé son rival. Les autres quarts de finale devaient mettre en présence Zivojnovic et Krishnam, Meier et Becker, enfin Lecomte et Cash.

Mardi 1<sup>er</sup> juillet, les deux premières mondiales, Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd, se sont qualifiées pour les demi-finales féminines, où elles affronteront respectivement Gabriela Sabatini et Hana Mandlikova.

De notre envoyé spécial

Londres. — Le mois dernier, Hana Mandlikova nous avait beaucoup fascinés à Roland-Garros. Eh bien elle a l'occasion de se faire pardonner. La Tchecoslovaque n'a pour cela qu'à prendre une revanche sur Chris Evert-Lloyd, jeudi 3, en demi-finale des Internationaux de Wimbledon. Bien sûr, battre M<sup>me</sup> Lloyd, c'est plus facile à écrire qu'à faire sur le court. Pourtant, c'est l'occasion ou jamais, n'en déplaise aux admirateurs inconditués de « Cris ». Sur l'herbe, son jeu ne peut pas dissimuler les petites rides qu'elle masque encore si bien sur terre battue.

Petites rides ? C'est un set perdu au deuxième tour contre Pam Casale. C'est une effrayante poursuite en huitièmes de finale contre Kathy Jordan, qui menait 5-1. C'est encore une manche perdue mardi contre Helena Sukova en quarts de finale. Et, cette fois, le vent de la défaite lui a bien soufflé aux oreilles.

#### Le grand sabbat des courts

Certes, elle a gagné, Evert-Lloyd. Elle disputera les demi-finales. Mais, pour la grande Tchecoslovaque, qui a donné trois balles de match à l'Américaine sur une double faute, ce fut une sorte de suicide tennistique, une manière de se jeter par la fenêtre pour en finir. Absurde dénouement ! Elle avait eu deux balles de set dans le jeu décisif de la première manche. Elle avait enlevé le deuxième en revenant de 4-1. Et elle servait pour égaliser 5-5 après avoir effacé trois balles de match dans l'ultime manche. Bref, Sukova avait les moyens de faire ici presque aussi bien que sa mère, Vera, en 1962. Dommage qu'elle les ait perdus au plus mauvais moment.

Mais Chris Evert-Lloyd ne peut pas être sortie indemne d'un tel

combat. On l'imagine bien vaguement sorcière, cette Américaine aux éternels papiers de dentelle. On ne serait pas autrement surpris de la savoir puisant dans des grimoires les recettes d'une éternelle jeunesse. Ou encore perçant d'aiguilles les figurines de ses rivales. Gagner comme cela depuis aussi longtemps, ce n'est pas tout à fait catalogique. On ne peut pas expliquer par l'entraînement, la salle de musculation et le talent. Il doit bien y avoir derrière tout cela quelque sac à malices.

Mais les maléfices vieillissent comme les petites filles. Il lui faut remuer de plus en plus souvent et de plus en plus fort le bout du nez pour jouer ses mauvais tours aux jeunes filles. Cela ne marche plus très bien. Bref, Mandlikova doit en profiter. C'est le bon moment.

D'ailleurs, on la soupçonne, elle aussi, de participer au grand sabbat des courts. Il y a un rien de méchanceté dans la manière dont elle bat ses adversaires, qui ne trompe pas. Il n'y a qu'à voir la cruauté de sa victoire sur Lori McNeil pour s'en convaincre. Elle ne lui avait rien fait, cette pauvre petite Lori. Elle lui avait tout juste pris un set parce qu'elle pensait

que c'était ce qu'elle avait de mieux à faire ici.

Lorsque l'on a passé son enfance dans un faubourg crasseux de Houston (Texas) et qu'on a appris à jouer au tennis grâce à un programme d'aide aux enfants noirs pauvres, on ne veut surtout pas manquer une occasion de se faire remarquer lors du plus prestigieux tournoi du monde. Alors, elle s'est fait remarquer : menée 5-2 dans la première manche, elle est revenue à 6-6 en sauvant une balle de set, puis elle a enlevé le jeu décisif. Belle performance de la soixante-dix-septième mondiale contre la troisième ! Mais cela, Mandlikova ne pouvait bien évidemment pas le supporter. Elle a marmotté on ne sait trop quelle malédiction. Et Lori a été ridiculisée : 6-0, 6-2. Elle ne savait plus que servir des doubles fautes et voler dans le filet, la pauvre.

A ce point, cela ne pouvait être que de la sorcellerie, on en conviendra. Alors, elle nous ferait un gros plaisir, Hana, en jouant jeudi le même tour à Chris Evert-Lloyd. Notre pardon est à ce prix.

ALAIN GRAUDO.

### LES RÉSULTATS DU 1<sup>er</sup> JUILLET

SIMPLE MESSEURS (Quarts de finale)

Rank de tableau. — Lendl (Tch., 1), b. Anger (E-U, 29), 6-7 (7-9), 7-6 (7-2), 6-4, 7-6 (12-10).

SIMPLE DAMES (Quarts de finale)

M. Navratilova (E-U, 1) b. B. Bunge (RFA, 28), 6-1, 6-3 ; G. Sabatini (Arg., 12) b. C. Lindqvist (Suède, 17), 6-3, 6-2 ; H. Mandlikova (Tch., 3) b. McNeil (E-U, 77), 6-7 (4-7), 6-0, 6-2 ; C. Evert-Lloyd (E-U, 2) b. H. Sukova (Tch., 8), 7-6 (10-8), 4-6, 6-4.

ملتان، لاہور



REPÈRES

Gaz : baisse des prix en France

Le prix du gaz va baisser à compter du 15 juillet de un centime par kilowatt-heure (- 4,5 %) pour les 8,6 millions de clients domestiques. Pour les chauffages collectifs, la baisse sera de 8,5 % le 15 juillet, et pour les mille six cents plus gros clients industriels de 10 % dès le 1<sup>er</sup> juillet. Ces diminutions de prix - la quatrième depuis octobre 1985 pour les clients domestiques et la cinquième depuis mai 1985 pour les industriels, - nécessaires à Gaz de France pour rester compétitif avec les énergies concurrentes, ont été rendues possibles par la négociation par GDF de ses contrats d'approvisionnement. Ceux-ci prennent désormais mieux et plus rapidement en compte les évolutions des cours du pétrole et du dollar.

Excédent commercial : 40,3 milliards de DM en cinq mois pour la RFA

La balance commerciale de l'Allemagne fédérale est restée largement excédentaire en mai, avec un solde positif de 8,1 milliards de DM. L'excédent de mai est inférieur de près de 2 milliards de DM au record établi en avril avec 10 milliards de DM. En mai, les exportations se sont élevées à 40,8 milliards de DM, en baisse de 18,5 % par rapport à avril (49,9 milliards de DM). Cependant, en raison de la chute des prix des produits importés, et en particulier du pétrole payé en dollars, les importations, qui ont représenté 32,6 milliards de DM en mai, ont enregistré une baisse encore plus forte : - 18 % par rapport à avril (39,9 milliards de DM) et - 17 % par rapport à mai 1985 (39,4 milliards de DM). Sur les cinq premiers mois de l'année, la RFA a réalisé un excédent commercial de 40,3 milliards de DM, contre 26,6 milliards de DM sur les cinq premiers mois de 1985. Sur l'ensemble de l'année 1985, l'excédent commercial ouest-allemand avait atteint 73,3 milliards de DM, chiffre record.

Etats-Unis : faible hausse des indicateurs économiques

L'indice composite des principaux indicateurs économiques aux Etats-Unis a progressé de 0,2 % seulement en mai, sa plus modeste performance de ces trois derniers mois, analogue à celle de janvier, et très inférieure à celle d'avril, elle-même révisée en baisse (+ 1,3 % au lieu de + 1,5 %). L'évolution de cet indice est censée préfigurer celle de la conjoncture à court terme (six à neuf mois). Si la Maison Blanche table encore, officiellement, sur une croissance économique de 4 % en 1986, de nombreux experts privés ramènent cette estimation à un peu plus de 2,2 %. La contre-performance enregistrée en mai sur l'indice, s'ajoutant à d'autres facteurs défavorables, rend plus plausible une nouvelle diminution du taux de l'escompte fédéral.

CONJONCTURE

APRÈS AVOIR ATTEINT 10 MILLIARDS DE DOLLARS

L'endettement extérieur de l'Etat est ramené à 2,3 milliards de dollars

En avril dernier, l'Etat a remboursé 400 millions de dollars sur l'emprunt de 4 milliards de dollars qu'il avait contracté à l'automne 1982, à une époque où les attaques contre le franc et le déficit de nos comptes extérieurs (1) avaient considérablement réduit nos réserves de devises, revenus de 38 milliards de francs fin 1981 à 20,5 milliards de francs fin septembre 1982. Juste assez pour tenir quelques mois...

A la fin du mois de mai dernier, M. Balladur avait annoncé son intention d'éteindre 1,340 milliard de dollars de dettes sur cet emprunt en renouant à trois tirages venant à échéance les 3 juin (140 millions de dollars), 24 juin (600 millions de dollars) et 9 juillet (600 millions de dollars). Mercredi 9 juillet, 1,740 milliard de dollars auront donc été remboursés par l'actuel gouvernement.

M. Bérégovoy - fort de la stabilité retrouvée du franc - avait, de son côté, émis par anticipation 1 milliard de dollars sur ce même emprunt : 400 millions en août 1985, 600 millions en décembre. Ainsi, les deux ministres auront pu rembourser 2,740 milliards de dollars en un peu moins d'un an, ramenant à 1,260 milliard de dollars la dette de l'Etat français sur l'emprunt de 4 milliards souscrit fin septembre 1982 auprès d'un consortium de banques internationales. La plus grosse ligne de crédits qui ait jamais été accordée à un Etat.

Le 25 mars 1983, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, annonçait un ensemble de mesures destinées à accompagner une nouvelle dévaluation du franc. Ce plan avait été rendu nécessaire par le déficit persistant de nos échanges extérieurs : 23,7 milliards

de francs de déficit de la balance commerciale pour le seul premier trimestre 1983.

Un mois et demi après l'annonce de ce plan, M. Delors faisait savoir que la France avait déposé auprès de la CEE une demande d'emprunt de 4 milliards d'ECU. Notre pays utilisait ainsi - après l'Italie en 1976 et l'Irlande - le mécanisme dit des facilités pétrolières institué par la CEE en 1975 pour venir en aide aux membres de la Communauté économique européenne éprouvant des difficultés avec leur balance des paiements du fait du premier choc pétrolier.

L'emprunt de 4 milliards d'ECU souscrit en juin 1983 par l'intermédiaire de la CEE s'était fait en quatre opérations : une euro-emission de 1,8 milliard de dollars à taux variable ; une émission euro-obligataire de 150 millions d'ECU en trois tranches ; un eurocrédit bancaire de 1,240 milliard de dollars ; une émission à taux fixe de 350 millions de dollars.

M. Balladur a déclaré fin mai que l'euro-emission de 1,8 milliard de dollars venait à échéance en juillet 1990 serait remboursée intégralement dès ce 8 juillet. De son côté, M. Bérégovoy avait pu procéder, en mai 1985 (opération effective en juillet), au remboursement anticipé de 650 millions de dollars sur l'eurocrédit bancaire de 1,240 milliard de dollars.

C'est dire que, mardi prochain, l'Etat aura remboursé 2,450 milliards de dollars sur cet emprunt communautaire de 4 milliards d'ECU. Resteront donc dus sur cette opération européenne 940 millions de dollars, et 150 millions d'ECU, soit environ 1,1 milliard de dollars.

Un troisième emprunt avait été souscrit par l'Etat fin 1982 dans le

plus grand mystère auprès de l'Arabie saoudite. Il portait sur environ 2 milliards de dollars, la somme exacte n'ayant jamais été précisée. Mais, en août 1985, cet emprunt était complètement remboursé, avait publiquement déclaré M. Pierre Bérégovoy.

Au total, la dette extérieure de l'Etat (2) contractée en 1982 et en 1983 au moment de nos pires difficultés, après avoir atteint les 10 milliards de dollars - emprunt soudien compris - sera ramenée, la semaine prochaine, à 2,350 milliards de dollars, soit environ 17 milliards de francs.

La seule faiblesse de cette opération de désendettement est que l'Etat rembourse ses emprunts étrangers non avec des devises gagnées par notre industrie et par nos services (le commerce extérieur est toujours déficitaire, et la balance des paiements courants est tout juste équilibrée) mais avec des capitaux étrangers attirés en France par les taux d'intérêt élevés qui y sont servis, rassurés aussi par la politique libérale menée par M. Balladur (3). Autant dire que nous remboursons avec des devises qui ne nous appartiennent pas.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) En 1982, le déficit du commerce extérieur avait atteint 93,5 milliards de francs en termes douaniers (103,8 milliards de francs en termes de balance des paiements).

(2) La dette extérieure de l'Etat n'est qu'une petite partie de la dette extérieure de la France, qui s'élevait fin 1985 à 65,6 milliards de dollars (dernier chiffre officiel connu).

(3) Fin mai 1986, les réserves de devises de la France étaient ramenées à 160 milliards de dollars.

AGRICULTURE

PAS DE SANCTIONS AMÉRICAINES

CONTRE LA CEE DANS L'IMMÉDIAT

Les mesures de représailles que les Etats-Unis devaient mettre en œuvre mardi 1<sup>er</sup> juillet à l'encontre de la CEE ont été reportées. Les deux parties ont décidé de s'accorder une seconde chance afin d'éviter que leur contentieux sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté ne débouche sur une guerre commerciale déclarée.

Les négociateurs américains et européens ont annoncé, à l'occasion d'une conférence à Annapolis (Maryland), que les discussions entre Washington et Bruxelles se prolongeront au-delà du 1<sup>er</sup> juillet. A cette date cruciale, les Etats-Unis et la CEE devaient, faute d'un accord, déclencher des représailles mutuelles consistant à limiter certaines importations agricoles.

Les discussions vont être « inévitablement » prolongées de quelques jours, et aucune action unilatérale ne sera engagée avant que les négociations en cours - ne s'achèvent d'une façon ou d'une autre -, a affirmé M. Clayton Yeutter, représentant spécial du président Ronald Reagan pour le commerce, qui s'est déclaré « prudemment optimiste ».

M. Willy de Clercq, commissaire européen pour les affaires étrangères, a, pour sa part, indiqué à l'AFP que les positions de Bruxelles et de Washington restent « diamétralement opposées » sur le fond.

Les deux hommes devaient poursuivre leurs tractations dans l'après-midi à Paris, mercredi 2 juillet. MM. Yeutter et de Clercq ont indiqué qu'ils recherchent une solution « temporaire », faute de s'accorder sur l'interprétation de la règle du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs) qu'invoquent les Etats-Unis pour justifier leurs demandes.

Washington considère que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE et l'application du régime de préférence communautaire vont léser les exportateurs américains de produits agricoles à hauteur de quelque 600 millions de dollars par an. Les Etats-Unis souhaitent donc obtenir réparation.

Pour la CEE, au contraire, ces deux pays vont ouvrir leurs frontières pour les produits de préférence communautaire et, pour les pays tiers, les gains s'élèveront largement sur les pertes.

Dans l'entourage de M. Yeutter, on indiquait que le président Reagan dispose d'un texte « prêt à signer » proclamant les représailles contre la CEE dans l'hypothèse d'un constat d'échec des négociations.

M. Paul Luyten, haut responsable à la Commission européenne, a affirmé que la CEE « n'a pas à payer » pour son régime de préférence douanière, pas plus que les Etats-Unis ne le font pour leurs relations commerciales privilégiées avec le Canada et Israël.

Les représailles envisagées par les Etats-Unis portent sur les exportations européennes de vin blanc de jute de fruit, de bière et de chocolat. Les contre-mesures européennes s'appliqueraient surtout aux livraisons américaines de tourteaux, de maïs, de blé et de riz. - (AFP.)

PÊCHE

Un thonier français libéré. - Le thonier français le Henry, arraisonné le 28 juin par un patrouilleur espagnol (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), a été autorisé à quitter l'Espagne après paiement d'une caution d'un million de pesetas (50 000 F). Il était accusé de pêcher hors saison. Le tribunal maritime de San-Sebastian n'a pas tranché l'affaire de fond. - (AFP, AP, Reuter.)

TRANSPORTS

Des charters pour les DOM-TOM. - La compagnie française de charters Minerve est autorisée à desservir San-Francisco et Tahiti au départ de Paris. Cette libéralisation, réalisée au détriment de la compagnie UTA, devrait s'accompagner de la remise en cause du monopole d'Air France entre les Antilles et la métropole. En effet, Minerve annonce qu'elle a donné son accord au cahier des dispositions communautaires qui réglementent la desserte des départements d'outre-mer. Elle pense s'associer avec le voyageur Nouvelles Frontières pour voler entre Paris, Pointe-à-Pitre et Fort-de-France.

Commandes d'avions en série. - L'année 1986 promet d'être bonne pour les constructeurs d'avions, au moins au niveau des commandes. Celles-ci se multiplient. C'est d'abord SAS la commande de quatorze appareils MD-87 (110 sièges) et MD-81 (133 sièges) livrables entre 1988 et 1991, pour la somme de 3,4 milliards de couronnes danoises (2,8 milliards de francs). La compagnie américaine USAir, elle, achète sept Boeing-737-300 (138 passagers) équipés de réacteurs franco-américains CFM-56, pour la somme de 175 millions de dollars (1,2 milliard de francs). Enfin, la compagnie française UTA manifeste l'intention d'acquiescer deux Boeing 747-400, version pilotée en équipage à deux et à rayon d'action allongé (13 000 km) du Jumbo. Le montant du contrat s'élèverait à 260 millions de dollars (1,8 milliard de francs).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

LE PLAN DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Des réactions mesurées

Dans l'ensemble, M. Séguin a réussi son opération : les réactions syndicales aux mesures qu'il a annoncées mardi 1<sup>er</sup> juillet sont positives ou du moins équilibrées.

Pour FO, M. Bergeron, secrétaire général, s'est déclaré « satisfait de l'orientation générale », malgré l'augmentation des cotisations, en raison du caractère « immédiat » des mesures et de l'examen « approfondi » des comptes, et surtout parce que le gouvernement « a décidé d'écarter un système à deux vitesses ».

La CGDT, en « désaccord avec le mixage des contributions », décide, qui fait peser sur les salariés « l'effort le plus important », « constate avec intérêt que le gouvernement a décidé de ne pas s'engager dans la recherche d'une diminution des prestations » et juge que « le renforcement des attributions de la commission des comptes et la création d'une commission de sauvegarde de l'assurance-vieillesse vont dans le bon sens ».

La CGC « approuve les mesures provisoires prises » et même le prélèvement sur les revenus « à condition qu'il s'agisse d'une mesure provisoire non reconductible ». Elle aussi « note avec satisfaction » les commissions d'analyse et « attend avec impatience la mise en œuvre des réformes structurelles ».

La CTC « se félicite de la confirmation d'une prochaine concertation mais regrette que les majorations de cotisations portent davantage sur les salaires que sur l'ensemble des revenus » et « attend avec intérêt la confirmation de la priorité

à la politique familiale », attend les décisions.

Pour la CGP, en revanche, M<sup>me</sup> Thérèse Congot, secrétaire de la confédération, dit que celle-ci « est consciente des besoins de financement, mais (que) ces nouvelles ponctions sur le pouvoir d'achat auront des conséquences négatives sur l'emploi, et donc sur les recettes de la Sécurité sociale », et demande de mettre à contribution ceux « dont l'essentiel des revenus est fait de dividendes ».

La CGPME « prend acte » des « inévitables décisions », « accueille favorablement » les mesures sur les commissions, mais souhaite que les nouvelles recettes n'amènent pas à « étaler l'examen des réformes structurelles ».

Parmi les politiques, M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, trouve que la « trêve » obtenue par M. Séguin doit « être mise à profit pour engager des réformes de fond », notamment « un financement qui ne pénalise pas l'emploi » et qu'il faut « séparer les branches pour garantir la politique familiale ».

M. Bérégovoy s'est dit « très choqué » de l'augmentation des cotisations et estime que les mesures « ne se justifient pas ». La veille, il avait réclamé que soit publiée chaque mois la trésorerie de la Sécurité sociale, qui seule « donne une idée exacte de l'évolution des recettes et des dépenses ».

M<sup>me</sup> Dufloix, pour sa part, a souligné que « l'équilibre 1987 n'est pas acquis d'avance ». En revanche, elle juge « très pessimistes » les prévisions de déficit pour 1986.

M. Claude Popere, membre du bureau politique du PCF, trouve les décisions « ni originales ni efficaces, mais intolérables ». « La maladie dont souffre la protection sociale s'appelle chômage ».

M. Séguin, professeur, polémiste et politique

M. Philippe Séguin, en présentant le mardi 1<sup>er</sup> juillet son programme pour la Sécurité sociale, a joué à la fois le professeur, le polémiste et le politique avec un sens certain du théâtre. Professoral, il a longuement exposé, la règle à la main, s'aidant de tableaux et de graphiques, la situation financière de la Sécurité sociale, présentant les problèmes branche par branche et s'attachant à remonter jusqu'aux années 60 pour retracer l'évolution. Il a ainsi rappelé le développement des hôpitaux depuis le début des années 70 et la phase d'« humanisation », ou l'accroissement du nombre de personnes âgées et le vieillissement de la population pour illustrer les défis posés à l'assurance-vieillesse et la « dérive » des dépenses.

Polémiste, il a critiqué de flèches la gestion socialiste, notamment « le transfert de charges de l'assurance-chômage vers la branche vieillesse, baptisé abusivement de « âge de la retraite », et qualifié de « non-sens générique ». Il a en particulier réservé ses traits les plus acérés à M. Pierre Bérégovoy, accusé d'avoir pratiqué un « roisement systématique des comptes », d'avoir fait une présentation « ultra-optimiste », et de « reporter l'excédent budgétaire en décalant les paiements à la Sécurité sociale ».

En revanche, si M<sup>me</sup> Georgina Dufloix a fait de « la cavalerie » en retardant le paiement des allocations familiales et en décalant le versement du dernier acompte mensuel aux hôpitaux, M. Séguin a reconnu qu'elle avait eu « parfaitement conscience de la situation » en réclamant un relèvement de la cotisation vieillesse. Elle avait d'ailleurs dû « limiter le déficit annonçable

devant les pressions de son pré-décesseur ».

Le professeur s'est parfois un peu confondu avec le polémiste, par exemple quand M. Séguin a affirmé que « avant 1981, le départ en retraite se produisait déjà à soixante ans pour près de 90 % de la population », ou il a oublié les augmentations de cotisations intervenues pour la vieillesse en 1970 et en 1974.

Cependant, la critique des prédecesseurs permettait aussi à M. Séguin de faire passer le maintien de certaines initiatives des socialistes, comme le budget global hospitalier, ou le mode de fixation des retraites, le ministre des affaires sociales voulant aller plus loin dans ce sens.

GUY HERZLICH.

UN SEUL BILLET POUR LA SEMAINE. DU SUSPENSE TOUS LES JOURS. Billets en vente jusqu'au 7 Juillet.

Tirage du lundi 7 au dimanche 13 Juillet.

loterie nationale



## AFFAIRES

Après la décision  
du Conseil constitutionnelLES SOCIALISTES  
DEMANDENT UN DÉBAT  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
SUR LA PRIVATISATION

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale estime que les « strictes réserves d'interprétation » dont le Conseil constitutionnel a assorti sa décision de valider la loi d'habilitation en matière économique et sociale (*Le Monde* du 28 juin), placent le gouvernement « sous haute surveillance » et justifient les questions posées par les orateurs du PS lors des débats parlementaires. « Toutes les questions que nous avions posées sont reprises dans les réserves du Conseil constitutionnel », a déclaré, mardi 1<sup>er</sup> juillet au cours d'une conférence de presse, M. Jean Le Garrec, député du Nord, ancien secrétaire d'Etat chargé des nationalisations.

Les socialistes estiment, en outre, que les considérations développées par le Conseil constitutionnel tendent, notamment, à faire inscrire dans l'ordonnance sur la privatisation les principes de composition de la commission d'experts qui sera chargée d'évaluer les sociétés transférées au privé. M. Le Garrec a souligné que le Conseil recommande le choix d'experts compétents, totalement indépendants des acquéreurs éventuels.

Le groupe socialiste demande donc au président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Michel d'Ornano (UDF-PR), de réunir celle-ci pour entendre le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur. Il demande aussi l'inscription à l'ordre du jour de la présente session extraordinaire d'une question orale avec débat, qui permettrait aux socialistes de faire valoir leurs « interrogations », au premier ministre et au ministre d'Etat de « fournir les informations nécessaires sur la préparation de l'ordonnance ».

## LE RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD MULTIFIBRE

## Premiers dérapages

La France a mis une réserve officielle à la négociation de l'accord bilatéral mené le vendredi 27 juin entre la CEE et Singapour, dans le cadre du renouvellement de l'AMF (accord multifibre) (1), qui expire fin juillet. Elle estime que cet accord dépasse de 0,5 à 1 point le mandat de négociation de la Commission européenne qui lui a été confié le 11 mars par le conseil des ministres. On s'inquiète particulièrement à Paris du dérapage qui pourrait se produire dans les négociations avec Macao, ajournées une première fois et qui devraient reprendre ce mercredi, et surtout avec Hongkong, le premier fournisseur de textile-vêtement de la Communauté. Ces craintes sont encore avivées par l'accession à partir du 1<sup>er</sup> juillet de la Grande-Bretagne, pays libéral, à la présidence du Conseil de la Communauté européenne.

Les négociations bilatérales, moins spectaculaires que les discussions multilatérales, sont pourtant au moins aussi fondamentales, car elles précisent, pays par pays, et produisent par produit, les quotas d'exportations. Le mécanisme de l'AMF veut en effet que les négociations bilatérales accompagnent les négociations multilatérales, chacune servant de monnaie d'échange à l'autre.

Or, ces discussions donnent lieu à des calculs fastidieux, qui s'accommodent mal de négociations rapides. Ainsi, la Commission n'a pas respecté le premier des deux butoirs mis au mandat qui lui a été donné. Ce mandat prévoyait un taux maximal de progression annuelle des exportations de 0 à 1 point pour les quatre pays fournisseurs dominants (Hongkong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan) et de 1 à 2 points pour les autres fournisseurs AMF. Le deuxième butoir prévoyait que la progression annuelle totale des importations communautaires en provenance des pays AMF ne devait pas dépasser 6 % (*Le Monde* du 11 mars).

Or la commission a, une première fois, franchi la barre de 1 à 2 points dans les négociations avec Singapour. Un dérapage limité, dans la

mesure où le pays n'est pas un exportateur dominant (il ne représente que 1 % des importations totales de textiles de la Communauté), mais qui pourrait servir de précédent.

Le scénario se reproduit en effet aujourd'hui avec Macao, un fournisseur déjà plus important. Mais le pire reste à venir : les négociations avec Hongkong, pays dominant, qui représente à lui seul 16 % du marché. Selon son mandat, la Commission devrait donc négocier avec lui un taux de croissance des importations inférieur à 1 %. Un seul qui risque d'autant moins d'être respecté que la Grande-Bretagne, qui désormais préside la Commission, serait particulièrement favorable à un assouplissement des conditions faites à son ancienne colonie.

Argument avancé par Londres : le mandat donné à la Commission prévoit que les pays exportateurs qui ont ouvert leur marché peuvent recevoir des conditions plus favorables que les autres. Ce qui est effectivement le cas pour Hongkong, Singapour ou Macao, dont les protections à l'importation sont négligeables, par rapport à celles des Coréens, des Indiens ou des Pakistais. Mais leur marché intérieur est autrement petit : 5,3 millions d'habitants pour Hongkong, 2,5 millions pour Singapour et 0,3 million pour Macao, et ne constituent donc pas un débouché suffisant aux exportations textiles communautaires.

En règle générale, comment vérifier que les accords conclus ne dépassent pas le cadre fixé par les Etats membres de la Communauté ? Une solution serait d'attendre la fin des négociations bilatérales pour en faire l'addition. Mais ne sera-t-il pas alors trop tard pour faire machine en arrière, sans heurter les susceptibilités nationales des pays en développement ?

DOMINIK BAROUCHE.

(1) Les accords multifibres sont des accords internationaux instaurant des quotas à l'exportation de produits textile-habillage.

## ENTREPRISES

## Yamaha prend le contrôle de MBK

La firme japonaise Yamaha va porter sa participation dans le capital de MBK-Industries (ex-Motobécane) de 10 % à plus des deux tiers, à l'occasion d'un doublement du capital du numéro deux français des deux roues, qui sera porté à 100 millions de francs. La société belge d'interim (le distributeur de Yamaha en Belgique) et deux sociétés régionales de Picardie (la Société de développement régional et Picardie Investissement), qui détenaient respectivement 10 % et 60 % du capital de MBK, participent également à l'opération. Par contre, Sonauto (distributeur de Yamaha en France) et Fichtel et Sachs (fournisseur allemand d'équipements automobiles), précédemment actionnaires chacun à 10 % de MBK, ne suivent pas l'augmentation de capital. Selon M. Anatole Temkine, le président du conseil d'administration de MBK (cette structure remplace le directeur et le conseil de surveillance), cette plus grande concentration du capital devrait servir le développement de MBK. Le président de Yamaha Europe, M. Hisahiro Okawa, prend la direction générale de la société.

Forte augmentation  
des bénéfices  
de l'UAP en 1985

L'UAP, premier groupe français d'assurance, présidé par M. Yvette Chasseigne, a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires consolidé (primes émises) de 33,7 milliards de francs (+ 14,1 %). Son résultat consolidé atteint 1 790 millions de francs, contre 1 320 millions de francs en 1984, et aurait dépassé 2 milliards de francs en se fondant sur les critères comptables de l'exercice précédent. Les plus-values réalisées à l'occasion d'arbitrages dans le portefeuille sont passées de 1,1 milliard de francs en 1984, à plus de 2 milliards de francs en 1985, soit moins de 10 % des plus-values latentes recueillies par ce portefeuille.

La valeur des capitaux propres réévalués (part des actionnaires) est passée de 9,4 milliards de francs fin 1982, à 23,2 milliards de francs au 30 juin 1986, équivalant pratiquement à la capitalisation boursière à la même date (23,5 milliards de francs). Les investissements se sont élevés à 13 milliards de francs en 1985, dont 8,3 milliards de francs de création d'épargne nette.

## CEA-Industries se porte bien

A l'issue de son deuxième exercice, CEA-Industries, filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique dont elle regroupe les participations industrielles, se porte bien, mal-

gré un contexte difficile pour les activités nucléaires. Son chiffre d'affaires consolidé pour 1985 atteint 26,3 milliards de francs, dont l'essentiel est fourni par le secteur du cycle du combustible (77 %), le reste se partageant entre les centrales et les services nucléaires (14 %), les services en informatique (5,5 %) et les techniques biomédicales (2,1 %). Le résultat net consolidé avant impôt s'élève à 2,13 milliards de francs et devrait permettre la distribution d'un dividende de 46 millions de francs. La part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation représente 38 %, grâce notamment à la bonne santé de la COGEMA, numéro un mondial du cycle du combustible.

GTE reprend  
le britannique Rotaflex  
(éclairage)

GTE Corporation, fabricant américain d'équipements téléphoniques, électriques et électroniques, a pris le 1<sup>er</sup> juillet, le contrôle de la société britannique Rotaflex, spécialiste de l'éclairage industriel. Il détient 58 % du capital de cette société grâce à l'appui des administrateurs de Rotaflex qui l'ont aidé à réaliser une offre publique d'achat de 58,3 millions de livres (650 millions de francs). GTE a réalisé en 1985 1,9 milliard de dollars de chiffre d'affaires dans l'éclairage (marque Syvalux). Les ventes de Rotaflex ont atteint 50 millions de livres en 1985.

## ÉTRANGER

LE MEXIQUE  
AURAIT PAYÉ  
LES 600 MILLIONS  
DE DOLLARS  
D'INTÉRÊTS ÉCHUS

Le ministère mexicain des finances a officiellement fait savoir que Mexico payait, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, au titre des intérêts échus de sa dette extérieure (dont le total est évalué à 97 milliards de dollars), 600 millions de dollars. En revanche, la déclaration rendue publique à cette occasion dément les informations selon lesquelles le Mexique aurait dû rembourser à ses créanciers plus de 1,6 milliard de dollars à cette date. Ce total comprend, selon le texte officiel, un montant de 950 millions correspondant à deux remboursements du principal, dont l'échéance tombait au 1<sup>er</sup> octobre 1985, mais pour lesquels le Mexique, en raison du tremblement de terre, a obtenu deux ajournements successifs de six mois.

A propos du récent voyage à Washington du ministre des finances, M. Gustavo Petricoli, qui s'est entretenu dans la capitale américaine avec le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, le directeur général du Fonds monétaire, M. Jacques de Larosière et d'autres personnalités officielles ainsi qu'avec les représentants des grandes banques créancières, le communiqué déclare que le Mexique « cherche à conclure (avec ses créanciers) un accord qui ne comprenne pas seulement l'octroi de crédits supplémentaires : il entend également obtenir des concessions visant à réduire les pressions que le poids de la dette extérieure fait peser sur l'économie ». L'idée serait de limiter les versements à un montant compatible avec un taux de croissance de 3 % à 4 % et de le faire varier en fonction de l'évolution du prix du pétrole. Le Mexique exprime l'espoir de conclure avec le FMI et les banques créancières un accord d'ici un mois.

● M. Berber Conable, président de la Banque mondiale. — M. Berber Conable, qui fut jusqu'à l'année dernière, et pendant vingt ans, un membre influent du Congrès américain, a pris, mardi 1<sup>er</sup> juillet, ses nouvelles fonctions de président de la Banque mondiale.

L'histoire d'une révolution  
médicale. Ecrite par Dornier.

Il y a tout juste trois ans, un nouvel instrument thérapeutique déclenchait une révolution médicale: le lithotriporteur rénal de DORNIER. Elaboré en coopération avec des capacités médicales, cet appareil dispense de toute opération chirurgicale pour éliminer la plupart des calculs rénaux. Une technologie de pointe utilisant le phénomène des «ondes de choc» constitue la base de ce traitement.

Depuis 19 ans DORNIER procède à des recherches sur les possibilités d'utiliser ces ondes à des fins médicales. Les ondes de choc ont en effet cette caractéristique de pénétrer les tissus sans les endommager. Cependant, quand elles frappent de plein fouet un calcul rénal, elles en détruisent la structure. Les calculs rénaux se réduisent alors en particules

de la taille de grains de sable que l'organisme élimine par la voie naturelle. Au bout de 2 à 4 jours déjà, les patients peuvent généralement quitter la clinique.

Entre-temps plus de 150 lithotriporteurs rénaux sont en service dans les cliniques les plus prestigieuses du monde; et leur nombre va croissant. Aussi, à l'heure actuelle, enlève-t-on toutes les 5 minutes des calculs rénaux en un point quelconque du globe, sans qu'une opération chirurgicale soit nécessaire pour ce faire.

Nul doute que le savoir-faire amassé de longue date par les chercheurs de DORNIER en matière d'ondes de choc constitue la clé de voûte de cette révolution. Néanmoins, les expériences particulières acquises dans la construction aéronautique jouent également un

rôle important. Car les mêmes exigences valent pour la construction d'avions et celle d'appareils médicaux: priorité absolue à la sauvegarde de la vie humaine.

Qui que ce soit qui construit ou construira un lithotriporteur: un fait est certain cependant, c'est qu'aucun de ces appareils en puissance ne possède la caractéristique essentielle d'un lithotriporteur rénal: la sécurité découlant de plus de 100.000 traitements réussis. Cette sécurité, actuellement, seule une entreprise au monde peut la garantir: DORNIER.

DORNIER

DORNIER Medizintechnik GmbH · Postfach 1128 · D-8034 München-Germring  
République fédérale d'Allemagne · Téléphone: 089-84 10 80 · Téléc: 17 897 348 ddm

هذه امه الأصل



# ÉTRANGER

**LE MEXIQUE  
AURAIT PAYÉ  
DES 800 MILLIONS  
DE DOLLARS  
D'INTÉRÊTS ÉCHUS**

Le Mexique a été condamné à payer 800 millions de dollars d'intérêts échus sur ses dettes extérieures. Cette somme, qui représente environ 10 % du produit intérieur brut du pays, doit être versée à la fin de l'année 1986. Le gouvernement mexicain a tenté de négocier une réduction de cette somme, mais les créanciers internationaux ont refusé toute concession. Cette situation financière précaire a entraîné une dévaluation du peso mexicain et une perte de confiance des investisseurs étrangers. Le Mexique se trouve ainsi confronté à une crise économique majeure, avec des taux de chômage élevés et une inflation galopante.

# Evolution Dornier

Il est important. Car les mêmes exigences existent pour la construction d'avions et celle d'appareils médicaux : priorité absolue à la sauvegarde de la vie humaine. Quel que ce soit qui construise, il faut construire un lithotriporteur : un fait certain. Cependant, c'est qu'aucun lithotriporteur n'a jamais possédé la caractéristique essentielle d'un lithotriporteur réel : la sécurité découlant plus de 100.000 traitements réussis. Cette sécurité, évidemment, seule une entreprise au monde peut la garantir : DORNIER.

**DORNIER**

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

... LE MONDE - Jeudi 3 juillet 1986 - Page 21

## PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

### EXERCICE 1985

L'assemblée générale s'est tenue le 25 juin 1986 et a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

**Comptes sociaux :**

Le bénéfice net est de 10,5 millions de francs, contre 8,8 millions l'an dernier.

Le dividende net est fixé à 18 F par action (+ avoir fiscal de 9 F) ; celui de l'exercice 1984 avait été de 16,50 F (+ avoir fiscal de 8,25 F).

**Comptes consolidés :**

À ce niveau consolidé, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé en 1985 à 4463 millions de francs, contre 3 961 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 12,7 %.

Le résultat courant avant impôts se monte à 77 millions de francs, contre 43,1 millions en 1984.

Le bénéfice net est de 26,3 millions de francs après 42,9 millions de francs d'impôts sur le bénéfice, contre 20,2 millions de francs l'an dernier après 20,1 millions de francs d'impôts.

La société anonyme du Palais de la nouveauté est un holding exploitant 26 magasins populaires (dont 24 à l'enseigne Mookiprix), 8 hypermarchés Super M, 10 cafés et 6 stations-service.

La surface totale de vente est de 103 510 m<sup>2</sup>.

L'effectif employé par la société et ses filiales est de 4 969 personnes.

## ELM LEBLANC

L'assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1985, s'est tenue le 30 juin 1986 sous la présidence de M. Marcel Leblanc, président-directeur général.

Elle a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions présentées par le Conseil et a décidé la distribution d'une somme de 11 068 560 francs à titre de dividende, soit 12 francs par action (contre 7,10 francs), assorti d'un avoir fiscal de 6 francs formant un revenu brut de 18 francs.

Ce dividende, contre coupon n° 24, sera payable à partir du 18 juillet.

Dans son allocution, M. Marcel Leblanc a notamment déclaré :

« Au cours de l'exercice 1985, votre société a maintenu la progression de son activité à un niveau élevé, le chiffre d'affaires global hors taxes augmentant encore de plus de 25 % comme en 1984... »

L'essentiel de cette augmentation provient du développement en volume des ventes, tant en France qu'à l'étranger.

Malgré la crise du bâtiment, le marché intérieur de nos produits s'est amélioré au cours de l'exercice. Nos ventes à destination de l'étranger ont progressé de 33,6 % en 1985. Le chiffre d'affaires exportation a triplé en trois ans.

Cette croissance a nécessité l'adaptation de l'outil industriel aux nouvelles cadences de production et l'extension de l'usine de Drancy. Les investissements courants avec les nouveaux bâtiments devenus opérationnels début 1986, représentent un volume de 31,5 millions de francs contre 22,3 millions de francs en 1984.

La situation financière de la société autorise en outre une distribution d'actions gratuites. Cette nouvelle opération, la sixième depuis l'introduction en Bourse de ELM Leblanc en 1973, s'effectue par une augmentation de capital avec incorporation de réserves. Si l'assemblée générale le décide ainsi, tout actionnaire bénéficiera gratuitement d'une action nouvelle pour dix actions détenues, avec jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1986. Après cette opération, le nombre de titres ELM Leblanc sera de 1 014 618...

Le cours de votre titre est passé de 240 francs le 2 janvier 1985 à 485 francs le 30 décembre 1985...

Commencée en 1984, la commercialisation de la chaudière murale à condensation ELM Leblanc, dans ses différents modèles, s'est rapidement développée en 1985, en bénéficiant de l'action publicitaire de la campagne réalisée par Gaz de France dans le cadre des économies d'énergie.

La capacité d'autofinancement en très forte progression entre 1984 et 1985 (de 34 967 196 francs à 50 512 584 francs) a largement excédé les besoins en investissements, permettant une nouvelle diminution de la charge financière nette (0,75 % du chiffre d'affaires).

**Perspectives**

Le chiffre d'affaires des quatre premiers mois de 1986 est supérieur d'environ 25 % à celui de la même période de 1985.

Cette augmentation permet de prévoir une évolution favorable pour le présent exercice et confirme l'efficacité de la politique de gestion rigoureuse menée par les cadres, la maîtrise et l'ensemble du personnel.

## COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 24 juin 1986, sous la présidence de M. Paul Granel, président du conseil d'administration.

M. Granel a souligné les inquiétudes que suscite la situation actuelle de la CNR.

L'engagement du Rhône est pratiquement terminé, à l'exception de la chute de Loyettes. La réalisation du nouveau projet, qui tient largement compte des préoccupations de l'environnement, est subordonnée à une décision du gouvernement.

Par ailleurs, après l'annulation de la liaison Niffer-Mulhouse, on peut s'interroger sur l'avenir du canal Saône-Rhin.

Le redéploiement de la société, qui n'est concevable qu'à moyen terme, reste subordonné à sa survie à court terme.

Dans l'immédiat, le risque grandit de voir la CNR réduite à une société d'exploitation, le département équipement et bureau d'études, faute d'activité, disparaissant.

La CNR, dès lors, changerait de nature. M. Granel pense que les élus régionaux et locaux doivent prendre la mesure de ce problème - la CNR étant partie intégrante du patrimoine lyonnais.

À la fin de l'année 1985, l'activité d'équipement a été concentrée principalement sur la chute de Saint-Brenaz. A la fin de l'année, le génie civil du barrage était pratiquement terminé, celui de l'usine réalisé aux trois quarts, les équipements électromécaniques en cours de montage. La mise en eau devrait avoir lieu au cours de l'été 1986.

Parallèlement, a été poursuivi le programme entrepris depuis plusieurs années pour améliorer les conditions d'exploitation des ouvrages de production d'énergie, ainsi que l'exercice de la navigation sur le Rhône. C'est ainsi qu'à Donzère-Mondragon une nouvelle passe a été ouverte à la navigation en mai 1986.

La production annuelle d'énergie a atteint 14,5 milliards de kilowatt-heures, soit 22,8 % de la production hydraulique française, et 4,4 % de la production nationale d'énergie électrique.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui font ressortir un bénéfice net de 7916 935,18 F.

Elle a décidé d'affecter le bénéfice comme suit :

Réserve légale	43 085 F
Réserve des plus-values de cession à long terme	5 683 853,18 F
Dividende	1 488 000 F
Prélèvement sur la distribution du dividende	701 997 F

Le dividende par action souscrit avant l'entrée en vigueur de la loi 80-3, du 4 janvier 1980, est de 0,62 F, l'avoir fiscal s'élève à 0,31 F. Compte tenu du revenu des parts de production attribuées aux collectivités locales actionnaires, soit 5,58 F, le rapport des actions des catégories A et B est de 6,20 F, contre 6,04 F l'année précédente.

## HAUSSMANN FRANCE

Société d'investissement à capital variable

Créée à l'initiative de la banque Worms, la SICAV Haussmann France s'est ouverte au public le 26 juin 1985.

Cette nouvelle SICAV, qui complète la gamme des SICAV et fonds communs de placement gérés et diffusés par la banque Worms, consacre l'essentiel de ses investissements à des valeurs françaises et se fixe pour objectif de mettre à profit les opportunités particulières offertes par le marché de Paris.

Opérations financières : offres publiques d'achat ou d'échange, introductions en Bourse, privatisations, conversions de titres, etc.

— Titres nouveaux : titres participatifs, certificats d'investissement, obligations à bons de souscription d'actions, options négociables, lorsque leur marché aura commencé à fonctionner, etc.

— Sociétés en mutation : affaires en situation de redressement, ou pour lesquelles des changements d'acquéreur seraient de nature à entraîner des modifications de structure.

Parmi les premiers actionnaires de la SICAV, outre la banque Worms, figurent :

- Al Saudi Banque ;
- la Banque de Boston SA ;
- la Banque de financement de participations (FIPART) ;
- la Banque de la mutuelle industrielle (BMT) ;
- la Banque de l'union occidentale française et canadienne (BUOFC) ;
- le COGEPAR ;
- le Groupe des Populaires d'assurances-vie (GPA Vie) ;
- la Mutuelle d'Ivry ;
- l'Union des assurances de Paris Incendie-Accidents.

Le conseil d'administration de la SICAV est présidé par M. Dominique Bazy, directeur général d'Athéna-France. La direction générale est confiée à M. Jacques de Beaupuy, directeur de la gestion de patrimoine à la banque Worms.

Les ordres de souscription et de rachat d'actions Haussmann France sont reçus aux sièges et guichets des établissements suivants : Al Saudi Banque, 49, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. 47-23-00-55 ; Athéna Finance, 33, avenue de Maine, 75015 Paris. Tél. 45-38-70-25 ; Banque de Boston SA, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 45-62-33-23 ; Banque de financement de participations (FIPART), 140, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 45-62-82-00 ; Banque de la mutuelle industrielle (BMT), 55, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. 45-63-11-78 ; Banque de l'union occidentale française et canadienne (BUOFC), 47, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. 47-20-12-00 ; Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. 42-66-90-10.

Le portefeuille d'Haussmann France étant constitué à plus de 50 % de valeurs françaises, les compagnies d'assurances peuvent détenir des actions de cette SICAV en représentation de leurs provisions techniques correspondant à leurs activités en France. Les caisses de retraite et des fonds de la participation des salariés peuvent y souscrire.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Électricité de France. Obligations 11,70 %, octobre 1979.

Les intérêts courus du 25 juillet 1985 au 24 juillet 1986 sur les obligations Électricité de France 11,70 % octobre 1979 seront payables, à partir du 25 juillet 1986, à raison de 210,60 francs par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 23,40 francs (montant global : 234 francs).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 35,08 francs, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,34 francs, faisant ressortir un net de 173,18 francs. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

À compter de la même date, les 79 579 obligations comprises dans la série de numéros 369 387 à 453 046 sortis au tirage du 23 mai 1986 cessent de porter intérêts et seront remboursables à 2 000,00 francs, coupon n° 8 au 25 juillet 1987 attaché. Celles-ci, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1981 : 630 078 à 652 960.
- Amortissement 1982 : 224 434 à 253 041.
- Amortissement 1983 : 1 216 408 à 1 244 964.
- Amortissement 1984 : 309 468 à 346 386.
- Amortissement 1985 : 274 505 à 309 467 et 346 387 à 369 386.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berli, à la Caisse nationale ainsi qu'aux caisses régionales de crédit agricole mutuel, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'union européenne, Banque Indosuez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 14,70 % juillet 1983

Les intérêts courus du 25 juillet 1985 au 24 juillet 1986 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 14,70 % juillet 1983 seront payables, à partir du 25 juillet 1986, à raison de 661,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 73,50 F (montant global : 735 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,20 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,35 F, faisant ressortir un net de 543,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 17,50 % juillet 1981

Les intérêts courus du 25 juillet 1985 au 24 juillet 1986 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 17,50 % juillet 1981 seront payables, à partir du 25 juillet 1986, à raison de 787,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 87,50 F (montant global : 875 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 131,19 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 8,75 F, faisant ressortir un net de 647,56 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE

DE PARTICIPATION (SAPAR) - Obligations à taux variable juillet 1985

Les intérêts courus du 16 juillet 1985 au 15 juillet 1986 sur les obligations SAPAR à taux variable juillet 1985 seront payables, à partir du 16 juillet 1986, à raison de 430,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 47,84 F (montant global : 478,34 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 17,72 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 4,78 F, faisant ressortir un net de 354 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-539 du 2 mai 1983, relatif au régime des valeurs mobilières, l'emprunt ci-dessus mentionné n'est pas matérialisé par la création de titres ; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## SIPAREX

SIPAREX a réalisé en 1985 un bénéfice net de 17,4 millions de francs contre 16,5 millions en 1984.

Ce résultat, d'un niveau élevé pour la troisième année consécutive et nettement supérieur à ceux des années antérieures (9,2 millions de francs en 1982, 7,5 millions de francs en 1981), s'explique par la maturité du portefeuille de participations et par les importantes plus-values de cession qui en ont résulté.

L'Assemblée générale ordinaire de la société, qui s'est tenue le 10 juin dernier, a décidé de porter le dividende à 11,6 millions de francs à 12,6 millions de francs cette année.

Cette distribution pourra s'effectuer en actions de la société.

En 1985, SIPAREX a réalisé des opérations en fonds propres dans neuf entreprises, pour un montant de 15,5 millions de francs, auquel il convient d'ajouter 19 millions de francs apportés par d'autres partenaires financiers dans le cadre

de pools d'actionnaires dont elle a été chef de file.

Le premier semestre de l'année 1986 a été très actif, puisque huit opérations nouvelles ont été effectuées, correspondant pour la société à un investissement de 19 millions de francs.

En outre, d'importantes plus-values de cession de participations ont été réalisées, permettant de porter le total des plus-values dégagées depuis 1983 à 49 millions de francs, chiffre particulièrement élevé, à rapprocher d'un portefeuille de titres de participations comptabilisés en valeur nette au bilan de 1985 pour 73 millions de francs.

Plusieurs introductions en Bourse sont réalisées dans les prochains mois, qui viendront confirmer le rôle joué par SIPAREX dans le développement du second marché, et contribuer de façon importante au résultat de l'exercice en cours. On rappellera que sept sociétés dont SIPAREX est ou a été actionnaire ont été introduites en Bourse depuis la création de la société.

ROME



1580F. ALLER  
RETOUR

Air France innove en Europe. Air France vous propose pour vos vacances d'été des tarifs aller-retour exceptionnels vers les plus grandes villes européennes : Copenhague : 1300 F Stockholm : 1795 F Oslo : 1660 F. Rome : 1580 F Naples : 1780 F Londres : 595 F.

Comme vers toutes les destinations européennes vous bénéficiez en Classe Économique d'un confort accru : de nouveaux fauteuils plus spacieux, des boissons gratuites, même le champagne !

Autant de preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse, pour mieux satisfaire ses passagers. Conditions particulières de vente et de transport. Prix susceptibles de modifications sans préavis.

CHE BELLO!

DPE // AIR FRANCE INNOVE EN EUROPE // AIR



## MATIÈRES PREMIÈRES

L'INDUSTRIE DES MÉTAUX NON FERREUX EN 1985

## Une adaptation douloureuse à la crise

La mine, la métallurgie, la transformation et la récupération sont les quatre industries-clés pour la France», comme le suggère le rapport annuel de la Fédération des métaux et métaux non ferreux, présenté le mercredi 2 juillet. Au moment où ce secteur évolue dans un environnement économique défavorable (crise de surproduction, stagnation de la demande, chute des prix des matières premières minérales), la question est de savoir si la fois les professionnels et les pouvoirs publics. Signe de ce malaise diffus, le groupe d'experts (1) chargé depuis octobre 1985 d'évaluer les nouvelles priorités de l'industrie des «non-ferreux» semble pénétré. Son rapport, dont la remise était prévue pour juin, ne sera rendu public qu'à l'automne; les travaux effectués ne permettent encore de fixer aucune orientation originale.

Cette incertitude tranche avec les choix très nets opérés au milieu des années 70. A une époque où les risques de pénurie sur certaines substances minérales (cuivre, titane, cobalt) paraissent réels, la France se préoccupait surtout de la sécurité des approvisionnements. L'incertitude financière à la recherche et à l'investissement miniers, la création de filiales à travers le «plan métaux» et la mise sur pied d'un stock stratégique témoignaient de ce souci. Mais la surabondance générale devenue flagrante au lendemain du second choc pétrolier (1979) a rendu de tels dispositifs moins nécessaires. Au moment où la profession considère encore les industries minières et métallurgiques de trans-

formation et de recyclage comme des secteurs clés, d'autres discutent sur l'intérêt de maintenir en l'état ces «quatre fers au feu»; à la lumière d'un exercice 1985 difficile. Malgré d'énormes surcapacités mondiales, et une dégradation brutale des cours, l'industrie minière française a maintenu sa présence sur les cinq continents, dans une vingtaine de pays. Mais, événement inattendu, la société Penarroya a cédé sa découverte de Neves Corvo (un très riche gisement de cuivre situé au Portugal) au groupe anglais Rio Tinto Zinc, les dirigeants ayant jugé cette possession non rentable en raison des bas prix du métal.

Les dépenses consacrées à la recherche et à l'investissement par les opérateurs français sont, de surcroît, tombées en 1985 à 2 milliards de francs, contre 3,6 milliards en 1977 (francs constants). Assurer une base arrière sur le territoire national (2 % de la superficie de l'hexagone est exploitée et fournit 15 % des besoins du pays); conserver une vigne de savoir-faire pour gagner des marchés à l'étranger (ingénierie); n'exploiter que les meilleurs gisements. Voilà les prospectus miniers mis «au pain sec», privés de grands projets.

A l'autre bout de la filière, l'industrie de la récupération a connu à son tour les affres de la surproduction. Alors que le taux de récupération du plomb dans les batteries atteignait 90 % au début de la décennie, il n'est plus que de 66 %; la chute des cours a découragé les affineurs, qui préfèrent vendre leurs

déchets (plomb, cuivre, aluminium) au plus offrant. Cette véritable mine (l'affinage fournit 30 % des besoins français en métaux) est aussi pillée par les Japonais et les Allemands de l'Est (en 1985, les ventes de déchets français à l'étranger ont représenté près de 1,3 milliard de francs, contre 800 millions de francs en 1982).

## Des obstacles proprement français

La métallurgie et la première transformation des non-ferreux ont connu pour leur part le casse-tête de l'ajustement de l'offre à la demande, dans un marché mondial pléthorique et hyper-concurrentiel. Mais, de l'avis des professionnels, cette adversité extérieure (marquée par la contraction des échanges) a été accentuée par des obstacles proprement français. «La survie du secteur exige un environnement économique et réglementaire qui soutienne sa compétitivité», remarque la Fédération des métaux et métaux non ferreux. Elle souhaite ainsi voir la taxe professionnelle ramenée à 2,5 % de la valeur ajoutée, contre plus de 4 % en 1985. «Nous voulons bénéficier de conditions comparables à celles de nos concurrents sur les coûts de l'énergie et des transports», ajoute un responsable de la fédération. C'est dans cet esprit que son président, M. Gérard-Jean, s'oppose à l'application d'une taxe aux industriels qui émettent de gros déchets de soufre dans l'atmosphère. Créée en 1985 pour financer l'Agence de l'air, cette mesure coûterait 2,6 mil-

liards de francs par an à l'usine de Nouvelles-Godault (plomb-zinc) (2).

Dans le contexte libéral actuel, la profession des non-ferreux a semblé-t-il compris qu'elle n'obtiendrait rien des pouvoirs publics pour financer des installations victimes du retournement des prix mondiaux. Elle se bat dès lors pour une mise sur pied d'égalité avec la concurrence étrangère. A-t-elle choisi les bonnes armes? Si Pechiney bénéficie pour l'électricité de conditions particulières, négociées avec EDF, il est vrai qu'il fait figure d'exception. Les coûts des transports peuvent en outre dépasser de 3 à 15 % ceux des pays voisins. On saura bientôt si, dans l'esprit du gouvernement, l'industrie des non-ferreux mérite un accord à la doctrine ambiante du laissez-faire.

En 1985, ce secteur, qui compte 43 400 actifs pour 146 entreprises, a réalisé un chiffre d'affaires de 50 milliards de francs, dont 38 milliards à l'exportation. Son déficit commercial s'élevait à 5,14 milliards de francs. Au cours des quatre premiers mois de 1986, il s'est encreusé.

ERIC FOTTORINO.

(1) Présidé par le directeur d'ERAP, M. Boisson, ce groupe a été formé par le Commissariat général du Plan. Son rapport devra fixer les nouveaux impératifs de la politique industrielle française dans le domaine des matières premières minérales.

(2) Elle n'a encore jamais été levée à ce jour.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 1<sup>er</sup> juillet =

Calme + 0,07 %

La Bourse de Paris a connu le 1<sup>er</sup> juillet une séance calme, l'indicateur instantané se maintenant avec peine au niveau modeste de hausse observé le matin (+ 0,15 %). Peu avant le coup de cloche final, il gagnait seulement 0,07 %, dans un marché peu animé, au volume d'activité réduit à la portion congne.

Du côté des valeurs en hausse, on pointait Télécom, Electricité, Bis, Roussel-Uclaf, CNI, Raffinage, et aussi SBF, SEB, Source Parier. Au chapitre des replis figurait Ciments Français, Cofimep, Imétral, SAT, Luchaire et Poliet.

Autour de la corbeille, les observateurs notaient la grande sélectivité du marché. Les investisseurs concentraient leurs achats sur les titres les plus en vue, délaissant le reste de la cote. Les opérateurs étrangers continuaient d'alimenter un léger courant d'achat. Quant à la suspension du titre Générale de Fonderie, décidée pour le 30 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, elle a été motivée par les perspectives de restructuration de la société. Celle-ci devrait en effet vendre sa division chauffage (qui représente 30 % du chiffre d'affaires) pour la somme de 140 millions de francs, à la firme Nord-Est. Parallèlement, la direction de la Générale de Fonderie serait en train de négocier la cession de sa division appareils sanitaires. Elle ne dédaignerait plus alors que deux divisions (Electricité et carrelage).

Sur le marché obligataire, la tendance était plus ferme qu'à la corbeille, malgré l'incertitude concernant l'évolution immédiate des taux d'intérêt.

Sur le MATIF, le contrat à échéance Mars gagnait 0,40 %, à 112,50; le contrat à échéance Juin (- 200 F) napoléon : 521 F (inchangé).

NEW-YORK, 1<sup>er</sup> juillet ↑

Nouveau record

L'indice Dow Jones a battu le 1<sup>er</sup> juillet un nouveau record, une demande de dernière heure lui permettant de rester au-dessus de la barre des 3 000 points. La veille, des prises de bénéfices avaient empêché de se maintenir à ces niveaux. Mardi 1<sup>er</sup> juillet, il terminait ainsi à 3 003,54 (+ 10,83 points), dans un marché assez actif - 147,6 millions de titres étaient échangés, contre 135,13 millions le 30 juin. Les hausses prévalaient une nouvelle fois : 870 valeurs progressaient, 656 se repliaient, 932 restaient inchangées.

Autour du «Big Board», les observateurs expliquaient que la faible augmentation de l'indice des principaux indicateurs économiques en mai (+ 0,2 %) rendait plus probable un abaissement du taux d'escompte de la Réserve fédérale. Cette mesure est en effet attendue pour stimuler l'économie américaine. Quand interviendra-t-elle? Alors que les optimistes estiment qu'elle sera prise avant le long week-end de la fête nationale, certains ventes bénéficiaires ont montré que ce sentiment n'était pas généralement partagé. Parmi les valeurs les plus actives, on notait Bell South (4,184 millions d'échanges), Union Carbide (2,626 millions), Illinois Power, Sanders et IBM.

VALEURS	Cours de 30 juin	Cours de 1 <sup>er</sup> juillet
Alcatel	38 1/8	38 1/4
A.T.T.	25 3/8	25 3/8
Bearing	63 1/4	64 3/8
Chemical Bank	45 1/8	45 1/8
Du Pont de Nemours	33 1/4	33
Eastman Kodak	58 1/2	58 3/8
General Electric	52 1/8	52 1/8
General Motors	80 3/4	82 1/8
Goodyear	32 1/8	32 1/8
IBM	147 1/8	148 5/8
I.T.T.	54 1/4	54
Mob.	31 1/2	31 3/8
Piper	71 3/4	72 5/8
Schlumberger	34 1/8	33 7/8
Tenneco	31 3/4	31 1/2
U.A.L. Inc.	54 7/8	54 3/8
Union Carbide	21 1/8	21
U.S. Steel	39 1/2	39 3/4
Westinghouse	53 1/8	53 3/4
Xerox Corp.	55 3/4	56 3/4

## CHANGES

PARIS

Dollar : 6,9950 F ±

Après son repli de la veille, le dollar s'est légèrement redressé mercredi 2 juillet pour des raisons techniques, malgré l'annonce d'une très faible hausse des indicateurs économiques en mai.

FRANCOFON 1<sup>er</sup> juillet 2 juillet

Dollar (en DM) .. 2,185 2,19

TOKYO 1<sup>er</sup> juillet 2 juillet

Dollar (en yen) .. 163 163,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (2 juillet) .... 73/16 %

New-York (1<sup>er</sup> juillet) ..... 67/8 %

## INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

30 juin 1<sup>er</sup> juillet

Valeurs françaises ... 135,1 135

Valeurs étrangères ... 107,4 106,9

C\* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 355,6 354,9

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles ... 1 892,72 1 903,54

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles ... 1 367,1 1 373,7

Mines d'or ... 202,5 204,2

Fonds d'Etat ... 90,34 90,43

TOKYO

1<sup>er</sup> juillet 2 juillet

Nikkei Dow Jones 17 571,10 17 622,7

Indice général ... 1 354,94 1 355,68

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1<sup>er</sup> juillet

Nombre de contrats : 5 103

COURS	1 <sup>er</sup> juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier .....	111,30	111,75	112,40	112,55
Précédent .....	110,75	111,30	112	112,05

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**RECU DU BÉNÉFICE D'ATOCHEM.** Le groupe chimique Atochem, filiale d'ELF-Aquitaine, a vu son bénéfice net consolidé (part du groupe) décroître en 1985 à 40 millions de francs, contre 176 millions de francs en 1984. Dans le même temps, le chiffre d'affaires d'Atochem a progressé de 3,75 %, pour s'établir à 23,77 milliards de francs. Pour 1986, a indiqué le 30 juin M. Puchal, PDG du groupe, le chiffre d'affaires devrait être «sévèrement amputé», par la répercussion de la baisse du prix du brut sur les produits dérivés du pétrole, et par la poursuite de la baisse du «billot vert».

**SICAV COURT TERME : REDISTRIBUTION DES ACTIFS.** Les encours de SICAV CT ont augmenté en juin de 3,4 milliards de francs, à 179,3 milliards de francs. Les SICAV monétaires ont augmenté de 21,8 milliards, à 68 milliards. Celles redistribuant la régularité ont reculé de 10,3 milliards en juin, à 98,7 milliards. Les SICAV «sensibles» ont, elles, reculé de 8,1 milliards, à 112,6 milliards.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SOIX MOIS	
	+ base + haut		Rep. + ou déq.		Rep. + ou déq.		Rep. + ou déq.	
SE-U.....	6,9960	6,9990	+ 5	+ 17	+ 25	+ 50	+ 100	
5 ans.....	5,8714	5,8773	- 62	- 43	- 107	- 78	- 391	
100.....	4,2698	4,2721	+ 97	+ 102	+ 172	+ 156	+ 517	
DM.....	3,1913	3,1941	+ 64	+ 76	+ 133	+ 123	+ 373	
Flara.....	2,8338	2,8363	+ 16	+ 23	+ 39	+ 32	+ 158	
F.B. (100).....	15,5987	15,6228	- 32	- 29	- 49	+ 77	- 125	
F.S.....	3,9117	3,9155	+ 33	+ 71	+ 128	+ 153	+ 369	
L (1 000).....	4,6459	4,6521	- 23	- 181	- 389	- 343	- 1064	
S.....	10,7429	10,7575	- 284	- 247	- 526	- 449	- 1381	

## TAUX DES EUROMONNAIES

U.....	6 7/8	7 1/8	6 7/8	7	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16
.....	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16
.....	6 3/8	6 5/8	6 1/4	6 3/8	6 1/8	6 3/16	5 5/8	5 3/4
(100).....	6 1/2	7 1/2	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8
.....	3 1/4	3 3/4	5	5 1/8	5	5 1/8	4 15/16	5 1/16
.....	18	12	11 5/8	12 5/8	11 5/8	12 1/8	11 1/2	11 7/8
.....	18 1/4	18 1/2	18 1/16	19 1/16	19 1/16	19 1/16	19 1/16	19 1/16
.....	7	7 1/2	7 5/16	7 9/16	7 5/16	7 9/16	7 5/16	7 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ALSTHOM

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 JUIN 1986

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 26 juin 1986, sous la présidence de M. Jean-Pierre Desgeorges, président-directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 273 millions de francs, contre 270,3 millions de francs en 1984. Ce bénéfice s'entend notamment après dotation de 645,2 millions de francs au compte d'amortissements, contre 582,5 millions de francs l'année précédente.

Le résultat consolidé du groupe s'élève à 426,9 millions de francs, contre 466 millions, ce dernier montant incluant à hauteur de 119,3 millions de francs, l'incidence non renouvelable des changements de méthode comptable opérés en 1984. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 23,5 milliards de francs, dont 38 % à l'exportation.

Il a été décidé de distribuer un dividende de 16,50 F par action sur les actions composant le capital avant sa récente augmentation, auquel sera rattaché un avoir fiscal de 8,25 F par action sur les actions provenant de l'augmentation de capital, assorti d'un avoir fiscal de 4,125 F. Au total, cette distribution représente une augmentation de 22 % par rapport à celle effectuée en titre de 1984. Ces dividendes seront payés en échange du coupon n° 44 à partir du 30 juin.

Comme les années précédentes, il sera proposé à chaque actionnaire une option entre le paiement de ces dividendes en numéraire ou en actions Alsthom, créées jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1986. Conformément à la loi, le prix d'émission est fixé à 387,95 F, le délai d'option se terminant le 30 juillet.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 JUIN 1986

Allocution du président

Mesdames, Messieurs,

Avec un chiffre d'affaires consolidé voisin de celui de l'exercice précédent, le résultat du groupe en 1985 - 426,9 millions de francs - apparaît en progression sur celui de 1984, d'un montant dans ce dernier l'incidence non renouvelable des changements de méthode.

Ces performances peuvent être considérées comme satisfaisantes, d'autant qu'ont été constatées en 1985 des provisions pour charges exceptionnelles d'un niveau supérieur à celui de 1984. Elles correspondent pour l'essentiel à la poursuite du programme d'adaptation des effectifs et de reconversion des emplois liés à la restructuration et à la modernisation des unités de production.

Notre appréciation de ces résultats a d'ailleurs été confirmée par les actionnaires eux-mêmes, qui ont assuré en fin d'exercice le succès de l'augmentation de capital, dont j'ai plaisir à vous remercier aujourd'hui.

Grâce aux efforts conjugués de tous depuis plusieurs années et intensément poursuivis en 1985, le groupe disposait, en fin d'exercice, d'un carnet de commandes représentant plus de deux ans de facturation à son niveau actuel.

Cependant, le marché des biens d'équipement correspondant à nos domaines d'activité ne donne aucun signe tangible de redressement. Le volume d'enregistrement des commandes nationales est affecté par la réduction du programme de centrales nucléaires d'Electricité de France, qu'aucun autre grand client n'est en situation de compenser. Quant à la conjoncture internationale, elle reste affaiblie, en raison de l'insuffisance des moyens financiers disponibles dans la plupart des pays.

Pour améliorer nos chances de succès à l'exportation, les services de marketing ont encore été renforcés dans toutes les divisions afin de mieux appréhender les besoins et les ressources de la clientèle.

Le développement des ventes à l'exportation impose également d'être à même de proposer les montages financiers les mieux adaptés à la situation des acheteurs potentiels et à l'économie de leur pays. L'assouplissement récent des procédures de financement et du contrôle des changes a ouvert à cet égard de nouvelles perspectives. Les moyens dont la société s'est dotée et l'appui de ses banques permettent aux commerçants de disposer d'une véritable « ingénierie financière » de nature à rendre nos offres plus attractives en les adaptant mieux aux possibilités des clients.

Par ailleurs, nous espérons que les mesures existantes d'accompagnement de nos exportations seront maintenues, voire améliorées, dans le contexte actuel de guerre économique.

Ainsi, en dépit de l'étrémité et des difficultés du marché, ces efforts d'adaptation permettent d'espérer un niveau d'enregistrement des commandes en 1986 susceptible de conserver le montant élevé du carnet de commandes du groupe.

Le total des ordres reçus à ce jour depuis le début de l'année nous laisse bon espoir d'atteindre cet objectif.

malgré une situation commerciale préoccupante de la division mécanique et de celle des matériels ferroviaires. Les deux paquebots de croisière, dont la construction vient de nous être confiée par la compagnie américaine Stimar-Lines, sont de nature à renforcer cet espoir.

La politique d'internationalisation du groupe, dont j'avais évoqué ici même l'an dernier certains aspects, est activement poursuivie.

Elle consiste à rechercher et à promouvoir des regroupements, plus particulièrement au plan européen, en vue d'améliorer la rentabilité de nos domaines traditionnels d'activité et de permettre à chacun d'eux de demeurer en situation de compétitivité vis-à-vis des principaux leaders mondiaux de la spécialité.

Elle tend d'autre part au renforcement de nos implantations à l'étranger, spécialement dans les pays présentant un important potentiel de développement.

La prise de contrôle des activités d'appareillage haute et moyenne tension de la société suisse Sprecher et Schuch illustre excellemment cette politique. L'opération réalisée confère un secteur où nous nous plaçons déjà parmi les tout premiers constructeurs mondiaux. Elle permet en outre de renforcer, dans le domaine de l'appareillage, notre implantation au Brésil et d'acquiescer des positions non négligeables en Suisse, en Allemagne et en Autriche.

Parallèlement - alors que les filiales et participations industrielles implantées à l'étranger, dans lesquelles le groupe est impliqué, représentent déjà un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de francs et un effectif de l'ordre de 8 000 personnes - se poursuit avec énergie la recherche d'opportunités pour consolider les implantations existantes ou en organiser de nouvelles.

J'ajouterais que la division robotique et matériaux, qui constitue l'organisme privilégié de gestion d'un certain nombre d'activités de pointe et la principale structure d'accueil des secteurs de diversification, présente une croissance satisfaisante et des résultats encourageants.

Enfin, il serait injuste de ne pas souligner, avec force, que le développement du groupe au milieu d'un environnement économique défavorable est avant tout le fruit de la compétence, du dynamisme et de la faculté d'adaptation du personnel de tout niveau auquel je me plais à exprimer ici, en votre nom comme au mien, un sentiment de sincère gratitude.

Pour terminer, mesdames et messieurs, il me semble raisonnable de vous annoncer, en ce milieu d'exercice, que - hors le cas d'accident imprévisible qui viendrait gravement perturber la gestion de votre société - la poursuite de nos efforts devrait normalement conduire à constater, fin 1986, un résultat net pour la société du même ordre que celui du précédent exercice.

J.-P. DESGEORGES, président-directeur général.



ALSTOM



A.G.O. et A.G.E. du 26 juin 1986

L'assemblée ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1985 faisant ressortir un résultat de 18,05 millions de francs contre 13,71 millions de francs en 1984 pour la société, de 23,59 millions de francs contre 21,77 millions de francs pour le Groupe et de 21,9 millions de francs contre 21,7 millions de francs hors intérêts des minoritaires.

Il a été décidé le paiement, à compter du 7 juillet 1986, d'un dividende de 25 F par action, soit un dividende global de 37,50 F contre respectivement 24 F et 36 F l'an dernier.

Dans son allocution, le président Pierre Finat a tout d'abord rappelé qu'au cours des premiers mois de l'exercice, les diverses activités du Groupe avaient poursuivi leur développement, que le début de l'exercice avait été marqué, en particulier, par la mise en service dans la filiale Tardif de la plus grande unité de calendrage existant au monde. Il a également rappelé que le groupe avait poursuivi sa croissance externe par des prises de participation intéressant les diverses activités (SHIPC dans le domaine de la chimie, Verreux au sein de la division Elastomères, Allier, Neri et SRSE qui viennent encore renforcer la division Routes, et enfin la société Gaillon qui complète les activités de la division Sols et Revêtement).

Il a enfin indiqué que les premiers mois de l'exercice ont été en progression par rapport à l'année précédente, et que les perspectives sur les mois à venir étaient favorables.

An cours de l'Assemblée extraordinaire qui a suivi l'Assemblée ordinaire, les actionnaires ont donné leur accord de principe sur une augmentation de capital permettant de porter celui-ci à 80 870 200 F d'ici à cinq ans.

Le Conseil d'administration qui s'est tenu à l'issue des assemblées a décidé d'engager immédiatement une opération d'augmentation de capital ouverte le 7 juillet avec la souscription d'une action pour quatre au prix de 750 F, ce qui devrait permettre à la société de réunir une somme de l'ordre de 76 millions de francs en portant le capital à 51 087 700 F.

Cette opération, qui renforce les fonds propres de l'entreprise, permettra en outre de saisir toute opportunité raisonnable qui se présenterait.

## LES DOCKS DES PÉTROLES D'AMBÈS

L'assemblée générale, réunie le 27 juin 1986 sous la présidence de M. Bruno Signatier, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 faisant ressortir un bénéfice net de 760 877 F.

Le dividende a été fixé à 6,50 F net par action, assorti d'un avoir fiscal de 3,25 F soit un revenu global de 9,75 F (contre 4,71 F net de l'exercice précédent). Il sera mis en paiement le 21 juillet 1986.

Sur la base des données actuellement connues, il faut s'attendre à une diminution du trafic des entrepôts en 1986. Cette diminution est liée à la fermeture de la raffinerie Shell-Puillauc, laquelle entraîne dès à présent des modifications sensibles dans les circuits d'approvisionnement et de distribution en Gironde.

هذا ما اصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS

# 1<sup>er</sup> JUILLET

**Cours relevés**  
+ 17 + 21

[illegible]

## Comptant

## Second marché (inflation)

[illegible]**SICAV**

## 1/7

[illegible]

## Droits et bons

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/7	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS 1/7							
							Achat	Vente											
Attribution																			
Agences News	326	313		ECU (Unité 1)	7 011	6 970	6 970	7 870	Or de Bulle au baril	77500	77500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
Ag. Médias	465	427		Banque (100 DM)	9 850	9 850			Or de San Diego	76150	77650			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
Formal Cell	378	370		Allemagne (100 DM)	319 500	319 200	319	15 150	Pièce (Paysage 20 H)	521	521			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				France (100 F)	26 512	26 511	15	15 150	Pièce (Paysage 10 H)	350				Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Norvège (100 kr)	26 500	26 500	234	253	Pièce (Paysage 20 H)	521	521			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Danemark (100 kr)	59 470	59 440	91	97	Pièce (Paysage 10 H)	350				Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Grande-Bretagne (1 £)	10 740	10 740	11	11 150	Pièce (Paysage 20 H)	521	521			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Suisse (100 francs)	6 038	6 038	4 600	5 700	Pièce (Paysage 10 H)	350				Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Italie (1 000 lire)	4 646	4 646	4 400	4 800	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Suède (100 kr)	380 480	381 900	379 500	389 500	Pièce de 5 dollars	1480	1480			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Suède (100 kr)	98 500	98 490	95	100	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Portugal (100 esc)	46 400	46 400	44 600	46 450	Pièce de 5 dollars	1480	1480			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Portugal (100 esc)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Autriche (100 sch)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Autriche (100 sch)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)	155 20	146 10	Malaisie	471 82	432 36
				Canada (50 c)	4 596	4 593	4 590	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	2500			Malaisie (Ring-M)</					

## NEW-YORK, 1942

100-443887-100

[illegible]

CHANGES

**FANS**

[illegible]

# MATIF

COMPARISON			
	Jan. 64	Sept. 64	Dec. 64
Cost	100.00	100.00	100.00
Revenue	100.00	100.00	100.00

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

[illegible]

## LE MARCHÉ AFRICAINE DES DEVISES

[illegible]

## THE INTERNATIONALS



## La Commission informatique et libertés émet des réserves sur la carte d'identité infalsifiable

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) vient, une nouvelle fois, de prouver son indépendance. L'avis qu'elle a adopté, mardi 1<sup>er</sup> juillet, sur le projet de décret relatif à la création d'un système de fabrication et de gestion informatisée des cartes nationales d'identité, se démarque en effet sur plusieurs points des intentions du gouvernement. Il est « favorable » mais « sous réserve » qu'il soit tenu compte des observations de la commission.

La CNIL a mis en évidence les ambiguïtés et les zones d'ombre de ce projet (le Monde du 28 mai), qui va bien au-delà de la première tentative, avortée, en 1980, de créer une carte d'identité infalsifiable. Le gouvernement, cette fois-ci, recherche l'utilisation par les services de police du « système de gestion informatisée », autrement dit du fichier national, ainsi constitué de données administratives que le seul établissement administratif des cartes nationales d'identité.

Avant sa délibération, la CNIL avait déjà obtenu deux modifications du projet de décret. D'abord, qu'il ne soit pas question d'une lecture « magnétique » de la carte, ce qui aurait permis d'y inscrire, à l'insu de son détenteur, des informations non désirables à l'œil. On s'en tiendrait donc à une lecture « optique », c'est-à-dire à l'aide d'un système de gestion informatisée. Ensuite, que les informations stockées lors de l'établissement de la carte ne comportent plus la mention des documents prouvant la nationalité française (nature, date et autorité de délivrance), et que l'on s'en tienne aux seuls documents d'état civil. La CNIL avait invoqué le principe de non-discrimination entre les Français, quelle que soit leur origine. On risquait sinon de constituer ainsi un sous-fichier des Français fraîchement naturalisés.

Adopté par onze voix pour, une abstention et une voix contre (il y avait quatre absents), l'avis de la CNIL est le fruit du travail de M. Jacques Thyraud, premier président et sénateur (RI) de Loire-Cher. M. Thyraud a été fermement soutenu dans ses recommandations par M. Jacques Fauvet, président de la CNIL. Celles-ci sont au nombre de huit.

● **Facultative** — La CNIL rappelle, en préambule, que « la carte nationale d'identité reste facultative et que la preuve de l'identité peut être apportée par tous moyens », ce que lui confirme

M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité lors de son audition le 24 juin.

● **Policier et gendarme** — Le projet de décret voudrait étendre l'interrogation directe du système de gestion informatisée aux « autorités judiciaires, services de la police nationale, services de la gendarmerie nationale ». La CNIL n'est pas d'accord et entend « réserver l'accès » à la banque de données aux « seules personnes habilitées », c'est-à-dire aux seuls services chargés d'établir les cartes nationales d'identité et d'en certifier l'authenticité.

● **Perte ou vol** — La CNIL demande que soit dissocié du fichier national le recensement des « cartes perdues, volées ou usurpées », et ainsi constitué « un fichier spécifique (...) auquel auront accès les autorités de police et de gendarmerie ». Elle recommande, de plus, que les informations mémorisées dans ce fichier se limitent aux noms, prénoms et numéro de la carte « sans qu'elles puissent être dissociées dans l'interrogation, afin de ne causer aucun trouble à la victime, porteur d'un nouveau titre ».

● **Conservation** — La CNIL demande au gouvernement de réduire la durée de conservation des informations dans le système de gestion informatisée. Celui-ci proposait trente ans, alors qu'une carte d'identité n'est valable que dix ans. La CNIL suggère une durée de quinze ans, « étant entendu qu'un nouvel examen de cette situation pourrait avoir lieu avant l'expiration de ce délai ».

● **Destruction** — Les membres de la CNIL se souviennent, pour certains, de l'Occupation et savent quelle aurait pu être l'utilité de fichiers informatisés dans la répression conduite par le régime de Vichy. Aussi demande-t-elle que, « quelle que soit l'architecture du système qui sera retenue, et notamment si un système de fabrication décentralisée est choisi, toutes mesures de sécurité soient prises pour empêcher la destruction des fichiers en cas de crise grave ».

● **Contrôles d'identité** — Le gouvernement, soumettant actuellement à l'Assemblée nationale un projet de loi généralisant les contrôles d'identité, la CNIL veut éviter un recensement informatisé des contrôles d'identité. Il y a, sinon, le risque de fabriquer des suspects en puissance, par exemple si une personne a été contrôlée plusieurs fois de suite en un même lieu, dans les jours précédant un attentat. Aussi rappelle-t-elle que « les contrôles d'identité ne peuvent être mémorisés sur fichiers » s'ils ne sont suivis d'aucune procédure judiciaire à l'encontre de la personne contrôlée. Elle demande donc que « le décret mentionne qu'il ne peut être fait usage de la carte nationale d'identité, en particulier de la zone de lecture optique, pour la constitution ou l'enrichissement de tous fichiers ».

● **Personnes recherchées** — Le projet de décret prévoit que « la lecture automatisée de la carte nationale d'identité » serve de clef d'accès à la consultation du fichier des personnes recherchées (FPR). Or ce fichier, qui en 1982 comptait quatre cent mille références (moins de personnes, en réalité en raison des alias), recense vingt et une catégories d'individus, dont bon nombre sont loin d'être de grands délinquants. Il comprend, par exemple, les malades mentaux graves, les déserteurs, les débiteurs du Trésor (impôts mais aussi contraventions impayées), les personnes recherchées par la justice pour des infractions mineures, les adultes qui ont disparu sans laisser d'adresse à leur famille, etc. Or ce fichier n'a encore jamais été soumis à l'examen de la CNIL. Celle-ci demande donc que son utilisation, avec accès par la carte d'identité, soit « subordonnée à l'appréhension de ce fichier tel qu'il résultera de l'avis de la Commission ». Celle-ci examinera le FPR en septembre.

● **Empreintes digitales** — L'une des dispositions les plus curieuses du projet de décret consistait dans le relevé d'une empreinte digitale lors de la constitution du dossier de demande de carte, qui serait conservée par le « service gestionnaire de la carte ». La CNIL ne comprend pas la finalité ainsi recherchée, à moins que l'on ne veuille, par ce biais, constituer un fichier national des empreintes. Aussi a-t-elle décidé de « surveiller à statuer », en estimant qu'il y avait lieu « à compléter d'informations » sur ce point.

M. Thyraud était, à l'origine, partisan d'aller plus loin en demandant déjà la suppression de cette disposition, « excessive par rapport à la finalité recherchée ».

La CNIL demande enfin que lui soient fournis toutes les indications utiles sur le choix du matériel et la conception technique du dispositif lorsqu'il aura été déterminé. La réflexion de la CNIL vise, au total, à dissocier un objectif légitime, l'instauration d'une carte d'identité infalsifiable, du moins plus difficilement imitable, d'ambitions policières qui lui paraissent suspectes — la constitution d'un fichier national d'identité consultable par tous les policiers et les gendarmes. Elle est, en ce sens, fidèle à sa mission de protection des renseignements à caractère personnel afin que l'informatique ne porte pas atteinte aux libertés individuelles. Son avis est consultatif, mais, depuis sa création en 1978, le gouvernement s'est toujours plié à ses recommandations.

EDWY PLENEL.

## FEU VERT DES POUVOIRS PUBLICS POUR LES LICENCIEMENTS CHEZ BOUSSAC

Après des semaines de laborieuses négociations, la direction de la société Compagnie Boussac-Saint Frères (la filiale industrielle du groupe Boussac) a mis au point avec le ministère des affaires sociales et l'emploi un plan social concernant la suppression immédiate de 1460 emplois, 919 autres personnes devant être touchées par des mutations internes ou des cessions d'affaires. Le ministère a en particulier obtenu une amélioration des congés de conversion (380 salariés), portés de quatre à six mois, voir huit mois dans les zones défavorisées (sur le site de La Madeleine dans le Nord, de Beauval dans la Somme et dans les Vosges). Boussac a finalement également accepté de porter l'aide au reclassement individuel de 20 000 F à 25 000 F par personne, cette somme s'ajoutant aux indemnités de licenciement. La compagnie consacrera également 32 millions de francs à des opérations d'aide à la création d'emplois sur les sites concernés. Les 580 salariés qui ne sont pas touchés par les congés de conversion ou par l'aide au reclassement individuel pourront bénéficier des conventions avec le Fonds national pour l'emploi (prétraité) ou avec l'Office national de l'immigration (aide au retour), ces deux conventions devant être signées ce mercredi 2 juillet.

## CONSTANTIN COSTA-GAVRAS RÉÉLU À LA TÊTE DE LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

Le cinéaste d'origine grecque Constantin Costa-Gavras a été réélu à la tête du conseil d'administration de la Cinéma-thèque française, apprend-on mardi auprès de cette instance. Le nouveau bureau de la cinémathèque se compose dorénavant de deux vice-présidents — Anatole Dauman, Patrick Brion, — trois secrétaires généraux — Jean-Michel Arnold, Jean Rouch et Claude Jager — et de deux trésoriers, André Laroche et Jack Gajos. Bernard Latazet continue d'assurer les fonctions de délégué général.

Brasserie  
**LORRAINE**  
Les Rendez-Vous  
De L'été  
A la plus grande  
terrasse fleurie de PARIS.  
FRUITS DE MER TOUT L'ÉTÉ  
Places des Terres, 75008 Paris  
Téléphone : 42 22 89 04  
Ouvert jusqu'à 2 heures du matin.

## Quand Jean-Marie Le Pen chapardait des gâteaux...

Depuis une semaine, maintenant, l'Assemblée nationale débat des dossiers de la sécurité : le terrorisme d'abord, l'application des peines ensuite, maintenant la lutte contre la criminalité et la délinquance, avant de s'intéresser aux contrôles d'identité. Les positions des uns et des autres sont de plus en plus claires. Les socialistes et les communistes, face au « rouleau compresseur » des accusations de « laxisme », doivent de plus en plus élever la voix pour faire entendre que leur souci de « prévention » ne remet pas en cause leur reconnaissance de la nécessité de la « sanction ».

Le garde des sceaux maintient un discours qui ne peut que satisfaire les sentiments « sécuritaires » de l'électorat de droite alors qu'il propose des textes qui, en général, vont bien moins loin dans ce domaine,

M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), rapporteur de la commission des lois pour le texte sur la délinquance et la criminalité, a pourtant tenté de cadrer le débat, mardi 1<sup>er</sup> juillet : il ne s'agit pas d'une réforme globale, mais de « parer au plus pressé » pour faire face « à la crise » de la justice et de l'institution pénitentiaire. Le développement de la procédure de « comparution immédiate » a juste pour objectif de tenter de limiter l'engorgement des tribunaux et des prisons, mais elle ne doit pas se faire au détriment des droits de la défense. Il proposera même des amendements accentuant encore les possibilités d'action de celle-ci, même s'il n'a pas voulu aller aussi loin que l'opérerait le garde des sceaux, lequel aurait souhaité que fussent davantage prises en compte les remarques de la plupart des conseils de l'ordre et des associations d'avocats. Pour justifier sa position, il a fait remarquer que les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette procédure rapide dans les grands tribunaux, et particulièrement à Paris, ne doivent pas camoufler son intérêt, y compris pour le prévenu, puisqu'elle permet la limitation de la mise en détention provisoire. M. Alain Chalon, de l'opposition, a pris l'engagement « de prendre les mesures nécessaires dès le budget de 1987 » pour régler les difficultés matérielles rencontrées notamment à Paris, Lyon et Marseille.

## « Un nécessaire rééquilibrage »

Le député RPR gauche ainsi l'accusation de la fraude selon laquelle la répression prévaut sur la prévention. Comme le ministre de la

justice il voit, dans l'ensemble de ces textes « un nécessaire rééquilibrage ». Les socialistes refusent tout autant l'accusation inverse. M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) a même perdu sa placidité coutumière, pour faire remarquer que lui n'avait pas changé de discours : « depuis 1982, je dis qu'il faut un équilibre entre répression et prévention, alors que vous, messieurs de la droite, vous avez, avant 1975, donné la priorité à la prévention avant de ne mettre en œuvre que la répression avec M. Peyrefitte, et, maintenant, de prétendre vouloir rééquilibrer ».

M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) va même plus loin dans la réplique en expliquant que le projet gouvernemental sur la comparution immédiate met tellement à mal les droits de la défense qu'il est contraire à la Constitution, et que l'allongement de la période de sûreté, pendant laquelle un condamné ne peut être libéré, n'est qu'« un geste donné à l'opinion publique ». Or, pour lui, celle-ci approuve une telle politique, c'est parce qu'elle est « mal formée, mal informée », et que « les progrès ont toujours été le fait de politiques responsables cherchant à surmonter l'instinct de vengeance ».

M. Chalon, à son tour, a aussi justifié son projet, par un souci d'améliorer le fonctionnement de la justice et la protection des prévenus. Mais, s'il a annoncé qu'il voulait « développer la diversification des peines » pour que la prison ne soit pas la seule réponse à la délinquance, il a aussi tenu un discours très ferme, notamment sur le rôle de l'immigration clandestine dans l'accroissement de la criminalité.

Les députés de la majorité ne peuvent qu'apprécier de tels propos, au moins si l'on en croit M. Christian

Demuyssac (RPR, Seine-Saint-Denis), qui a affirmé que « nos compatriotes en ont assez de voir qu'il ne fait pas bon être homme en France », et qu'« une société où la liberté est menacée par l'insécurité n'est pas respectée ».

Des remarques que ne désavouent pas le Front national, ses orateurs allant simplement un peu plus loin. M. Edouard Frédéric-Dupont (FN, Paris) demande tout simplement le rétablissement de la peine de « relégation dans un lieu lointain ». M. Jean-Marie Le Pen fut, bien entendu, le plus brillant dans cette démonstration. Vouloir piéger la gauche, il commença par affirmer que « la sécurité est le premier des droits de l'homme et du citoyen ». Mais la majorité fut aussi accusée pour laisser les magistrats être formés dans une école « où sévit la pensée marxiste », pour avoir, elle aussi, avant 1975, atténué la sévérité de la sanction et pour ne pas imposer le rétablissement de la peine de mort.

Le président du Front national adore raconter des petites histoires. Pour prouver l'intérêt de la sanction et son caractère dissuasif, il fit un aveu : à neuf ans, il s'était laissé aller à « dérober, sur la plage de la Trinité, des piles de gâteaux dans la voiture du pédiatre ». Heureusement pour lui, « son marin-pêcheur de père » ne badinait pas avec l'honnêteté : non seulement il l'a roué de coups, mais il a demandé à son instituteur « socialiste » de le mettre à genoux dans sa classe, toute la journée, avec un pameau « voleur » sur le dos. Voilà pourquoi M. Le Pen, et ses petits camarades ne se sont pas laissés entraîner sur le triste chemin de la délinquance... Faut-il rétablir pour tous les châtimens corporels ?

THIERRY BRÉHIER.

## UN VIOLONISTE FRANÇAIS LAURÉAT DU CONCOURS TCHAIKOVSKI

Raphaël Oleg, un jeune violoniste français, a remporté, mercredi 2 juillet à Moscou, le premier prix de violon du concours Tchaïkovski. Il partage son prix avec le soviétique Ilya Kaler. A la seconde place de cette épreuve de réputation internationale, on trouve un autre Soviétique, Markson Fedorov, et un jeune chinois, Xue Chei. Le troisième prix allant à l'australien Jane Peters et le quatrième à la Roumaine Christina Angelescu.

Les choix du jury ont été annoncés par le professeur Viktor Tretsyakov, qui a souligné le niveau exceptionnel des candidats.

## LE BON BOCK DÉVASTÉ

Un incendie a dévasté le restaurant, Le Bon Bock, rue Dancoeur à Montmartre, détruisant un ensemble unique de deux cents toiles des peintres mineurs qui gravitaient autour du Bateau-Lavoir, rassemblées grâce aux différents propriétaires, qui, depuis 1879, s'étaient succédés à la direction de cet établissement.

Dès son ouverture, Le Bon Bock fut considéré comme une « petite Athènes », où les habitants du quartier ont pu côtoyer les représentants du monde littéraire, Francis Carco, Roland Dorville, ceux de la peinture, Modigliani et Picasso ou encore ceux du théâtre, Charles Dullin, André Barsacq, et aujourd'hui Claude Régy, Peppé Barra ou Roberto de Simone.

Avec la démolition de cirque Medrano, l'incendie du Bateau-Lavoir, puis celui de ce restaurant, c'est encore un peu de la mémoire de la capitale qui disparaît.

A. D.

« LA PASTOURELLE »  
LIVRES ANCIENS  
(Marquain-Edition originale)  
Catalogue illustré sur demande  
1, avenue Robert-Solain, 06000 Antibes  
TEL : 93-74-39-42

## Le musée du Jeu de paume va fermer ses portes

Il n'est pas courant de célébrer publiquement la fermeture d'un musée. Pourtant, mardi 1<sup>er</sup> juillet, un impressionnant triumvirat, composé de MM. Hubert Landais, directeur des musées de France, de Michel Lacroix, conservateur chargé de l'habilitation du futur musée d'Orsay, et de Jacques Rigaut, président de l'établissement public d'Orsay, donnait, sous une tente dressée dans le jardin des Tuileries, une conférence de presse pour annoncer la clôture imminente du célèbre musée du Jeu de paume. Ses sept cents œuvres vont devoir, en effet, traverser la Seine dès le 18 août pour s'installer dans l'ancienne gare d'Orsay.

Comme son jumeau élevé côté Seine, le bâtiment fut conçu pour abriter une orangerie. Napoléon III la transforma en jeu de paume pour son fils, le prince impérial. Le nom lui resta. Par la suite, agrandi plusieurs fois, il accueillit de nombreuses expositions de peinture. En 1921, Marcel Proust vint y admirer, au prix d'une crise d'asthme, le fameux *Petit pan de mur jaune* de Vermeer. L'année suivante, une partie des collections du musée du Luxembourg trouva là un refuge. Pendant la dernière guerre, les Allemands y entassèrent les œuvres pillées, à destination du Grand Reich. En 1947, il fut enfin transformé en temple de l'impressionnisme et

devint dès lors le musée le plus fréquenté du monde au mètre carré.

En 1985, plus de sept cent mille visiteurs sont venus admirer, l'*Olympia*, de Manet, les *Baigneuses*, de Renoir, les *Femmes au jardin*, de Monet ou la chambre de Van Gogh à Arles. Avec ses 1 545 m<sup>2</sup> réservés à l'exposition et ses 35 m<sup>2</sup> destinés à l'accueil du public, le jeu de paume n'est plus conçu pour recevoir tant de monde. Après une rénovation complète, il sera consacré aux expositions temporaires, comme l'Orangerie l'était avant de recevoir la donation Walter-Guillaume.

Jacques Rigaut a annoncé d'une voix ferme que le musée d'Orsay ou les derniers bouillons sont actuellement visés, serait inauguré par le président de la République la première semaine de décembre 1986, conformément au programme annoncé. L'enveloppe financière définie en 1982 — 1 082 millions de francs — ne sera pas dépassée et cinq cent trente-cinq nouveaux postes seront créés pour l'occasion, sans parler des quatre-vingt-cinq employés contractuels et des quatre-vingt pompiers. Parmi les quelques mille deux cents toiles accrochées en permanence, Michel Lacroix nous a promis quelques heures surprises : des œuvres d'artistes étrangers, mais aussi un ensemble inédit de l'époque nabi de Bonnard.

E. de R.

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réception du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.  
GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le numéro du « Monde »  
daté 2 juillet 1986  
a été tiré à 466 302 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 2 JUILLET  
Indicateur de séance (%) : + 0,39

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Agache	424	424	420
Agache (Paris)	1050	1050	1050
Alcatel	767	767	767
Alcatel (Paris)	405	410	410
Banque (Paris)	1072	1076	1085
Banque (Paris)	1730	1740	1740
Banque (Paris)	1158	1158	1150
Banque (Paris)	3822	3820	3818
Banque (Paris)	2880	2880	2880
Banque (Paris)	1070	1072	1074
Banque (Paris)	534	530	530
Banque (Paris)	1300	1320	1326
Banque (Paris)	1258	1250	1258
Banque (Paris)	288	288	288
Banque (Paris)	2680	2710	2710
Banque (Paris)	1320	1322	1328
Banque (Paris)	2500	2530	2525
Banque (Paris)	5980	5960	5970
Banque (Paris)	2085	2088	2088
Banque (Paris)	987	1005	1005
Banque (Paris)	3480	3480	3505
Banque (Paris)	1135	1140	1150
Banque (Paris)	891	891	891
Banque (Paris)	719	719	719
Banque (Paris)	730	740	740
Banque (Paris)	3100	3130	3120
Banque (Paris)	1305	1315	1308
Banque (Paris)	357	357	355 50
Banque (Paris)	2880	2880	2885
Banque (Paris)	501	503	503

**CEPES**  
CLASSE PRÉPARATOIRE  
médecine pharmacie  
Quartier latin ou Neaury  
157, r. Ch.-Lafitte, 92020 Neaury. 47.22.94.94 - 47.45.09.19

هنا من الأصل